

Gelet op het koninklijk besluit van 31 augustus 1987 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 mei 1985 houdende toekenning van een afwijking tot overschrijding van de personeelsformatie van het Ministerie van Justitie, van de parketten bij de rechtbanken van eerste aanleg, van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin;

Gelet op de koninklijke besluiten van 16 december 1986, van 21 april 1987 en van 12 augustus 1987, houdende toekenning van een afwijking tot overschrijding van de personeelsformatie van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Onverminderd de toepassing van artikel 1, § 3, van het koninklijk besluit van 2 mei 1985, houdende toekenning van een afwijking tot overschrijding van de personeelsformatie van het Ministerie van Justitie, van de parketten bij de rechtbanken van eerste aanleg, van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin en van de artikels 1 van de koninklijke besluiten van respectievelijk 16 december 1986 en 12 augustus 1987, houdende de toekenning van een afwijking tot overschrijding van de personeelsformatie van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin, wordt het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu gemachtigd zijn personeelsformatie te overschrijden met 8 eenheden te weten : 5 sociaal assistenten, 2 verpleegkundigen en 1 klerk-typist(e) door een beroep te doen op de tewerkstelling van tewerkgestelde werklozen.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde werklozen worden ter beschikking gesteld van het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu voor taken in verband met de opvang van en de maatschappelijke dienstverlening aan kandidaat politieke vluchtelingen.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1988 en houdt op van kracht te zijn op 30 november 1990.

Art. 4. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 april 1988.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

Vu l'arrêté royal du 31 août 1987 portant fixation du cadre organique du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement;

Vu l'arrêté royal du 2 mai 1985 accordant une dérogation en vue du dépassement du cadre organique du Ministère de la Justice, des parquets près les tribunaux de première instance, du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique et du Ministère de la Santé publique et de la Famille;

Vu les arrêtés royaux du 16 décembre 1986, 21 avril 1987 et 12 août 1987, accordant une dérogation en vue du dépassement du cadre organique du Ministère de la Santé publique et de la Famille;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sans préjudice de l'application de l'article 1^{er}, § 3, de l'arrêté royal du 2 mai 1985 accordant une dérogation en vue du dépassement du cadre organique du Ministère de la Justice, de l'Intérieur et de la Fonction publique et du Ministère de la Santé publique et de la Famille et des articles 1^{er} des arrêtés royaux respectivement du 16 décembre 1986 et du 12 août 1987, accordant une dérogation en vue du dépassement du cadre organique du Ministère de la Santé publique et de la Famille, le Ministère de la Santé publique et de l'Environnement est autorisé à dépasser son cadre organique, à savoir 5 assistants sociaux, 2 infirmiers(ières) et 1 commis dactylographe, de 8 unités en faisant appel au régime des chômeurs mis au travail.

Art. 2. Les chômeurs visés à l'article 1^{er} sont à la disposition du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement afin d'assumer des tâches liées à l'accueil et à l'aide sociale aux candidats réfugiés politiques.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 1988 et cessera d'être en vigueur le 30 novembre 1990.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 avril 1988.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 88 — 804

12 NOVEMBRE 1987

Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif à certaines catégories de déchets

L'Exécutif régional wallon,

Vu la Directive 75/439/CEE du 16 juin 1975 concernant l'élimination des huiles usagées, modifiée par la Directive 87/101/CEE du 22 décembre 1986; la Directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 relative aux déchets; la Directive 76/403/CEE du 6 avril 1976 concernant l'élimination des polychlorobiphényles et polychloroterphényles; la Directive 78/176/CEE du 20 février 1978 relative aux déchets provenant de l'industrie du dioxyde de titane, modifiée par la Directive 83/20/CEE du 24 janvier 1983; la Directive 78/319/CEE du 20 mars 1978 relative aux déchets toxiques et dangereux; la Directive 82/883/CEE du 3 décembre 1982 relative aux modalités de surveillance et de contrôle des milieux concernés par les rejets provenant de l'industrie du dioxyde de titane;

Vu le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, ainsi que l'arrêté de l'Exécutif du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées, et l'arrêté de l'Exécutif du 9 juillet 1987 relatif à la surveillance de l'exécution des dispositions en matière de déchets et de déchets toxiques;

Vu la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, ainsi que l'arrêté royal du 9 février 1976 portant règlement général sur les déchets toxiques;

Vu le Règlement général pour la Protection du Travail approuvé par l'arrêté du Régent du 11 février 1946, notamment le titre I^{er};

Vu l'arrêté royal du 3 octobre 1975 relatif à la prévention de la pollution des eaux de surface par les huiles usagées;

Vu l'avis de la Commission des déchets rendu le 6 octobre 1987;
 Considérant la dégradation de la situation en Région wallonne en matière de déchets et les risques que cette situation fait courir à l'environnement et à la santé publique;
 Considérant la nécessité de prendre les mesures qui assurent la mise en conformité de la législation applicable aux déchets en Région wallonne avec les directives européennes;
 Vu l'urgence;
 Sur proposition du Ministre de la Région wallonne pour l'Environnement et l'Agriculture, et après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}, § 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- 1^o décret : le décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1985 relatif aux déchets;
 - 2^o déchets : tous déchets visés par le décret, en ce compris les déchets toxiques au sens de la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques;
 - 3^o déchets toxiques : tous déchets toxiques au sens de la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques;
 - 4^o déchets dangereux :
 - a) tous déchets susceptibles d'être accueillis en décharge de classe 1 telle que définie par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées. Les critères de danger sont ceux définis par l'article 723 bis, 3^o, du Règlement général pour la Protection du Travail; sans préjudice de cette disposition, les déchets contenant des substances reprises au tableau 4 de l'annexe 1 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées sont également considérées comme dangereux;
 - b) les huiles usagées;
 - c) les PCB;
 - d) les déchets provenant de l'industrie du dioxyde de titane.
- Les déchets provenant des ménages et visés sub b) et c) sont considérés comme déchets spéciaux au sens de l'article 3, 1^o du décret;
- 5^o huiles usagées : toutes les huiles industrielles ou lubrifiantes à base minérale, qui sont devenues impropres à l'usage auquel elles étaient initialement destinées, et notamment les huiles usagées des moteurs à combustion et des systèmes de transmission ainsi que les huiles minérales lubrifiantes, les huiles pour turbines et celles pour systèmes hydrauliques;
 - 6^o PCB : polychlorobiphényles, polychloroterphényles, ou mélanges contenant des polychlorobiphényles et/ou des polychloroterphényles, en tant qu'ils sont usagés ou contenus dans des objets ou appareils hors d'usage;
 - 7^o collecte : l'enlèvement des déchets et leur transport jusqu'au lieu de leur déchargement;
 - 8^o collecteur agréé : celui qui procède à la collecte de déchets et a obtenu à cette fin l'agrément prévu par le présent arrêté;
 - 9^o élimination : les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement des déchets, soit en vue de la récupération des éléments et matériaux réutilisables et de l'énergie qu'ils contiennent, soit en vue de leur rejet dans le milieu naturel dans des conditions propres à assurer la santé de l'homme et la préservation de l'environnement;
 - 10^o éliminateur agréé : celui qui procède à l'élimination des déchets et a obtenu à cette fin l'agrément prévu par le présent arrêté; en ce qui concerne l'élimination des déchets toxiques, un centre agréé pour la destruction, la neutralisation ou l'élimination des déchets toxiques au sens de la loi du 22 juillet 1974 est, pour l'application du présent arrêté, un centre exploité par un éliminateur agréé;
 - 11^o Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a la protection de l'Environnement et l'enlèvement et le traitement des déchets dans ses attributions;
 - 12^o Service de gestion des déchets : le Service de gestion des déchets du Ministère de la Région wallonne;
 - 13^o Office : l'Office régional wallon des déchets non ménagers;
 - 14^o Commission des déchets : la commission consultative en matière de déchets, instituée en vertu de l'article 37 du décret;
 - 15^o Fonctionnaire technique : le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne ou son délégué.

§ 2. Au sens du présent arrêté, en ce qui concerne les dispositions relatives aux huiles usagées, on entend par :

- 1^o traitement : les opérations destinées à permettre la réutilisation des huiles usagées, c'est-à-dire la régénération et la combustion;
- 2^o régénération : tout procédé permettant de produire des huiles de base par un raffinage d'huiles usagées impliquant notamment la séparation des contaminants, produits d'oxydation et additifs que ces huiles contiennent;
- 3^o combustion : l'utilisation des huiles usagées en tant que combustible avec récupération adéquate de la chaleur produite;
- 4^o garagistes : exploitants d'établissements où s'effectuent la vente, l'entretien ou la réparation de véhicules automoteurs équipés de moteur à combustion interne.

Art. 2, § 1^{er}. Il est interdit de se débarrasser des déchets toxiques ou dangereux, sauf :

- 1^o en les éliminant soi-même, conformément au décret et à ses arrêtés d'exécution;
- 2^o en les remettant à un collecteur ou à un éliminateur agréé conformément aux dispositions du présent arrêté pour collecter ou éliminer ces déchets;
- 3^o en les remettant à une installation située en dehors de la Région wallonne et dont le remettant s'assure qu'elle est dûment autorisée à éliminer ces déchets.

§ 2. Les garagistes qui renouvellent de l'huile et les administrations publiques qui utilisent des conteneurs peuvent accepter les huiles usagées qu'on leur aura remises et qui proviennent de l'activité normale d'un ménage.

Les huiles usagées provenant de l'activité normale d'un ménage ou d'un petit utilisateur peuvent être remises à des garagistes ou être déposées dans les conteneurs d'huiles usagées prévus à cet effet pour la collecte sélective. Les huiles usagées ainsi récoltées doivent être remises à un collecteur ou un éliminateur agréé.

Art. 3. Le coût de la collecte et le coût de l'élimination de déchets toxiques ou dangereux remis à un tiers doivent être supportés par la personne qui les remet, dans le respect des règles de calcul de prix fixées à cette fin, dans l'acte d'agrément en qualité de collecteur ou d'éliminateur de déchets toxiques ou dangereux.

CHAPITRE II. — De l'agrément des collecteurs de déchets toxiques ou dangereux

Section 1. — Dispositions générales

Art. 4. La collecte de déchets toxiques ou dangereux est soumise à agrément préalable du collecteur.

Tout qui acquiert des déchets toxiques ou dangereux et fait procéder à leur collecte par un tiers, assume la responsabilité de la collecte, et est soumis à agrément préalable en qualité de collecteur.

Art. 5. § 1^{er}. L'agrément comme collecteur de déchets toxiques ou dangereux ne peut être accordé qu'aux personnes qui remplissent les conditions suivantes :

1^o s'il s'agit d'une personne physique :

a) être citoyen belge ou de tout autre Etat membre des Communautés européennes;

b) jouir des droits civils et politiques;

c) ne pas avoir été condamné pour une infraction grave au titre 1^{er} du Règlement général pour la Protection du Travail, à la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, à la loi du 9 juillet 1984 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des déchets, au décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, ou à tout autre législation équivalente d'un Etat membre des Communautés européennes;

d) disposer de moyens techniques et de garanties financières permettant d'assurer la collecte de déchets toxiques ou dangereux conformément aux dispositions du décret et de ses arrêtés d'exécution, ainsi qu'aux dispositions en matière de transport, de matières dangereuses ou de liquides inflammables;

e) s'engager formellement à souscrire un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile résultant des opérations liées à la collecte de déchets et à en transmettre copie au Ministre avant toute mise en œuvre de l'acte d'agrément, étant entendu que ce contrat doit stipuler, pour les déchets toxiques :

— qu'aucune nullité, exception ou déchéance ne sera opposée aux tiers lésés;

— que sa suspension ou sa résiliation ne produira effet qu'après l'expiration d'un délai de trois mois, à compter de la date à laquelle la cause de la suspension ou de la résiliation a été notifiée au Ministre;

2^o s'il s'agit d'une personne morale constituée sous forme de société :

a) avoir été constituée en conformité avec la législation belge ou celle d'un autre Etat membre des Communautés européennes et avoir son siège social, son principal établissement et son siège de direction ou d'administration dans ces Communautés;

b) avoir au moins la moitié du capital détenue directement ou indirectement par une ou plusieurs personnes physiques établies en Belgique ou dans un autre Etat membre des Communautés européennes, ou par une ou plusieurs personnes de droit public belge, ou encore par une ou plusieurs personnes morales constituées en conformité avec la législation belge ou celle d'un autre Etat membre des Communautés;

c) ne compter, parmi ses administrateurs, gérants ou personnes ayant le pouvoir d'engager la société, que des personnes satisfaisant aux conditions déterminées sous les points 1^o, a) à c), du présent article;

d) remplir les conditions visées sous les points 1^o, d) et e) du présent article, soit directement, soit indirectement au moyen d'un aval donné par une ou plusieurs personnes satisfaisant aux conditions définies sous les points 1^o a) à c), du présent article;

3^o s'il s'agit d'une personne morale de droit public, non constituée sous forme de société :

a) ne compter parmi les membres de son collège exécutif et les membres de son personnel responsable de l'exploitation de la collecte, que des personnes satisfaisant aux conditions déterminées sous les points 1^o, a) à c), du présent article;

b) remplir les conditions visées sous les points 1^o, d) et e), du présent article.

§ 2. Le Ministre peut déterminer les moyens techniques dont le demandeur doit pouvoir disposer pour être agréé comme collecteur de déchets toxiques ou dangereux.

Art. 6. § 1^{er}. La demande d'agrément est introduite auprès du Ministre.

§ 2. La demande est accompagnée des documents suivants :

1^o s'il s'agit d'une personne physique :

a) le nom et le domicile du demandeur;

b) la désignation des déchets qui seront collectés, établie sur base de l'annexe 1 de l'arrêté du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées;

c) une note décrivant la capacité de collecte;

d) la destination des déchets collectés;

e) une note déterminant les mesures destinées à éviter tout danger pour la santé de l'homme et tout préjudice pour l'environnement;

f) un certificat de bonne vie et mœurs;

g) une note relative aux moyens techniques et aux garanties financières dont dispose le demandeur, en propre ou en exécution de contrats conclus avec des tiers, en vue de collecter des déchets toxiques ou dangereux conformément aux dispositions du décret et de ses arrêtés d'exécution, ainsi qu'aux dispositions en matière de transport, et toutes pièces justificatives à cet égard;

h) l'engagement formel de souscrire le contrat d'assurance visé à l'article 5 et d'en transmettre copie au Ministre avant toute mise en œuvre de l'acte d'agrément;

2^o s'il s'agit d'une personne morale constituée sous forme de société :

a) une copie de l'acte de constitution de la société, et des modifications éventuelles de celui-ci;

b) l'adresse précise du siège social, du principal établissement et du siège de direction ou d'administration de la société;

c) tous documents établissant que les conditions fixées à l'article 5, 2^o, a) et b), sont remplies;

d) la liste nominative des administrateurs, gérants et personnes ayant le pouvoir d'engager la société;

e) un certificat de bonne vie et mœurs de chacune de ces personnes;

f) les indications et documents requis aux lettres b) à e), g) et h) du 1^o, du présent article;

3° s'il s'agit d'une personne morale de droit public, non constituée sous forme de société :

- a) l'identité de la personne morale;
- b) la liste nominative des membres de son collège exécutif et des membres de son personnel, responsables de la collecte;
- c) un certificat de bonne vie et mœurs de chacune de ces personnes;
- d) les documents requis aux lettres b) à e), g) et h) du 1°, du présent paragraphe.

§ 3. Le Ministre peut exiger tous documents complémentaires de nature à établir que le demandeur présente les moyens techniques et les garanties financières suffisantes.

§ 4. Le Ministre statue sur la demande d'agrément et impose les conditions particulières requises. La décision est motivée et est prise dans un délai de six mois à compter de l'introduction de la demande. Lorsque la demande d'agrément concerne des déchets toxiques, l'avis de la commission des déchets est requis.

Art. 7. Sans préjudice de toutes autres conditions de nature à réaliser les objectifs du décret et de ses arrêtés d'exécution, la décision d'agrément d'un collecteur de déchets toxiques ou dangereux est subordonnée :

1° à la constitution, au bénéfice de l'Office, ou en attendant sa création, du Ministère de la Région wallonne, Service de gestion de déchets, d'un cautionnement auprès de la Caisse des dépôts et consignations, afin de garantir l'exécution du décret et de ses arrêtés d'exécution; pour les collecteurs d'huiles usagées, ce cautionnement est au minimum de 200 F par m³ de la capacité prévue de transport et/ou de stockage;

2° au respect de règles de calcul de prix quant à la collecte des déchets;

Art. 8. La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée.

Toute décision d'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*. Cet extrait mentionne l'identité du collecteur et la nature des déchets qui peuvent être collectés.

Art. 9. Le Ministre peut, à tout moment, dans une décision motivée, imposer des obligations nouvelles, suspendre ou retirer l'agrément lorsque la collecte entraîne un danger pour la santé de l'homme ou un préjudice à l'environnement.

Art. 10. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction à la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, au décret, à ses arrêtés d'exécution ou aux conditions d'agrément, l'agrément peut, aux termes d'une décision motivée, être suspendu ou retiré, après qu'ait été donnée la possibilité à son titulaire de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé; en cas d'urgence spécialement motivée, l'agrément peut être suspendu ou retiré sans délai et sans que son titulaire ait été entendu.

Art. 11. Toute décision prise en vertu des articles 9 et 10 est motivée, et notifiée à l'intéressé.

Tout retrait d'agrément est publié par extrait au *Moniteur belge*.

Section 2. — De l'agrément des collecteurs de catégories particulières de déchets

Art. 12. La présente section est applicable à la collecte des huiles usagées et des PCB usagés ou contenus dans des objets ou appareils hors d'usage.

Art. 13. § 1^{er}. Sans préjudice des obligations imposées à tout collecteur agréé, l'agrément en qualité de collecteur d'huiles usagées ou de PCB pour compte d'autrui comporte l'obligation de collecter, dans un délai n'excédant pas quinze jours, à partir de la date de la demande de ramassage et sur l'ensemble du territoire désigné dans l'acte d'agrément, toutes huiles usagées ou tous PCB dont la quantité minimale est précisée dans l'acte d'agrément.

§ 2. Un agrément ne peut être octroyé que pour un territoire qui comprend au moins une province ou pour l'arrondissement de Nivelles.

Art. 14. L'extrait publié au *Moniteur belge*, d'une décision d'agrément d'un collecteur d'huiles usagées ou de PCB mentionne, outre les indications requises pour toute décision d'agrément d'un collecteur de déchets, le territoire pour lequel l'agrément est octroyé et la quantité minimale à collecter en cas de demande de collecte.

Art. 15. Tout collecteur agréé qui renonce, en tout ou en partie, à collecter des huiles usagées ou des PCB sur le territoire désigné dans l'acte d'agrément, en opère notification au Ministre, qui en prend acte. La renonciation prend cours à dater du 90^e jour suivant la notification.

La décision prenant acte de la renonciation à l'agrément est publiée au *Moniteur belge*.

CHAPITRE III. — De l'agrément des éliminateurs de déchets toxiques ou dangereux

Section 1. — Dispositions générales

Art. 16. Une autorisation pour l'implantation et l'exploitation d'une décharge contrôlée ou d'une installation de traitement de déchets toxiques ou dangereux, ne peut être accordée qu'à un éliminateur agréé conformément aux dispositions du présent chapitre pour éliminer des déchets de même nature que ceux qui sont énumérés dans la demande d'autorisation.

Art. 17. § 1^{er}. La décision d'agrément d'un exploitant en vue d'exploiter une décharge contrôlée de déchets toxiques ou dangereux tient lieu de décision d'agrément en qualité d'éliminateur de ces déchets, lorsque la mise en décharge contrôlée est le seul mode d'élimination mis en œuvre par l'exploitant.

§ 2. La procédure et les conditions d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément en qualité d'exploitant d'une installation de traitement de déchets toxiques ou dangereux, sont réglées conformément à la procédure et aux conditions d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément en qualité d'exploitant d'une décharge contrôlée, telles que reprises dans l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées, étant entendu que la demande d'agrément doit en outre être accompagnée d'une note décrivant le ou les procédés d'élimination envisagés.

§ 3. Le Ministre peut déterminer les moyens techniques dont le demandeur doit pouvoir disposer pour être agréé comme éliminateur de déchets toxiques ou dangereux.

§ 4. En ce qui concerne les déchets toxiques, toute décision statuant sur la demande d'agrément est prise sur avis de la Commission des déchets.

§ 5. Sans préjudice de toutes autres conditions de nature à réaliser les objectifs du décret et de ses arrêtés d'exécution, la décision d'agrément d'un éliminateur de déchets toxiques ou dangereux est subordonnée :

1° à la constitution, au bénéfice de l'Office ou, en attendant sa création, du Ministère de la Région wallonne, Service de gestion des déchets, d'un cautionnement auprès de la Caisse des dépôts et consignations, afin de garantir l'exécution du décret et de ses arrêtés d'exécution;

2° au respect de règles de calcul de prix quant à l'élimination des déchets;

Art. 18. Toute décision d'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*. Cet extrait mentionne l'identité de l'éliminateur et le ou les procédés d'élimination admis.

Tout retrait d'agrément est également publié par extrait au *Moniteur belge*.

Section 2. — De la personne responsable des opérations d'élimination

Art. 19. Toutes opérations se rapportant à l'élimination des déchets toxiques ou dangereux et qui sont effectuées par un éliminateur agréé, sont placées sous l'autorité d'une personne responsable employée plein temps sous contrat de travail, désignée par l'employeur, ci-après dénommée « personne responsable ».

La personne responsable doit être préalablement agréée par le Ministre, conformément aux dispositions de la présente section.

Art. 20. La personne responsable a pour mission de veiller en permanence à l'observation et à l'application des dispositions légales et réglementaires et des conditions d'agrément et d'autorisation qui s'imposent à l'éliminateur. Elle ordonne et surveille l'exécution de toute mesure nécessaire pour assurer la santé de l'homme et la protection de l'environnement.

Art. 21. La personne responsable ne peut être déchargée de la mission qui lui incombe en vertu du précédent article, tant qu'elle est titulaire de l'agrément.

Art. 22. § 1er. La personne responsable ne peut être licenciée que pour motif grave ou pour des raisons d'ordre économique ou technique préalablement reconnues par la commission paritaire compétente.

La commission paritaire est tenue de se prononcer au sujet de l'existence ou de l'absence des raisons d'ordre économique ou technique dans les deux mois à compter de la demande qui lui a été faite par l'employeur.

Pour l'application du présent paragraphe est considéré comme licenciement :

1° toute rupture du contrat par l'employeur, qu'elle ait lieu avec ou sans indemnité de congé, sans préavis ou avec préavis signifié pendant la période fixée au § 2;

2° toute rupture du contrat par le travailleur en raison de faits qui, dans le chef de ce travailleur, constituent un motif de rompre le contrat sans préavis ou avant l'expiration du terme.

§ 2. La personne responsable bénéficie des dispositions du § 1er jusqu'à l'expiration d'une période suivant le retrait de son agrément et dont la durée est fixée à :

- 2 ans lorsqu'elle compte moins de 10 années de services;
- 3 ans lorsqu'elle compte de 10 à moins de 20 années de services;
- 4 ans lorsqu'elle compte 20 années de services ou plus dans l'entreprise.

Le bénéfice des dispositions du présent paragraphe n'est plus accordé lorsque la personne atteint l'âge de la retraite, sauf s'il est de pratique constante dans l'entreprise de maintenir en service la catégorie de travailleurs à laquelle elle appartient.

§ 3. Lorsque l'employeur ne respecte pas les dispositions des §§ 1er et 2, il est tenu de payer à la personne licenciée, sans préjudice du droit à des indemnités plus élevées payées en vertu du contrat ou des usages, ou à tous autres dommages et intérêts pour préjudice matériel ou moral, une indemnité égale à la rémunération en cours correspondant à la durée de la période fixée au § 2.

Art. 23. L'agrément comme personne responsable ne peut être accordé qu'aux personnes qui remplissent les conditions visées à l'article 5, 1°, a) à c) du présent arrêté, ainsi qu'aux conditions suivantes :

- 1° posséder une expérience suffisante dans le domaine des déchets toxiques ou dangereux;
- 2° être titulaire d'un diplôme d'ingénieur civil chimiste ou de licencié en chimie ou d'ingénieur chimiste et des industries agricoles.

Art. 24. § 1er. La demande d'agrément est introduite auprès du Ministre.

§ 2. La demande est accompagnée des documents suivants :

- 1° le nom et le domicile du demandeur;
- 2° une attestation de l'éliminateur agréé désignant le demandeur comme personne responsable;
- 3° tous documents permettant d'établir que les conditions visées à l'article précédent sont remplies;
- 4° un *curriculum vitae*;
- 5° un extrait du casier judiciaire du demandeur.

Le Ministre peut exiger tous documents complémentaires utiles.

Art. 25. L'agrément est accordé pour la durée fixée par le Ministre.

Il est retiré par le Ministre lorsque la personne responsable ne peut plus assumer sa mission conformément à ses objectifs, l'intéressé étant préalablement entendu.

Section 3. — De l'agrément des éliminateurs de catégories particulières de déchets

Art. 26. La présente section est applicable à l'élimination pour compte d'autrui des huiles usagées et des PCB usagés ou contenus dans des objets ou appareils hors d'usage.

Art. 27. § 1er. Sans préjudice des obligations imposées à tout éliminateur agréé, l'agrément en qualité d'éliminateur d'huiles usagées ou de PCB comporte l'obligation d'accepter et d'éliminer les huiles usagées ou les PCB, qui lui sont remis par un détenteur ou par un collecteur agréé et dont la quantité minimale est précisée dans l'acte d'agrément. Un éliminateur agréé ne peut accepter d'huiles usagées ou de PCB s'il ne peut les éliminer dans une installation dont l'implantation et l'exploitation sont autorisées.

§ 2. Dans la mesure du possible, et pour ce qui concerne les huiles usagées, toute décision d'agrément d'un éliminateur doit veiller à ce que l'élimination soit effectuée par régénération et/ou combustion.

Art. 28. L'extrait, publié au *Moniteur belge*, d'une décision d'agrément d'un éliminateur d'huiles usagées ou de PCB mentionne, outre les indications requises pour toute décision d'agrément d'un éliminateur de déchets, la quantité minimale à accepter en cas de demande de prise en charge.

Art. 29. Tout éliminateur agréé qui renonce, en tout ou en partie, à éliminer des huiles usagées ou des PCB, en opère notification au Ministre, qui en prend acte. La renonciation prend cours à dater du 90^e jour suivant la notification.

La décision prenant acte de la renonciation à l'agrément est publiée au *Moniteur belge*.

Chapitre IV. — Des informations relatives à la détention et à la livraison des déchets toxiques et dangereux

Section 1. — De la déclaration de détention de déchets toxiques et dangereux

Art. 30. § 1^{er}. Tout qui détient des déchets toxiques ou dangereux, à l'exception d'huiles usagées, soit parce qu'il les a produits, soit parce qu'ils lui ont été remis, opère déclaration de cette détention au Service de gestion des déchets, au moyen d'un formulaire comportant les indications suivantes :

- 1^o la quantité, la nature et les caractéristiques physiques et chimiques des déchets détenus;
- 2^o l'origine et la localisation de ces déchets;
- 3^o les méthodes et le site d'élimination de ces déchets;
- 4^o le cas échéant, la date de réception de ces déchets, avec indication du nom ou de la dénomination, de l'adresse ou du siège social de la personne physique ou morale qui les a cédés.

Le fonctionnaire technique peut exiger qu'un rapport d'analyse des déchets soit annexé au formulaire de déclaration, afin de mieux définir la nature ou la composition des déchets.

§ 2. En cas de modifications de la nature ou de la composition de déchets qui ont déjà été déclarés et au cas où de nouveaux déchets sont produits par le producteur, déclaration doit en être faite au Service de gestion des déchets avant de procéder à la livraison de ces déchets.

§ 3. Le Ministre établit un modèle de formulaire de déclaration et établit les modalités de sa mise à disposition des intéressés. Il utilise pour la mise au point du formulaire les indications reprises à l'annexe I de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées.

Art. 31. Lorsqu'elle est faite par le producteur des déchets, la déclaration de détention s'effectue dans les dix premiers jours du deuxième mois de chaque année; elle contient les données concernant l'année écoulée et une estimation pour l'année en cours.

La première déclaration s'effectue dans les six mois à partir de la publication du présent arrêté. Elle contient les données disponibles pour l'année 1987 et une estimation pour l'année 1988.

Art. 32. Lorsqu'elle est faite par une personne autre que le producteur des déchets, la déclaration de détention s'effectue tous les mois, dans les dix jours après l'expiration du mois de référence.

Section 2. — Des informations relatives à la livraison de déchets toxiques et dangereux

Art. 33. § 1^{er}. Tout producteur, tout collecteur et tout éliminateur de déchets non ménagers, à l'exception d'huiles usagées sont tenus, lors de chaque livraison de déchets, de remplir, conformément aux dispositions de la présente section, des formulaires dont le Ministre arrête le modèle.

§ 2. Le Ministre peut prendre toute disposition pour permettre l'utilisation des techniques informatiques aux fins de respecter les dispositions de la présente section.

§ 3. Chaque formulaire comporte les indications suivantes :

- 1^o la quantité, la nature et les caractéristiques physiques et chimiques des déchets qui sont remis;
- 2^o le lieu de production et le nom du producteur des déchets;
- 3^o les méthodes et le site d'élimination de ces déchets;
- 4^o le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui remet les déchets;
- 5^o le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale à qui les déchets sont remis;
- 6^o la date, l'heure et le lieu de la livraison des déchets;
- 7^o la date, l'heure et le lieu de la réception des déchets;
- 8^o en ce qui concerne le transport des déchets : la date du transport, l'identification précise du transporteur et du moyen de transport utilisé, ainsi que le lieu de stockage intermédiaire éventuel si le transport n'est pas effectué de manière continue;
- 9^o le prix auquel les déchets sont remis, si le Ministre a fixé à cet égard des règles de calcul des prix.

Le fonctionnaire technique peut exiger qu'un rapport d'analyse des déchets soit annexé au formulaire de livraison, afin de mieux définir la nature et la composition des déchets.

Les dispositions de la présente section ne sont pas d'application si le producteur de déchets est également éliminateur agréé et que l'élimination des déchets s'effectue dans une installation localisée dans le siège de production.

Art. 34. § 1^{er}. Les formulaires sont au nombre de trois : un formulaire vert A, un formulaire jaune B et un formulaire rouge C, chaque formulaire comportant deux volets.

§ 2. Le formulaire vert A reste, au moment de la livraison, en la possession du producteur. Le formulaire jaune B, le formulaire rouge C et, le cas échéant, le rapport d'analyse, accompagnent les déchets jusqu'au site d'élimination.

Le collecteur remet le formulaire C à l'éliminateur et conserve le formulaire B.

§ 3. Les volets verts A1, les volets jaunes B1 et les volets rouges C1 sont conservés respectivement par le producteur, le collecteur et l'éliminateur des déchets, pendant une durée de cinq ans. A toute demande du fonctionnaire technique ou de tout fonctionnaire désigné en vertu de l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif du 9 juillet 1987 relatif à la surveillance de l'exécution des dispositions en matière de déchets et de déchets toxiques, ils lui sont accessibles sans délai.

Les volets verts A2, les volets jaunes B2 et les volets rouges C2 sont envoyés dans les trois mois au service de gestion des déchets.

Art. 35. § 1er. Sur chaque formulaire, le producteur des déchets complète les indications mentionnées à l'article 33, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o à 3^o du présent arrêté, et signe le formulaire.

§ 2. Sur chaque formulaire qu'il est tenu de remplir, celui qui livre les déchets complète les indications mentionnées à l'article 33, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, 4^o, 6^o, 8^o (sauf s'il s'agit du producteur) et 9^o du présent arrêté et signe le formulaire.

§ 3. Sur chaque formulaire qu'il est tenu de remplir, celui à qui les déchets sont livrés, complète les indications mentionnées à l'article 33, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, 5^o, 7^o, 8^o (sauf lorsqu'il s'agit de l'éliminateur) et 9^o du présent arrêté, et signe le formulaire.

§ 4. Les producteurs, collecteurs et éliminateurs soumis aux dispositions de la présente section peuvent déléguer leurs pouvoirs en matière de signature.

Art. 36. Le formulaire visé à la présente section tient lieu du bordereau de transport agréé visé aux articles 53 à 55, 84 à 86 et 112 à 114 de l'arrêté de l'Exécutif du 3 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées.

CHAPITRE V

Dispositions diverses relatives à la collecte et à l'élimination des déchets toxiques et dangereux

Art. 37. Les déchets toxiques et dangereux sont, si nécessaire, séparés des autres matières et résidus lors de leur collecte ou de leur mise en décharge.

Art. 38. Le mode de transport et le cas échéant, d'emballage des déchets toxiques ou dangereux, doit être tel que tout danger et toute contamination résultant du transport soient écartés.

Chaque emballage de déchets toxiques ou dangereux est fermé et conditionné de manière à empêcher toute déperdition du contenu. Il est pourvu d'un marquage permettant d'identifier la nature, la composition et la quantité des déchets qu'il contient.

Art. 39. Au plus tard, un an après la mise en vigueur du présent arrêté, tout exploitant ou tout propriétaire de sites où, soit le dépôt, soit le déversement, soit l'entreposage de déchets toxiques ou dangereux est ou a été effectué, fournit au service de gestion des déchets, tous renseignements permettant le recensement et l'identification des déchets. Le Ministre détermine les modalités d'application du présent article.

Art. 40. Quiconque détient des déchets dangereux, mais non toxiques et qui n'aurait pas reçu d'autorisation pour implanter et exploiter un dépôt, une décharge contrôlée ou une installation de traitement de ces déchets, doit, au plus tard, six mois après la mise en vigueur du présent arrêté, les remettre à un éliminateur agréé.

CHAPITRE VI

Dispositions particulières relatives aux déchets provenant de l'industrie du dioxyde de titane

Section 1

De l'autorisation requise en cas de stockage, de mise en décharge ou d'injection de déchets provenant de l'industrie du dioxyde de titane

Art. 41. § 1er. Le stockage, la mise en décharge et l'injection, sur le territoire de la Région wallonne, de déchets provenant de l'industrie du dioxyde de titane, sont soumis à autorisation.

§ 2. Le stockage, la mise en décharge et l'injection, en dehors du territoire de la Région wallonne, de déchets produits sur le territoire de cette Région, provenant de l'industrie du dioxyde de titane, sont soumis à autorisation.

Art. 42. § 1er. Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, la procédure de demande et les conditions d'octroi, de suspension et de retrait des autorisations de mise en décharge, sur le territoire de la Région wallonne, de déchets provenant de l'industrie du dioxyde de titane, sont réglées conformément aux dispositions correspondantes établies par l'arrêté de l'Exécutif du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées.

§ 2. Sans préjudice du décret et des dispositions du présent arrêté, la procédure de demande et les conditions d'octroi, de suspension et de retrait des autorisations pour le stockage et l'injection sur le territoire de la Région wallonne, de déchets provenant de l'industrie du dioxyde de titane, sont celles qui sont prévues pour les établissements de première classe aux chapitres Ier et III du titre Ier et du Règlement général pour la Protection du Travail.

§ 3. Le Ministre statue sur la demande d'autorisation requise en vertu de l'article 41, § 2.

§ 4. Le Ministre détermine les éléments de la procédure de demande et des conditions d'octroi, de suspension et de retrait de cette autorisation, qui ne sont pas déterminés par le présent chapitre.

Art. 43. Sans préjudice de toute autre disposition légale ou réglementaire, la demande d'autorisation comporte les renseignements requis en vertu de l'annexe I du présent arrêté.

Art. 44. Sans préjudice du respect d'autres prescriptions ou conditions générales ou particulières, l'autorisation ne peut être accordée qu'à condition :

- a) que l'élimination des déchets ne puisse pas être effectuée par des moyens plus appropriés;
- b) qu'une évaluation effectuée sur la base des connaissances scientifiques et techniques disponibles ne laisse pas prévoir d'effet préjudiciable, immédiat ou différé, sur les eaux souterraines, sur le sol ou sur l'atmosphère;
- c) qu'il ne soit pas porté préjudice à la récréation, à l'extraction des matières premières, aux plantes, aux animaux, aux régions d'intérêt scientifique particulier et aux autres utilisations légitimes des milieux en question.

Section 2. — Du contrôle des déchets stockés, mis en décharge ou injectés, ainsi que des milieux concernés

Art. 45. Au sens de la présente section, on entend par :

1^o milieu concerné :

a) le milieu affecté, à savoir les eaux, la surface terrestre, le sous-sol et l'air dans lesquels sont stockés, mis en décharge ou injectés les déchets de l'industrie du dioxyde de titane;

b) une zone voisine supposée non affectée;

2^o lieu de prélèvement : le point caractéristique d'échantillonnage.

Art. 46. Les agents chargés de surveiller l'application du présent arrêté sont tenus de contrôler périodiquement les déchets provenant de l'industrie du dioxyde de titane qui sont stockés, mis en décharge ou injectés, ainsi que le milieu concerné, conformément aux indications figurant en annexe II du présent arrêté, ainsi qu'aux autres dispositions de la présente section.

Art. 47. § 1er. La suspension ou le retrait de l'autorisation accordée en vertu de la section 1 doit être décidée par l'autorité qui l'a accordée, lorsque les résultats du contrôle des déchets visé à l'annexe II, partie A du présent arrêté, démontrent que les conditions de l'autorisation préalable ne sont pas remplies.

§ 2. Les autorités désignées à l'article 27 du décret doivent prendre les mesures qui y sont indiquées, lorsque les résultats du contrôle du milieu concerné font apparaître une dégradation de ce milieu ainsi que, de manière générale, lorsqu'un préjudice est porté à la récréation, à l'extraction des matières premières, aux plantes, aux animaux, aux régions d'intérêt scientifique particulier et aux autres utilisations légitimes des milieux en question.

Art. 48. Le milieu concerné doit être surveillé en tenant compte notamment des conditions locales de ce milieu et des conditions de l'élimination, intermittente ou continue, des déchets en question.

Art. 49. Les paramètres applicables pour la surveillance et le contrôle du milieu concerné sont spécifiés à l'annexe III du présent arrêté.

Lorsqu'un paramètre figure dans la colonne « détermination obligatoire » de l'annexe III, le prélèvement et l'analyse des échantillons doivent être effectués pour les compartiments indiqués.

Lorsqu'un paramètre figure dans la colonne « détermination facultative » de l'annexe III, le prélèvement et l'analyse des échantillons sont effectués pour les compartiments indiqués si cela s'avère nécessaire.

Art. 50. Les lieux exacts de prélèvement, la distance entre ceux-ci et le point d'élimination du polluant le plus proche, ainsi que la profondeur ou la hauteur à laquelle les échantillons doivent être prélevés, sont définis au cas par cas, sauf disposition contraire prévue à l'annexe III.

Le prélèvement des échantillons doit s'effectuer aux mêmes endroits et dans les mêmes conditions lorsque des opérations d'échantillonnage se succèdent.

Art. 51. § 1er. Pour la surveillance et le contrôle du milieu affecté, les fréquences d'échantillonnage et d'analyse ne peuvent être inférieures à celles qui sont indiquées à l'annexe III du présent arrêté, dans le cas des paramètres dont la détermination est obligatoire.

Cependant, lorsque le comportement, le sort et les effets des déchets ont été établis et pour autant qu'il n'y ait aucune détérioration significative de la qualité de l'environnement, ces fréquences peuvent être réduites. Si on constate ultérieurement une détérioration significative de la qualité de l'environnement imputable, soit aux déchets, soit à un changement dans les modalités d'élimination des déchets, les fréquences indiquées à l'annexe III sont à nouveau appliquées.

Une distinction peut être faite entre différents paramètres, en appliquant les dispositions du présent article à ceux des paramètres pour lesquels aucune détérioration significative de la qualité de l'environnement n'a été constatée.

§ 2. Pour la surveillance et le contrôle de la zone voisine supposée non affectée, la fixation de la fréquence d'échantillonnage et d'analyse est libre.

Art. 52. § 1er. Les méthodes de mesure de référence servant à déterminer la valeur des paramètres sont spécifiées à l'annexe III. Les laboratoires qui utilisent d'autres méthodes doivent s'assurer que les résultats obtenus sont comparables.

§ 2. Les récipients destinés à contenir les échantillons, les agents ou méthodes utilisés pour conserver un échantillon partiel en vue de l'analyse d'un ou de plusieurs paramètres, le transport et le stockage des échantillons ainsi que leur préparation en vue de l'analyse ne doivent pas être susceptibles de modifier de façon significative les résultats de cette dernière.

Art. 53. Les données relatives aux opérations de surveillance et de contrôle d'un milieu affecté doivent comprendre :

- la description du lieu de prélèvement, celle-ci comportant des éléments fixes pouvant être représentés par un code et divers autres renseignements administratifs et géographiques. Cette description est faite une seule fois, lors de la création du point caractéristique d'échantillonnage;
- la description des méthodes de prélèvement utilisées;
- les résultats de mesure des paramètres dont la détermination est obligatoire, ainsi que ceux des paramètres dont la détermination est facultative;
- les méthodes de mesure et d'analyse utilisées et, le cas échéant, leur limite de détection, leur exactitude et leur précision;
- les changements introduits en ce qui concerne la fréquence d'échantillonnage et d'analyse, conformément à l'article 51, § 1er, du présent arrêté.

Art. 54. Il peut être dérogé aux articles 48 à 51 du présent arrêté, en cas d'inondations ou de catastrophes naturelles ou en raison de circonstances météorologiques exceptionnelles.

Section 3. — Des conditions requises d'un établissement qui produit du dioxyde de titane

Art. 55. L'autorisation d'exploitation requise en vertu du Règlement général pour la Protection du Travail pour un établissement qui produit du dioxyde de titane, ne peut être accordée si elle n'est pas précédée d'une étude d'incidences sur l'environnement. Le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement en Région wallonne est d'application conforme, en ce qui concerne cette étude.

Art. 56. Une autorisation visée à l'article précédent ne peut être accordée que si l'exploitant n'utilise que les matériaux, procédés et technologies les moins dommageables pour l'environnement disponibles sur le marché.

CHAPITRE VII. — Dispositions particulières relatives aux huiles usagées

Section 1. — Généralités

Art. 57. § 1er. Il est interdit :

1° de déposer ou de laisser couler des huiles usagées dans ou sur le sol, dans les eaux de surface, dans les eaux souterraines, dans les égouts et les canalisations, les collecteurs ou en quelque lieu que ce soit où elles peuvent polluer l'environnement;

2° de brûler des huiles usagées à moins que cette incinération remplisse les conditions indiquées à l'article 64 du présent arrêté et qu'elle soit effectuée dans des installations de production de chaleur adéquates.

Le Ministre peut fixer des règles plus détaillées en ce qui concerne la capacité thermique de ces installations.

§ 2. Il est interdit :

1° d'ajouter ou de mélanger à des huiles usagées de l'eau ou tout corps étranger, tel que solvants, produits de nettoyage, détergents, antigel, autres combustibles et autres matières avant ou pendant la collecte ou avant ou pendant le stockage;

2° de mélanger des huiles synthétiques avec des huiles minérales.

§ 3. 1° Il est interdit, lors du stockage et de la collecte, de mélanger les huiles usagées avec des PCB ou avec des déchets toxiques ou dangereux;

2° les huiles usagées qui contiennent plus de 50 ppm de PCB doivent être collectées et éliminées par des entreprises agréées pour collecter et éliminer des PCB. Toutefois, la régénération des huiles usagées contenant des PCB peut être autorisée si les procédés de régénération permettent, soit de détruire les PCB, soit de les réduire de telle sorte que les huiles régénérées ne contiennent pas de PCB au-delà d'une limite maximale ne pouvant en aucun cas excéder 50 ppm;

3° l'autorisation, visée à l'article 64, ne peut être accordée que si les mesures techniques sont prises pour assurer que toute huile usagée contenant des PCB est éliminée sans qu'il en résulte de préjudice évitable pour l'homme et l'environnement;

4° les huiles usagées qui ont été contaminées par des déchets toxiques ou dangereux, doivent être collectées et éliminées par des entreprises agréées pour la collecte et l'élimination de ces déchets.

§ 4. Une autorisation ne peut être délivrée à une entreprise qui régénère des huiles usagées ou qui utilise des huiles comme combustible que si l'autorité qui la délivre s'est assurée que toutes les mesures appropriées de protection de l'environnement et de la santé ont été prises, y compris le recours à la meilleure technologie disponible lorsqu'elle n'implique pas de coûts excessifs.

Section 2. — De l'entreposage des huiles usagées

Art. 58. Pour toute installation d'une capacité supérieure ou égale à 20 m³, l'entreposage des huiles usagées est soumis à autorisation.

Seuls les collecteurs agréés ou les éliminateurs agréés peuvent introduire une demande d'autorisation à cette fin.

Art. 59. Sans préjudice du décret et des dispositions du présent arrêté, la procédure de demande et les conditions d'octroi, de suspension et de retrait d'une autorisation d'entreposage, sont celles prévues pour les établissements de première classe aux chapitres Ier et III du titre Ier du Règlement général pour la Protection du Travail.

Art. 60. Outre les renseignements requis en vertu de l'article 61, le demandeur joint tous documents établissant :

1° qu'il dispose des moyens techniques et financiers suffisants pour entreposer des huiles usagées sans porter préjudice à l'environnement;

2° que l'entreposage est conforme à toute réglementation sur le stockage des liquides inflammables.

Art. 61. L'autorisation est accordée pour le délai fixé sans pouvoir excéder cinq ans.

Art. 62. Afin de garantir l'exécution du décret et de ses arrêtés d'exécution, le titulaire d'une autorisation d'entreposage est tenu de constituer, au bénéfice de l'Office, ou en attendant sa création, du Ministère de la Région wallonne, Service de gestion des déchets, un cautionnement auprès de la Caisse des dépôts et consignations, à concurrence de 200 francs par mètre cube de capacité de stockage autorisée; les intérêts produits par le cautionnement y sont joints.

L'autorisation n'entre en vigueur qu'à partir du moment où l'autorité au bénéfice de laquelle le cautionnement doit être constitué reconnaît que celui-ci a été constitué.

Le cautionnement et les intérêts sont restitués au titulaire de l'autorisation lorsque, à l'expiration de celle-ci, le fonctionnaire du Ministère de la Région wallonne chargé de la surveillance de l'entreposage, constate qu'il a été satisfait aux obligations imposées par le décret et par le présent arrêté. Le cas échéant, l'Office procède à l'élimination des huiles usagées conformément à l'article 39, § 1er, 1°, du décret, à charge du cautionnement; si le montant du cautionnement est insuffisant, l'Exécutif récupère les frais supplémentaires exposés, à charge du titulaire de l'autorisation.

Art. 63. Il est interdit de conserver d'autres produits dans les citernes de stockage ou les conteneurs prévus pour les huiles usagées.

Section 3. — Des obligations incombant aux éliminateurs agréés d'huiles usagées

Art. 64. Sont soumises à autorisation :

1° l'implantation et l'exploitation d'une installation d'élimination ou de traitement d'huiles usagées;

2° l'extension et la modification d'une installation visée au 1°.

Art. 65. Sans préjudice du décret et des dispositions du présent arrêté, la procédure de demande et les conditions d'octroi, de suspension et de retrait de l'autorisation visée à l'article 64, sont celles prévues pour les établissements de première classe aux chapitres Ier et III du titre Ier du Règlement général pour la Protection du Travail, hormis l'article 14.

Art. 66. § 1er. Les huiles usagées qui sont utilisées comme combustible dans des installations autres que celles agréées en vertu du chapitre III du présent arrêté doivent satisfaire aux conditions suivantes :

Paramètres	Méthode de test	Valeur
Point d'inflammation	NBN T. 52-110	min. 55°C
Teneur en sédiment	NBN T. 52-081	max. 1 %
Teneur en soufre	NBN 52-046/NBN T.52-050	max. 1,0 % (m/m)
Halogène total	ASTM D 808	max. 0,2 % (m/m)
Sulfate total	NBN T. 52-120	max. 1,8 % (m/m)
Teneur en PCB	—	max. 50 mg/kg
Solvants organiques distillant à 150°C maximum	—	max. 1 % (m/m)

A l'exception de la teneur en eau, les valeurs de paramètre appliquées sont déterminées sur l'échantillon sans eau.

L'élimination doit prévoir les raccordements nécessaires pour le prélèvement d'échantillons représentatifs.

§ 2. Lorsque la combustion des huiles a lieu dans une installation ayant une capacité thermique de combustion égale ou inférieure à 3 mégawatts basée sur la valeur inférieure du pouvoir calorifique, les valeurs limites d'émission données ci-après :

Polluant	Valeur limite (1) mg/Nm ³
Cd	0,5
Ni	1
Cr + Cu + V	1,5
Pb	5
Cl (2)	100
F (3)	5

(1) Ces valeurs limites qui ne peuvent pas être dépassées lorsque les huiles usagées sont brûlées, indiquent, pour les substances mentionnées, la concentration en masse des émissions dans les rejets gazeux, rapportée au volume des rejets gazeux à l'état normal (273 K, 1013 hPa) après déduction du taux d'humidité en vapeur d'eau et rapportée à une teneur volumétrique en oxygène dans les rejets gazeux de 3 %.

Dans le cas visé à l'article 68, § 2, 1^o, premier alinéa, deuxième phrase, la teneur en oxygène sera celle qui correspond à des conditions normales d'exploitation pour le processus en question.

(2) Composés inorganiques gazeux du chlore, exprimés en chlorure d'hydrogène.

(3) Composés inorganiques gazeux du fluor, exprimés en fluorure d'hydrogène.

Les valeurs d'émission en SO₂ et en poussières sont fixées dans l'acte d'autorisation évoquée à l'article 64.

§ 3. Lorsque la combustion des huiles a lieu dans une installation ayant une capacité thermique de combustion supérieure à 3 mégawatts basée sur la valeur inférieure du pouvoir calorifique, les valeurs limites d'émission pour les polluants repris ci-après sont fixées dans l'acte d'autorisation évoqué à l'article 64 : Cd, Ni, Cr, Cu, V, Pb, Cl, F, SO₂ et poussières.

Art. 67. L'exploitation d'une installation où des huiles usagées sont régénérées ne peut causer de dégâts évitables à l'environnement.

Les risques liés à la quantité de résidus de régénération et à leurs caractéristiques toxiques et dangereuses doivent être réduits au minimum. Ces résidus doivent être éliminés dans une installation où peuvent être éliminés des déchets toxiques ou dangereux.

Les huiles de base issues de la régénération ne peuvent ni constituer des déchets toxiques ou dangereux, ni contenir des concentrations de PCB dépassant 50 mg/kg.

Section 4. — De l'attestation de remise et du registre des huiles usagées

Art. 68. § 1^{er}. Toute personne qui produit une quantité annuelle de 500 litres ou plus d'huiles usagées, tient à jour un registre mentionnant :

- les quantités journalières et la qualité des huiles usagées produites;
- l'origine et la localisation de ces huiles;
- les quantités journalières d'huiles usagées cédées, avec indication du nom ou de la dénomination, de l'adresse ou du siège social de la personne physique ou morale à qui elles ont été cédées.

§ 2. Un extrait du registre mentionné au § 1^{er} est envoyé trimestriellement au Service de gestion des déchets.

Art. 69. § 1^{er}. Les collecteurs agréés remettent à la personne dont ils ont reçu des huiles usagées une attestation mentionnant :

- leur nom ou dénomination, adresse ou siège social;
- le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui leur a remis des huiles usagées;
- la date et le lieu de la remise;
- les quantités et le type d'huiles usagées remises, ainsi que le prix.

§ 2. L'attestation visée au § 1^{er} est établie en triple exemplaire, le premier destiné au collecteur, le deuxième à la personne qui a remis les huiles usagées, et le troisième est adressé dans le mois au Service de gestion des déchets.

§ 3. Les collecteurs agréés tiennent à jour un registre mentionnant :

- les quantités journalières et la qualité d'huiles usagées récoltées;
- la date de réception de ces huiles;
- l'origine et la localisation de ces huiles;
- les quantités journalières d'huiles usagées vendues avec indication du nom ou de la dénomination, de l'adresse ou du siège social de la personne physique ou morale à qui elles ont été cédées.

§ 4. Un extrait du registre mentionné au § 3 est envoyé trimestriellement au Service de gestion des déchets.

§ 5. Le Ministre peut établir un modèle d'attestation.

Art. 70. § 1^{er}. Les éliminateurs agréés remettent à la personne dont ils ont reçu des huiles usagées une attestation mentionnant :

- leur nom ou dénomination, adresse ou siège social;
- le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui leur a remis les huiles usagées;
- la date et l'heure du transport;
- la date et le lieu de la remise;
- les quantités et le type d'huiles usagées remises ainsi que le prix.

§ 2. L'attestation visée au § 1^{er} est établie en triple exemplaire, le premier destiné à l'éliminateur, le deuxième à la personne qui a remis les huiles usagées, et le troisième adressé dans le mois au service de gestion des déchets.

§ 3. Les éliminateurs tiennent à jour un registre mentionnant :

- les quantités journalières et la qualité des huiles usagées obtenues;
- la date de réception de ces huiles;

- c) l'origine et la localisation de ces huiles;
- d) les quantités d'huiles usagées éliminées, par procédé d'élimination;
- e) les quantités d'huiles usagées remises en vente, le prix et la date de cession.

§ 4. Un extrait du registre mentionné au § 3 est envoyé trimestriellement au service de gestion des déchets.

§ 5. Le ministre peut établir un modèle d'attestation.

CHAPITRE VIII. — Dispositions finales

Art. 71. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et réprimées conformément au décret, sauf en ce qui concerne les déchets toxiques soumis à la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, quant auxquels les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et réprimées conformément à cette loi.

Art. 72. Commet une infraction susceptible d'être pénalement réprimée, tout qui ne respecte pas les conditions attachées à l'octroi d'une autorisation ou d'un agrément accordés en vertu du présent arrêté.

Art. 73. Est puni d'une amende de cent francs à cent mille francs, tout qui ne respecte pas l'une des obligations qui lui sont imparties en vertu du présent arrêté et dont la violation n'est pas constitutive d'infraction en vertu de l'article 51, § 1^{er}, du décret.

Art. 74. § 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 février 1976 portant règlement général sur les déchets toxiques, l'alinéa suivant est ajouté :

« Néanmoins, en Région wallonne, en ce qui concerne la protection du voisinage et de l'environnement ainsi que l'enlèvement et le traitement des déchets, le présent arrêté ne s'applique pas à l'offre en vente et à la vente, à l'acquisition et à la cession à titre onéreux ou à titre gratuit, à la neutralisation et à l'élimination des déchets toxiques. »

§ 2. A l'arrêté royal du 9 février 1976 portant règlement général sur les déchets toxiques, est ajouté un article 27bis, libellé comme suit :

« Article 27bis. En Région wallonne, en ce qui concerne la protection du voisinage et de l'environnement ainsi que l'enlèvement et le traitement des déchets :

1^o par « autorisation d'acquisition » au sens de l'article 24, 2^o et de l'article 25 du présent arrêté, il faut entendre « agrément en qualité de collecteur »;

2^o la redevance visée au présent chapitre est versée ou virée au compte de l'Office ou, en attendant sa création, du Ministère de la Région wallonne, Service de gestion des déchets. »

§ 3. A l'article 33 de l'arrêté royal du 9 février 1976 portant règlement général sur les déchets toxiques, l'alinéa suivant est ajouté :

« En Région wallonne, en ce qui concerne la protection du voisinage et de l'environnement ainsi que l'enlèvement et le traitement des déchets, il faut entendre par « commission d'agrément », la commission consultative en matière de déchets au sens de l'article 37 du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets. »

§ 4. A l'arrêté royal du 9 février 1976 portant règlement général sur les déchets toxiques, est ajouté un article 37 libellé comme suit :

« Article 37. Les articles 3, 5 à 23, 35 et 36 du présent arrêté cessent d'être applicables dans la Région wallonne, en ce qui concerne la protection du voisinage et de l'environnement ainsi que l'enlèvement et le traitement des déchets. »

§ 5. Toute agrément d'un centre de destruction, de neutralisation ou d'élimination de déchets toxiques délivrée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, continue à produire ses effets jusqu'au jour où une décision est prise sur la demande d'agrément en qualité d'éliminateur de déchets toxiques ou dangereux, que l'intéressé est tenu d'introduire dans les douze mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 6. Toute autorisation d'acquisition de déchets toxiques délivrée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, continue à produire ses effets jusqu'au jour où une décision est prise sur la demande d'agrément en qualité de collecteur de déchets toxiques ou dangereux, que l'intéressé est tenu d'introduire dans les douze mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 7. Toute agrément d'une personne responsable pour les opérations de destruction, de neutralisation ou d'élimination de déchets toxiques, délivrée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, peut continuer à produire ses effets, jusqu'à l'expiration du terme fixé.

Art. 75. L'arrêté royal du 3 octobre 1975 relatif à la prévention de la pollution des eaux de surface par les huiles usagées cesse d'être applicable en Région wallonne.

Tout agrément en qualité de collecteur d'huiles usagées, délivré avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, continue à produire ses effets jusqu'au jour où une décision est prise sur la demande d'agrément en qualité de collecteur d'huiles usagées conformément au présent arrêté, que l'intéressé est tenu d'introduire dans les douze mois suivant l'entrée en vigueur de celui-ci.

Art. 76. Sans préjudice du respect du décret, de la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, ainsi que de tous actes internationaux dont le respect s'impose à la Région wallonne, le Ministre peut, par une décision motivée :

1^o définir des catégories de déchets quant auxquelles les dispositions du présent arrêté qu'il détermine ne sont pas applicables, en raison du risque minime que ces déchets présentent pour la santé de l'homme et pour l'environnement;

2^o modaliser des dispositions du présent arrêté en ce qui concerne les opérations ou activités qu'il détermine, en raison du caractère occasionnel ou non dangereux de ces opérations ou activités.

Art. 77. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 78. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 novembre 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne,

D. DUCARME

Annexe I

Renseignements à fournir en vue de la délivrance de l'autorisation requise en cas de stockage, de mise en décharge ou d'injection de déchets provenant de l'industrie du dioxyde de titane

A. Caractéristiques et composition de la matière :

1. Quantité totale et composition moyenne de la matière (par exemple par an).
2. Forme (par exemple solide, boueuse, liquide ou gazeuse).
3. Propriétés physiques (telles que solubilité et densité), chimiques et biochimiques (telles que demande en oxygène) et biologiques.
4. Toxicité.
5. Persistance : physique, chimique et biologique.
6. Accumulation et transformation biologique dans les matières biologiques ou sédiments.
7. Sensibilité aux transformations physiques, chimiques et biochimiques et interaction dans le milieu concerné avec d'autres matières organiques et inorganiques.

B. Caractéristiques du lieu de mise en décharge, de stockage ou d'injection et méthodes d'élimination.

1. Situation géographique.
2. Caractéristiques des zones adjacentes.
3. Méthodes d'emballage et de conditionnement, le cas échéant.
4. Caractéristiques des méthodes de mise en décharge, de stockage et d'injection, y compris évaluation des précautions prises pour éviter la pollution des eaux, du sol et de l'atmosphère.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987, relatif à certaines catégories de déchets.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé des Technologies nouvelles,
des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne,

D. DUCARME

Annexe II

Surveillance et contrôle des opérations d'élimination des déchets provenant de l'industrie du dioxyde de titane

A. Contrôle des déchets :

Les opérations d'élimination seront accompagnées :

1. D'un contrôle portant sur la quantité, la composition et la toxicité des déchets, afin de s'assurer que les conditions de l'autorisation de stockage, de mise en décharge ou d'injection sont remplies.
2. De tests de toxicité aiguë sur certaines espèces de mollusques, crustacés, poissons et plancton, et de préférence sur des espèces qui sont communes dans les zones de rejet. En outre, des tests seront effectués sur des exemplaires de l'espèce artémie (*Artemia salina*).

Ces tests ne doivent pas faire apparaître, pour une période de trente-six heures et à une dilution d'effluent de 1/5 000 :

- plus de 20 % de mortalité en ce qui concerne les individus adultes des espèces testées;
- une mortalité plus élevée que d'un groupe de contrôle, en ce qui concerne les larves.

B. Surveillance et contrôle du milieu concerné :

Dans le cas de stockage, mise en décharge ou injection, le contrôle inclura notamment :

1. Des tests pour s'assurer qu'il n'y a pas eu d'effet préjudiciable sur les eaux de surface ou les eaux souterraines. Ces tests doivent porter entre autres sur :
 - l'acidité;
 - la teneur en fer (dissous et en suspension);
 - la teneur en calcium;
 - le cas échéant, la concentration en métaux toxiques (dissous et en suspension).
2. Le cas échéant, des tests pour déterminer le préjudice éventuellement apporté à la structure du sous-sol.
3. Une évaluation générale de l'écologie de la zone à proximité du lieu de mise en décharge, de stockage ou d'injection.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987, relatif à certaines catégories de déchets.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé des Technologies nouvelles,
des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne,

D. DUCARME

Annexe III

Mode d'élimination de déchets provenant de l'industrie du dioxyde de titane : rejet dans l'air

Compartiments	Paramètres dont le détermination est		Fréquence minimale annuelle d'échantillonnage et d'analyse	Observations
	obligatoire	facultative		
Air	Anhydride sulfureux (SO ₂) (1) Chlore (2)	Poussières	En continu	1. Région surveillée par un réseau existant de surveillance de la pollution de l'air, ayant au moins une station à proximité du site de production et représentative de la pollution émanante du site.
			12 (3)	2. Région non dotée d'un réseau de surveillance. Mesure des quantités totales des rejets gazeux émis par le site de production. Dans le cas de multiples sources de rejet provenant d'un même site, la mesure séquentielle de ces rejets peut être envisagée. La méthode de mesure de référence applicable pour l'anhydride sulfureux est celle qui figure à l'annexe III de la Directive 80/778/CEE du Conseil, du 15 juillet 1980, concernant des valeurs limites et des valeurs guides de qualité atmosphérique pour l'anhydride sulfureux et les particules en suspension. (J.O. n° L 229 du 30.8.1980, p. 30).

(1) Si le processus de production utilisé est le procédé au sulfate.

(2) A prendre en considération quand l'état des techniques de mesure permettra une mesure appropriée, et si le processus de production est le procédé au chlore.

(3) Les données doivent être suffisamment représentatives et significatives.

Mode d'élimination de déchets : stockage et mise en décharge sur le soi

Compartiments	Paramètres dont le détermination est		Fréquence minimale annuelle d'échantillonnage et d'analyse	Méthodes de mesure de référence
	obligatoire	facultative		
1. Eaux de surface non filtrées autour du site dans la zone d'influence du stockage et on un point extérieur à cette zone (1) (2) (3)	pH (unité pH)		1	Electrométrie. La mesure s'effectue en même temps que l'échantillonnage
	SO ₄ (4) (mg/l)		1	— Gravimétrie — Complexométrie de l'EDTA — Spectrophotométrie d'absorption moléculaire
2. Eaux souterraines non filtrées autour du site, y compris, le cas échéant, leurs exutoires (1) (2)	Ti (5) (mg/l)	V, Mn, Ni, Zn (mg/l)	1	Spectrométrie d'absorption atomique
	Fe (6) (mg/l)	Cr (mg/l)	1	— Spectrométrie d'absorption atomique — Spectrophotométrie d'absorption moléculaire
	Ca (mg/l)		1	— Spectrométrie d'absorption atomique — Complexométrie
		Cu, Pb (mg/l)	1	— Spectrométrie d'absorption atomique — Polarographie

Compartiments	Paramètres dont le détermination est		Fréquence minimale annuelle d'échantillonnage et d'analyse	Méthodes de mesure de référence
	obligatoire	facultative		
	C5 (5) (mg/l)		1	Titrimétrie (méthode de Mohr)
Environnement du site de stockage et de mise en décharge	Inspection visuelle relative à : — topographie et gestion du site — effet sur le sous-sol — écologie du site		1	

- (1) Les échantillonnages doivent être effectués à la même période de l'année.
- (2) Dans le cadre du contrôle des eaux de surface et des eaux souterraines, une attention particulière sera donnée aux apports éventuels provenant des eaux de ruissellement issues de l'aire de stockage des déchets.
- (3) Les échantillons doivent être effectués à 50 cm sous la surface de l'eau, si possible.
- (4) Détermination obligatoire dans le cas où le stockage ou la mise en décharge contiennent des déchets provenant du procédé au sulfate.
- (5) Détermination obligatoire dans le cas où le stockage ou la mise en décharge contiennent des déchets provenant du procédé au chlore.
- (6) Comprend également la détermination du Fe sur le filtrat (matières en suspension).

Mode d'élimination de déchets : injection dans le sol

Compartiments	Paramètres dont le détermination est		Fréquence minimale annuelle d'échantillonnage et d'analyse	Méthodes de mesure de référence
	obligatoire	facultative		
1. Eaux de surface non filtrées autour du site dans la zone d'influence de l'injection	pH (unité pH)		1	Electrométrie. La mesure s'effectue en même temps que l'échantillonnage
	SO ₄ (1) (mg/l)		1	— Gravimétrie — Complexométrie à l'EDTA — Spectrophotométrie d'absorption moléculaire
2. Eaux souterraines non filtrées sous et autour du site y compris leurs exutoires	Ti (2) (mg/l)	V, Mn, Ni, Zn (mg/l)	1	Spectrométrie d'absorption atomique
	Fe (3) (mg/l)	Cr (mg/l)	1	— Spectrométrie d'absorption atomique — Spectrophotométrie d'absorption moléculaire
	Ca (mg/l)		1	— Spectrométrie d'absorption atomique — Complexométrie
		Cu, Pb (mg/l)	1	— Spectrométrie d'absorption atomique — Polarographie
	Cl (2) (mg/l)		1	Titrimétrie (méthode de Mohr)
Environnement Topographie	Stabilité du sol		1	Contrôle photographique et topographique
	Perméabilité Porosité		1	Essais de pompage Diagraphies de forage

- (1) Détermination obligatoire dans le cas de l'injection dans le sol de déchets provenant du procédé au sulfate.
- (2) Détermination obligatoire dans le cas de l'injection dans le sol de déchets provenant du procédé au chlore.
- (3) Comprend également la détermination du Fe sur le filtrat (matières en suspension).

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987 relatif à certaines catégories de déchets.

Le Ministre-Président de l'Exécutif Régional wallon, chargé des Technologies nouvelles,
des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne,

D. DUCARME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 88 — 804

12. NOVEMBER 1987. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive über gewisse Kategorien von Abfällen

Aufgrund der Richtlinie 75/439/EWG vom 16. Juni 1975 über die Altölbeseitigung, abgeändert durch die Richtlinie 87/101/EWG vom 22. Dezember 1986, der Richtlinie 75/442/EWG vom 15. Juli 1975 über Abfälle; der Richtlinie 76/403/EWG vom 6. April 1976 über die Beseitigung polychlorierter Biphenyle und Terphenyle; der Richtlinie 78/176/EWG vom 20. Februar 1978 über Abfälle aus der Titandioxid-Produktion, abgeändert durch die Richtlinie 83/29/EWG vom 24. Januar 1983; der Richtlinie 78/319/EWG vom 20. März 1978 über giftige und gefährliche Abfälle; der Richtlinie 82/883/EWG vom 3. Dezember 1982 über die Einzelheiten der Überwachung und Kontrolle der durch die Ableitungen aus der Titandioxidproduktion betroffenen Umweltmedien;

Aufgrund des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle sowie des Erlasses der Exekutive vom 23. Juli 1987 bezüglich der überwachten Deponien und des Erlasses der Exekutive vom 9. Juli 1987 über die Überwachung der Durchführung der Bestimmungen in Sachen Abfälle und giftige Abfälle;

Aufgrund des Gesetzes vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle sowie des Königlichen Erlasses vom 9. Februar 1976, der die allgemeine Ordnung über die giftigen Abfälle festlegt;

Aufgrund der durch den Regentenerlass vom 11. Februar 1946 genehmigten Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, insbesondere des Titels I;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. Oktober 1975 über die Verhütung der Verschmutzung des Oberflächenwassers durch Altöl;

Aufgrund des Gutachtens der Kommission für Abfälle, abgegeben am 6. Oktober 1987;

In der Erwägung der Verschlechterung der Lage in der Wallonischen Region, was die Abfälle anbelangt, und der Gefahren, denen die Umwelt und die öffentliche Gesundheit durch diese Lage ausgesetzt sind;

Aufgrund der Notwendigkeit, die Massnahmen zu treffen, die die Übereinstimmung der Gesetzgebung für die Abfälle in der Wallonischen Region mit den europäischen Richtlinien herbeiführen;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region und nach Beratung;

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — Allgemeines

Artikel 1. § 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses bedeuten :

- 1° Dekret : das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juli 1985 über die Abfälle;
 - 2° Abfälle : alle im Dekret erwähnten Abfälle, einschliesslich der giftigen Abfälle im Sinne des Gesetzes vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle;
 - 3° giftige Abfälle : alle giftigen Abfälle im Sinne des Gesetzes vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle;
 - 4° gefährliche Abfälle :
 - a) alle Abfälle, die in einer Deponie der Klasse 1, so wie sie im Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1987 bezüglich der überwachten Deponien näher bestimmt wird, aufgenommen werden können. Die Gefahrenkriterien sind diejenigen, die in Artikel 273bis — Punkt 3 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung bestimmt worden sind; unbeschadet dieser Bestimmung werden die Abfälle, die Substanzen enthalten, die in Tabelle 4 der Anlage 1 zum Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1987 bezüglich der überwachten Deponien angegeben sind, ebenfalls als gefährlich betrachtet;
 - b) Altöle;
 - c) PCB;
 - d) die Abfälle aus der Titandioxid-Produktion.
- Die Abfallstoffe, die aus Haushalten stammen und oben in Lit. b) und c) erwähnt sind, werden als Sondermüll im Sinne von Artikel 3 Punt 11 des Dekrets betrachtet.
- 5° Altöl : jedes mineralische Schmier- oder Industrieöl, das für den Verwendungszweck, für den es ursprünglich bestimmt war, ungeeignet geworden ist, insbesondere gebrauchte Verbrennungsmotoren- und Getriebsöle sowie mineralische Schmieröle, Turbinen- und Hydrauliköle;
 - 6° PCB : polychlorierte Biphenyle, polychlorierte Terphenyle oder Gemische, die einen dieser beiden Stoffe oder beide Stoffe enthalten, sofern sie gebraucht oder in nicht mehr benutzten Gegenständen oder Geräten enthalten sind;
 - 7° Sammlung : die Abfuhr der Abfälle und ihre Beförderung bis zu ihrem Abladeplatz;
 - 8° zugelassener Sammler : denjenigen, der die Abfallsammlung vornimmt und die durch vorliegenden Erlass vorgesehene Zulassung zu diesem Zweck erhalten hat;
 - 9° Beseitigung : die Sammlung, den Transport, die Lagerung, die Sortierung und die Aufbereitung der Abfälle, um entweder die wiederverwendbaren Elemente und Materialien und die Energie, die sie enthalten, wiederverwenden zu können oder sie in das natürliche Milieu zurückzuführen zu können, ohne dass sie die menschliche Gesundheit oder die Erhaltung der Umwelt gefährden;
 - 10° zugelassener Entsorger : denjenigen, der die Abfallbeseitigung vornimmt und die durch vorliegenden Erlass vorgesehene Zulassung zu diesem Zweck erhalten hat, in bezug auf die Beseitigung der giftigen Abfälle gilt ein für die Vernichtung, die Neutralisierung oder die Beseitigung der giftigen Abfälle zugelassenes Zentrum im Sinne des Gesetzes vom 22. Juli 1974 für die Anwendung des vorliegenden Erlasses als ein von einem zugelassenen Entsorger betriebenes Zentrum;
 - 11° Minister : den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Umweltschutz und die Abfuhr und die Aufbereitung der Abfälle gehören;
 - 12° Dienststelle für Abfallbehandlung : die Dienststelle für Abfallbehandlung des Ministeriums der Wallonischen Region;
 - 13° Dienststelle : die Dienststelle der Wallonischen Region für andere Abfälle als Hausmüll;

14° Kommission für Abfälle : die beratende Kommission in Sachen Abfälle, die aufgrund von Artikel 37 des Dekrets eingesetzt worden ist;

15° Technischer Beamter : den Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region oder seinen Beauftragten;

§ 2. Im Sinne des vorliegenden Erlasses bedeuten, was die Bestimmungen über Altöl anbelangt :

1° Behandlung : die Arbeitsvorgänge, die die Wiederverwertung von Altöl, d.h. die Aufbereitung und das Verbrennen, ermöglichen sollen;

2° Aufbereitung : jedes Verfahren, bei dem Basisöl durch Raffination von Altölen erzeugt werden und das insbesondere die Trennung der Schadstoffe, der Oxydationsprodukte und der Zusätze in diesen Ölen umfasst;

3° Verbrennung : die Benutzung von Altöl als Brennstoff, die eine angemessene Wärmerückgewinnung ermöglicht;

4° Garagisten : Besitzer von Betrieben, in denen Kraftfahrzeuge mit Verbrennungsmotor verkauft, gewartet oder repariert werden.

Art. 2. § 1. Es ist verboten, sich giftiger oder gefährlicher Abfälle zu entledigen, ausser :

1° indem man selbst für deren Beseitigung gemäss dem Dekret und dessen Durchführungserlassen Sorge trägt;

2° indem man sie einem Sammler bzw. einem Entsorger übergibt, der gemäss den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zugelassen worden ist, um diese Abfälle einzusammeln oder zu beseitigen;

3° indem man sie einer ausserhalb der Wallonischen Region gelegenen Anlage übergibt, wobei die Person, die diese Abfälle abgibt, sich vergewissert, dass diese Anlage gehörig befugt ist, sie zu beseitigen.

§ 2. Die Garagisten, die Öl wechseln, und die öffentlichen Verwaltungen, die Container benutzen, können die Altöle, die ihnen übergeben werden und aus dem normalen Haushaltsbetrieb stammen, annehmen.

Das Altöl aus dem normalen Haushaltsbetrieb oder von einem kleinen Verbraucher kann Garagisten übergeben oder in die Altölcontainer ausgeschüttet werden, die für die selektive Sammlung zu diesem Zweck vorgesehen sind. Das auf diese Weise eingesammelte Altöl muss einem zugelassenen Sammler bzw. Entsorger übergeben werden.

Art. 3. Die Kosten für die Sammlung und die Beseitigung von giftigen bzw. gefährlichen Abfällen, die einer Drittperson übergeben werden, müssen von der Person getragen werden, die sie übergibt, und zwar unter Beachtung der Preisberechnungsregeln, die in der Urkunde über die Zulassung als Sammler oder Entsorger giftiger oder gefährlicher Abfälle zu diesem Zweck festgelegt worden sind.

KAPITEL II. — Zulassung der Sammler giftiger oder gefährlicher Abfälle

Abschnitt 1. — Allgemeine Bestimmungen

Art. 4. Die Sammlung von giftigen oder gefährlichen Abfällen unterliegt der vorherigen Zulassung des Sammlers.

Jeder, der giftige oder gefährliche Abfälle erhält und deren Sammlung von einer Drittperson vornehmen lässt, übernimmt die Verantwortung für die Sammlung und muss vorher als Sammler zugelassen werden.

Art. 5. § 1. Die Zulassung, als Sammler, giftiger oder gefährlicher Abfälle kann nur den Personen erteilt werden, die folgenden Bedingungen erfüllen :

1° wenn es sich um eine natürliche Person handelt :

a) belgischer Staatsbürger oder Bürger jedes anderen Mitgliedstaates der Europäischen Gemeinschaften sein;

b) die bürgerlichen und politischen Rechte geniessen;

c) nicht verurteilt worden sein wegen eines schwerwiegenden Verstosses gegen Titel 1 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, gegen das Gesetz vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle, gegen das Gesetz vom 9. Juli 1984 über die Einfuhr, die Ausfuhr und die Durchfuhr der Abfälle, gegen das Dekret vom 5. Juli 1985 über die Abfälle oder gegen irgendeine andere entsprechende Gesetzgebung eines Mitgliedstaates der Europäischen Gemeinschaften;

d) über technische Mittel und finanzielle Garantien verfügen, um die Sammlung giftiger oder gefährlicher Abfälle gemäss den Bestimmungen des Dekrets und seiner Durchführungserlasse sowie den Bestimmungen in Sachen Transport gefährlicher Stoffe oder feuergefährlicher Flüssigkeiten zu gewährleisten;

e) sich ausdrücklich verpflichten, einen Haftpflichtversicherungsvertrag in Zusammenhang mit der Sammlung von Abfällen abzuschliessen und dem Minister vor jeder Anwendung der Zulassungsurkunde eine Kopie davon zu übermitteln, wobei dieser Vertrag für die giftigen Abfälle bestimmen muss :

— dass keine Nichtigkeit, Einrede oder Rechtsverwirkung gegenüber benachteiligten Drittpersonen geltend gemacht wird;

— dass seine zeitweilige Aufhebung oder seine Auflösung nur nach Ablauf einer dreimonatigen Frist wirksam wird, die ab dem Tage gilt, an dem dem Minister der Grund für die zeitweilige Aufhebung bzw. die Auflösung mitgeteilt worden ist;

2° wenn es sich um eine juristische Person handelt, die die Rechtsform einer Gesellschaft besitzt :

a) in Übereinstimmung mit der belgischen Gesetzgebung und derjenigen eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Gemeinschaften gegründet worden sein sowie Gesellschaftssitz, Hauptniederlassung und Direktions- oder Verwaltungssitz in diesen Gemeinschaften haben;

b) Mindestens die Hälfte des Kapitals muss direkt oder indirekt einer oder mehreren in Belgien oder in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Gemeinschaften ansässigen natürlichen Personen oder einer oder mehreren Personen des belgischen öffentlichen Rechts oder sogar einer oder mehreren juristischen Personen gehören, die in Übereinstimmung mit der belgischen Gesetzgebung oder derjenigen eines anderen Mitgliedstaates der Gemeinschaften gegründet worden sind;

c) zu ihren Verwaltern, Geschäftsführern oder Personen, die für die Gesellschaft Verbindlichkeiten eingehen dürfen, nur Personen rechnen, die den in Punkt 1 Lit. a) bis c) des vorliegenden Artikels festgelegten Bedingungen genügen;

d) die in Punkt 1 Lit. *d)* und *e)* des vorliegenden Artikels erwähnten Bedingungen erfüllen entweder direkt oder indirekt mittels einer Bürgschaft, die von einer oder mehreren Personen geleistet wird, welche die in Punkt 1 Lit. *a)* bis *c)* des vorliegenden Artikels festgelegten Bedingungen erfüllen;

3° Wenn es sich um eine juristische Person des öffentlichen Rechts handelt, die nicht die Rechtsform einer Gesellschaft besitzt :

a) zu den Mitgliedern ihres Exekutivkollegiums und den Mitgliedern ihres für den Sammlungsbetrieb verantwortlichen Personals nur Personen rechnen, die den in Punkt 1 Lit. *a)* bis *c)* dieses Artikels festgelegten Bedingungen genügen;

b) die in Punkt 1 Lit. *d)* und *e)* des vorliegenden Artikels erwähnten Bedingungen erfüllen.

§ 2. Der Minister kann die technischen Mittel bestimmen, über die der Antragsteller verfügen können muss, um als Sammler giftiger oder gefährlicher Abfälle zugelassen zu werden.

Art. 6. § 1. Der Antrag auf Zulassung wird beim Minister eingereicht.

§ 2. Dem Antrag werden folgende Dokumente beigefügt :

1° wenn es sich um eine natürliche Person handelt :

a) der Name und der Wohnsitz des Antragstellers;

b) die auf der Grundlage von Anlage 1 zum Erlass vom 23. Juli 1987 bezüglich der überwachten Deponien festgelegte Bezeichnung der Abfälle, die eingesammelt werden sollen;

c) ein Schreiben, in dem das Sammlungsvolumen beschrieben wird;

d) der Bestimmungsort der gesammelten Abfälle;

e) ein Schreiben über die Massnahmen, die getroffen werden, damit die menschliche Gesundheit nicht gefährdet und die Umwelt nicht geschädigt wird;

f) ein amtliches Leumundszeugnis;

g) ein Schreiben bezüglich der technischen Mittel und der finanziellen Garantien, die der Antragsteller zu eigen hat oder über die er in Durchführung eines Vertrags mit Drittpersonen verfügt, um giftige oder gefährliche Abfälle gemäss den Bestimmungen des Dekrets und dessen Durchführungserlasse sowie den Bestimmungen in Sachen Transport zu sammeln, sowie alle diesbezüglichen Belege;

h) die ausdrückliche Verpflichtung, den in Artikel 5 erwähnten Versicherungsvertrag abzuschliessen und dem Minister vor jeder Anwendung der Zulassungsurkunden eine Kopie davon zu übermitteln;

2° wenn es sich um eine juristische Person handelt, die die Rechtsform einer Gesellschaft besitzt :

a) eine Kopie der Urkunde über die Gründung der Gesellschaft und ihrer eventuellen Abänderungen;

b) die genaue Adresse des Gesellschaftssitzes, der Hauptniederlassung und des Direktions- oder Verwaltungssitzes der Gesellschaft;

c) alle Dokumente, in denen nachgewiesen wird, dass die in Artikel 5 Punkt 2 Lit. *a)* und *b)* festgelegten Bedingungen erfüllt sind;

d) die namentliche Liste der Verwalter, Geschäftsführer und Personen, die für die Gesellschaft Verbindlichkeiten eingehen dürfen;

e) ein amtliches Leumundszeugnis für jede dieser Personen;

f) die in Punkt 1 Lit. *b)* bis *e)*, *g)* und *h)* des vorliegenden Paragraphen verlangten Angaben und Dokumente;

3° wenn es sich um eine juristische Person des öffentlichen Rechts handelt, die nicht die Rechtsform einer Gesellschaft besitzt :

a) die Identität der juristischen Person;

b) die namentliche Liste der Mitglieder ihres Exekutivkollegiums und der für die Sammlung verantwortlichen Mitglieder ihres Personals;

c) ein amtliches Leumundszeugnis für jede dieser Personen;

d) alle in Punkt 1 Lit. *b)* bis *e)*, *g)* und *h)* des vorliegenden Paragraphen verlangten Dokumente.

§ 3. Der Minister kann alle zusätzlichen Dokumente verlangen, anhand derer festgestellt werden kann, dass der Antragsteller über genügend technische Mittel und finanzielle Garantien verfügt.

§ 4. Der Minister befindet über den Zulassungsantrag und schreibt die erforderlichen Sonderbedingungen vor. Der Beschluss wird begründet und innerhalb sechs Monaten ab Einreichung des Antrags gefasst. Wenn der Zulassungsantrag giftige Abfälle betrifft, ist das Gutachten der Kommission für Abfälle erforderlich.

Art. 7. Unbeschadet aller anderen Bedingungen zur Verwirklichung der Ziele des Dekrets und seiner Durchführungserlasse unterliegt der Beschluss über die Zulassung eines Sammlers giftiger oder gefährlicher Abfälle :

1° der Leistung einer Bürgschaft zugunsten der Dienststelle oder, bis zu deren Errichtung, des Ministeriums der Wallonischen Region, Dienststelle für Abfallbehandlung, bei der Hinterlegungs- oder Konsignationszentrale, damit die Ausführung des Dekrets und seiner Durchführungserlasse gewährleistet wird; für die Sammler von Altöl beträgt diese Bürgschaft mindestens 200 BF pro m² der vorgesehenen Beförderungs- oder Lagerungskapazität;

2° der Einhaltung der Preisberechnungsregeln in bezug auf die Sammlung der Abfälle.

Art. 8. Der Beschluss wird dem Antragsteller per Einschreiben zugestellt.

Jeder Zulassungsbeschluss wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht. Der Auszug erwähnt die Identität des Sammlers und die Art der Abfälle, die gesammelt werden können.

Art. 9. Der Minister kann jederzeit in einem begründeten Beschluss neue Verpflichtungen auferlegen, die Zulassung zeitweilig aufheben oder zurückziehen, wenn die Gesundheit des Menschen und die Umwelt durch die Sammlung gefährdet sind.

Art. 10. Die Zulassung kann auf der Grundlage eines Protokolls, in dem ein Verstoß gegen das Gesetz vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle, gegen das Dekret, gegen seine Durchführungserlasse oder gegen die Zulassungsbedingungen festgestellt wird, gemäss einem begründeten Beschluss zeitweilig aufgehoben oder zurückgezogen werden, nachdem ihrem Inhaber die Möglichkeit gegeben worden ist, binnen einer bestimmten Frist seine Verteidigungsmittel vorzubringen und die Situation in Ordnung zu bringen; im Falle einer speziell begründeten Dringlichkeit kann die Zulassung unverzüglich und ohne vorherige Anhörung ihres Inhabers zeitweilig aufgehoben oder zurückgezogen werden.

Art. 11. Jeder aufgrund der Artikel 9 und 10 gefasste Beschluss wird begründet und dem Betroffenen zugestellt.

Jeder Zulassungsentzug wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Abschnitt 2

Zulassung der Sammler für besondere Kategorien von Abfällen

Art. 12. Vorliegender Abschnitt findet Anwendung auf die Sammlung von Altöl und von gebrauchten oder in nicht mehr benutzten Gegenständen oder Geräten enthaltenen PCB.

Art. 13. § 1. Unbeschadet der Verpflichtungen, die allen zugelassenen Sammlern auferlegt werden, schliesst die Zulassung als Sammler von Altöl oder von PCB für fremde Rechnung die Verpflichtung mit ein, alle Altöle oder alle P.C.B., deren Mindestmenge in der Zulassungsurkunde angegeben ist, binnen einer Frist von höchstens fünfzehn Tagen ab dem Tag der Beantragung der Sammlung in der Gesamtheit des in der Zulassungsurkunde bestimmten Gebietes einzusammeln.

§ 2. Eine Zulassung kann nur für ein Gebiet, das mindestens eine Provinz umfasst, oder für den Bezirk Nivelles erteilt werden.

Art. 14. Der im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichte Auszug eines Zulassungsbeschlusses in bezug auf einen Sammler von Altöl oder von PCB erwähnt neben den für jeden Beschluss über die Zulassung eines Abfallsammlers erforderlichen Angaben das Gebiet, für das die Zulassung erteilt wird, und die Mindestmenge, die zu sammeln ist, wenn eine Sammlung angefordert wird.

Art. 15. Jeder zugelassene Sammler, der ganz oder teilweise auf die Sammlung von Altöl oder von PCB in dem in der Zulassungsurkunde bestimmten Gebiet verzichtet, teilt es dem Minister mit, und dieser nimmt es zur Kenntnis. Die Verzichtleistung gilt ab dem neunzigsten Tag nach der Mitteilung.

Die aktenkundige Feststellung des Verzichts auf die Zulassung wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

KAPITEL III. — Zulassung der Entsorger giftiger oder gefährlicher Abfälle

Abschnitt 1. — Allgemeine Bestimmungen

Art. 16. Eine Genehmigung zur Ansiedlung und Betreibung einer überwachten Deponie oder einer Aufbereitungsanlage für giftige oder gefährliche Abfälle kann nur einem Entsorger erteilt werden, der gemäss den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels zugelassen worden ist, um ähnliche Abfälle wie jene, die im Genehmigungsantrag aufgezählt sind, zu beseitigen.

Art. 17. § 1. Der Beschluss über die Zulassung eines Betreibers im Hinblick auf die Betreibung einer überwachten Deponie für giftige oder gefährliche Abfälle ersetzt den Beschluss über die Zulassung als Entsorger solcher Abfälle, wenn die Ablagerung in einer überwachten Deponie das einzige Beseitigungsverfahren ist, das vom Betreiber angewandt wird.

§ 2. Das Verfahren und die Bedingungen für die Gewährung, die zeitweilige Aufhebung und den Entzug der Zulassung als Betreiber einer Aufbereitungsanlage für giftige oder gefährliche Abfälle werden gemäss dem Verfahren und den Bedingungen für die Gewährung, die zeitweilige Aufhebung und den Entzug der Zulassung als Betreiber einer überwachten Deponie, so wie sie im Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1987 bezüglich der überwachten Deponien angegeben sind, geregelt, wobei dem Genehmigungsantrag ausserdem ein Schreiben beigefügt werden muss, in dem das bzw. die vorgesehenen Beseitigungsverfahren beschrieben werden.

§ 3. Der Minister kann die technischen Mittel bestimmen, über die der Antragsteller verfügen können muss, um als Entsorger giftiger oder gefährlicher Abfälle zugelassen zu werden.

§ 4. Was die giftigen Abfälle betrifft, wird jede Entscheidung über den Zulassungsantrag aufgrund des Gutachtens der Kommission für Abfälle getroffen.

§ 5. Unbeschadet aller anderen Bedingungen zur Verwirklichung der Ziele des Dekrets und seiner Durchführungserlasse unterliegt der Beschluss über die Zulassung eines Entsorgers giftiger oder gefährlicher Abfälle :

1° der Leistung einer Bürgschaft zugunsten der Dienststelle oder bis zu deren Errichtung, des Ministeriums der Wallonischen Region, Dienststelle für Abfallbehandlung, bei der Hinterlegungs- und Konsignationszentral-kasse, damit die Ausführung des Dekrets und seiner Durchführungserlasse gewährleistet wird;

2° der Einhaltung der Preisberechnungsregeln in bezug auf die Beseitigung der Abfälle.

Art. 18. Jeder Zulassungsbeschluss wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht. Der Auszug erwähnt die Identität des Entsorgers und das bzw. die angenommenen Beseitigungsverfahren.

Jeder Zulassungsentzug wird ebenfalls auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Abschnitt 2. — Für die Beseitigung verantwortliche Person

Art. 19. Alle Arbeiten zur Beseitigung der giftigen oder gefährlichen Abfälle, die von einem zugelassenen Entsorger vorgenommen werden, unterliegen der Aufsicht einer verantwortlichen Person, die ganztätig unter Arbeitsvertrag beschäftigt wird und vom Arbeitsgeber bestimmt wird, nachstehend « verantwortliche Person » genannt.

Die verantwortliche Person muss vorher vom Minister gemäss den Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts zugelassen werden.

Art. 20. Die verantwortliche Person ist beauftragt, für die Einhaltung und die Anwendung der gesetzlichen und ordnungsgemässen Bestimmungen und der Zulassungs- und Genehmigungsbedingungen, die dem Entsorger auferlegt werden, ständig zu sorgen. Sie veranlasst und überwacht die Ausführung jeder Massnahme, die notwendig ist, um den Schutz der menschlichen Gesundheit und der Umwelt zu gewährleisten.

Art. 21. Die verantwortliche Person kann von dem Auftrag, der ihr aufgrund des vorangehenden Artikels obliegt, nicht enthoben werden, solange sie die Zulassung besitzt.

Art. 22. § 1. Die verantwortliche Person kann nur aus schwerwiegenden oder aus wirtschaftlichen oder technischen Gründen, die vorher vom zuständigen paritätischen Ausschuss angenommen worden sind, entlassen werden.

Der paritätische Ausschuss muss binnen zwei Monaten nach Beantragung des Arbeitsgebers darüber entscheiden, ob wirtschaftliche oder technische Gründe vorliegen oder nicht.

Für die Anwendung dieses Paragraphen gilt als Entlassung :

1° jeder Vertragsbruch durch den Arbeitgeber, sei es mit oder ohne Abfindung für die Nichteinhaltung der Kündigungsfrist, ohne oder mit einer während der in § 2 festgelegten Periode gegebenen Kündigung;

2° jeder Vertragsbruch durch den Arbeitnehmer wegen Tatsachen, die für diesen einen Grund darstellen, um den Vertrag ohne Kündigung oder vor Ablauf der Frist zu brechen.

§ 2. Die verantwortliche Person fällt unter die Bestimmungen von § 1 bis zum Ablauf einer Periode, die dem Entzug ihrer Zulassung folgt und deren Dauer festgesetzt ist auf :

- zwei Jahre, wenn sie weniger als zehn Dienstjahre hat;
- drei Jahre, wenn sie zehn jedoch weniger als zwanzig Dienstjahre hat;
- vier Jahre, wenn sie zwanzig Dienstjahre oder mehr im Betrieb hat.

Die Person fällt nicht unter die Bestimmungen des vorliegenden Paragraphen, wenn sie das Pensionsalter erreicht; es sei denn, es ist in dem Betrieb so üblich, die Kategorie der Arbeitnehmer, der sie angehört, im Dienst zu belassen.

§ 3. Wenn der Arbeitgeber die Bestimmungen der §§ 1 und 2 nicht einhält, muss er der entlassenen Person unbeschadet des Anrechtes auf die aufgrund des Vertrags oder der Bräuche gezahlten höheren Entschädigungen oder auf jeglichen anderen Schadenersatz wegen materiellen oder immateriellen Schadens, eine Entschädigung in Höhe des laufenden Gehalts zahlen, der der in § 2 festgelegten Periode entspricht.

Art. 23. Die Zulassung als verantwortliche Person kann nur den Personen erteilt werden, die die in Artikel 5, Punkt 1, Lit. a, bis c des vorliegenden Erlasses erwähnten Bedingungen sowie folgende Bedingungen erfüllen :

- 1° genügend Erfahrung auf dem Gebiet der giftigen oder gefährlichen Abfälle aufweisen;
- 2° Inhaber des Diploms eines Chemiezivilingenieurs oder eines Lizientiaten der Chemie oder eines Ingenieurs der Chemie und der Agrarindustrie sein.

Art. 24. § 1. Der Zulassungsantrag wird beim Minister eingereicht.

§ 2. Dem Antrag werden folgende Dokumente beigelegt :

- 1° der Name und der Wohnsitz des Antragstellers;
- 2° eine Bescheinigung des zugelassenen Entsorgers, in der der Antragsteller als verantwortliche Person benannt wird;
- 3° alle Dokumente, anhand derer festgestellt werden kann, dass die im vorangehenden Artikel erwähnten Bedingungen erfüllt sind;
- 4° ein Lebenslauf;
- 5° ein Auszug aus dem Strafregister des Antragstellers;

Der Minister kann alle zweckdienlichen zusätzlichen Dokumente verlangen.

Art. 25. Die Zulassung wird für die vom Minister festgelegte Dauer erteilt.

Die Zulassung wird vom Minister zurückgezogen, wenn die verantwortliche Person ihren Auftrag nicht mehr gemäss ihren Zielen erfüllen kann, wobei der Betreffende vorher angehört wird.

Abschnitt 3. — Zulassung der Entsorger für besondere Kategorien von Abfällen

Art. 26. Vorliegender Abschnitt findet Anwendung auf die Beseitigung von Altöl und von gebrauchten oder in nicht mehr benutzten Gegenständen oder Geräten enthaltenem PCB für fremde Rechnung.

Art. 27. § 1. Unbeschadet der Verpflichtungen, die allen zugelassenen Entsorgern auferlegt werden, schliesst die Zulassung als Entsorger von Altöl oder von PCB die Verpflichtung mit ein, die Altöle oder die PCB, die sie von einem Besitzer oder einem zugelassenen Sammler erhalten und deren Mindestmenge in der Zulassungsurkunde angegeben ist, anzunehmen und zu beseitigen.

Ein zugelassener Entsorger darf keine Altöle oder PCB annehmen, wenn er sie nicht in einer Anlage beseitigen kann, deren Ansiedlung und Betreibung erlaubt sind.

§ 2. Was die Altöle betrifft, muss in jedem Beschluss über die Zulassung eines Entsorgers soweit möglich darauf geachtet werden, dass die Beseitigung durch Regenerierung und/oder Verbrennung erfolgt.

Art. 28. Der im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichte Auszug eines Zulassungsbeschlusses in bezug auf einen Entsorger von Altölen oder von PCB erwähnt neben den für jeden Beschluss über die Zulassung eines Entsorgers von Abfällen erforderlichen Angaben die Mindestmenge, die anzunehmen ist, wenn eine Übernahme angefordert wird.

Art. 29. Jeder zugelassene Entsorger, der ganz oder teilweise auf die Beseitigung von Altöl oder von PCB verzichtet, teilt es dem Minister mit, und dieser nimmt es zur Kenntnis. Die Verzichtleistung gilt ab dem neunzigsten Tag nach der Mitteilung.

Die aktenkundige Feststellung des Verzichts auf die Zulassung wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

KAPITEL IV

Auskünfte über den Besitz und die Abgabe der giftigen und gefährlichen Abfälle

Abschnitt 1

Meldung des Besitzes von giftigen und gefährlichen Abfällen

Art. 30. § 1. Jeder, der giftige oder gefährliche Abfälle — mit Ausnahme von Altöl — besitzt, entweder weil er sie erzeugt hat oder weil sie ihm übergeben worden sind, meldet diesen Besitz bei der Dienststelle für Abfallbehandlung, und zwar anhand eines Formulars, das folgende Angaben enthält :

- 1° die Menge, die Art und die physikalischen und chemischen Merkmale der Abfälle, die er besitzt;
- 2° den Ursprung und den Standort dieser Abfälle;
- 3° die Methoden und den Ort der Beseitigung dieser Abfälle;
- 4° gegebenenfalls das Datum des Eingangs dieser Abfälle sowie den Namen bzw. die Bezeichnung, die Adresse bzw. den Gesellschaftssitz der natürlichen bzw. juristischen Person, die sie abgegeben hat.

Der technische Beamte kann verlangen, dass dem Meldeformular ein Analysenbericht über die Abfälle beigelegt wird, um die Art und die Zusammensetzung der Abfälle näher zu bestimmen.

§ 2. Wenn die Art oder die Zusammensetzung von bereits gemeldeten Abfällen sich verändert haben oder wenn neue Abfälle vom Erzeuger erzeugt werden, muss dies der Dienststelle für Abfallbehandlung vor der Abgabe dieser Abfälle gemeldet werden.

§ 3. Der Minister stellt das Muster für das Meldeformular auf und legt die Art und Weise fest, wie sie den Betreffenden zur Verfügung gestellt werden. Für die Erstellung des Formulars benutzt er die Angaben, die in Anlage 1 zum Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1987 bezüglich der überwachten Deponien enthalten sind.

Art. 31. Die vom Erzeuger selbst gemachte Meldung über den Besitz von Abfällen erfolgt innerhalb der zehn ersten Tage des zweiten Monats eines jeden Jahres; sie enthält die Angaben über das abgelaufene Jahr und eine Schätzung für das laufende Jahr.

Die erste Meldung erfolgt binnen sechs Monaten ab Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses. Sie enthält die für das Jahr 1987 verfügbaren Angaben und eine Schätzung für das Jahr 1988.

Art. 32. Die von einer anderen Person als dem Erzeuger gemachte Meldung erfolgt alle Monate binnen zehn Tagen nach Ablauf des Bezugsmonats.

Abschnitt 2. — Auskünfte über die Abgabe giftiger und gefährlicher Abfälle

Art. 33. § 1. Alle Erzeuger, alle Sammler und alle Entsorger von anderen Abfällen als Hausmüll, mit Ausnahme von Altöl, müssen bei jeder Abgabe von Abfällen die Formulare, deren Muster vom Minister festgelegt werden, gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts ausfüllen.

§ 2. Der Minister kann alle Anordnungen treffen, um die Verwendung der Informatik im Hinblick auf die Durchführung der Bestimmungen dieses Abschnitts zu ermöglichen.

§ 3. Jedes Formular enthält folgende Angaben :

- 1° die Menge, die Art und die physikalischen und chemischen Merkmale der Abgegebenen Abfälle;
- 2° den Ort der Erzeugung und den Namen des Erzeugers der Abfälle;
- 3° die Methoden und den Ort der Beseitigung dieser Abfälle;
- 4° den Namen bzw. die Bezeichnung, die Adresse bzw. den Gesellschaftssitz der natürlichen bzw. juristischen Person, die die Abfälle übergibt;
- 5° den Namen bzw. die Bezeichnung, die Adresse bzw. den Gesellschaftssitz der natürlichen bzw. juristischen Person, der die Abfälle übergeben werden;
- 6° den Tag, die Uhrzeit und den Ort der Abgabe der Abfälle;
- 7° den Tag, die Uhrzeit und den Ort des Eingangs der Abfälle;
- 8° was die Beförderung der Abfälle betrifft : den Tag der Beförderung, die genaue Identität des Transportunternehmers und das benutzte Beförderungsmittel sowie den Ort der eventuellen Zwischenlagerung, wenn die Beförderung nicht in einem Zuge erfolgt;
- 9° den Preis für die Übergabe der Abfälle, wenn der Minister diesbezüglich Preisberechnungsregeln festgelegt hat.

Der technische Beamte kann verlangen, dass dem Abgabeformular ein Analysenbericht über die Abfälle beigelegt wird, um die Art und die Zusammensetzung der Abfälle näher zu bestimmen.

Die Bestimmungen dieses Abschnitts kommen nicht zur Anwendung, wenn der Erzeuger von Abfällen ebenfalls zugelassener Entsorger ist und die Abfälle in einer in der Produktionsstätte gelegenen Anlage beseitigt werden.

Art. 34. § 1. Es gibt drei Formulare : ein grünes Formular *A*, ein gelbes Formular *B* und ein rotes Formular *C*; jedes Formular enthält zwei Abschnitte.

§ 2. Das grüne Formular *A* bleibt zum Zeitpunkt der Abgabe im Besitz des Erzeugers. Das gelbe Formular *B*, das rote Formular *C* und gegebenenfalls der Analysenbericht begleiten die Abfälle bis zum Beseitigungsort.

Der Sammler übergibt dem Entsorger das Formular *C* und behält das Formular *B*.

§ 3. Die grünen Abschnitte *A1*, die gelben Abschnitte *B1* und die roten Abschnitte *C1* werden jeweils vom Erzeuger, vom Sammler und vom Entsorger der Abfälle während einer Dauer von fünf Jahren aufbewahrt. Der technische Beamte oder jeder aufgrund von Artikel 2 des Erlasses der Exekutive vom 9. Juli 1987 über die Überwachung der Durchführung der Bestimmungen in Sachen Abfälle und giftige Abfälle benannte Beamte können auf Verlangen sofort Zugang zu diesen Abschnitten haben.

Die grünen Abschnitte *A2*, die gelben Abschnitte *B2* und die roten Abschnitte *C2* werden binnen drei Monaten der Dienststelle für Abfallbehandlung zugeschickt.

Art. 35. § 1. Der Erzeuger der Abfälle verzeichnet auf jedem Formular die in Artikel 33, § 2, Absatz 1, Punkte 1 bis 3 dieses Erlasses erwähnten Angaben und unterzeichnet das Formular.

§ 2. Derjenige, der die Abfälle abgibt, verzeichnet auf jedem Formular, das er ausfüllen muss, die in Artikel 33, § 1, Absatz 1, Punkte 1, 4, 6, 8 (ausser wenn es sich um den Erzeuger handelt) und 9 dieses Erlasses erwähnten Angaben und unterzeichnet das Formular.

§ 3. Derjenige, dem die Abfälle übergeben werden, verzeichnet auf jedem Formular, das er ausfüllen muss, die in Artikel 33, § 2, Absatz 1, Punkte 1, 5, 7, 8 (ausser wenn es sich um den Entsorger handelt) und 9 dieses Erlasses und unterzeichnet das Formular.

§ 4. Die Erzeuger, Sammler und Entsorger, die den Bestimmungen dieses Abschnitts unterliegen, können ihre Unterschriftsvollmacht übertragen.

Art. 36. Das in diesem Abschnitt erwähnte Formular ersetzt den in den Artikeln 53bis, 55, 84bis, 86 und 112bis, 114 des Erlasses der Exekutive vom 3. Juli 1987 bezüglich der überwachten Deponien erwähnten genehmigten Transportschein.

KAPITEL V

Verschiedene Bestimmungen über die Sammlung und die Beseitigung der giftigen und gefährlichen Abfälle

Art. 37. Die giftigen und gefährlichen Abfälle werden, falls erforderlich, getrennt von anderen Stoffen und Rückständen eingesammelt und abgelagert.

Art. 38. Die giftigen und gefährlichen Abfälle müssen so gefördert und verpackt werden, dass jegliche Gefahr oder Verunreinigung beim Transport abgewendet wird.

Alle giftigen oder gefährlichen Abfälle werden so verschlossen und verpackt, dass jeglicher Verlust des Inhalts vermieden wird. Die Verpackungen tragen eine Kennzeichnung, aus der die Art, die Zusammensetzung und die Menge der Abfälle ersichtlich sind.

Art. 39. Spätestens ein Jahr nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses erteilt jeder Betreiber oder jeder Besitzer von Orten, wo giftige oder gefährliche Abfälle entweder gelagert oder abgeladen oder abgelagert werden oder worden sind, der Dienststelle für Abfallbehandlung alle Auskünfte, durch die die Abfälle erfasst und identifiziert werden können. Der Minister bestimmt die Modalitäten der Anwendung des vorliegenden Artikels.

Art. 40. Jeder, der gefährliche jedoch nicht giftige Abfälle besitzt und keine Genehmigung erhalten hat, um einen Abladeplatz, eine überwachte Deponie oder eine Aufbereitungsanlage für diese Abfälle anzusiedeln und zu betreiben, muss diese Abfälle spätestens sechs Monate nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses einem zugelassenen Entsorger übergeben.

KAPITEL VI. — Sonderbestimmungen über Abfälle aus der Titandioxid-Produktion

Abschnitt 1. — Erforderliche Genehmigung bei der Lagerung, der Ablagerung und der Einbringung von Abfällen aus der Titandioxid-Produktion

Art. 41. § 1. Die Lagerung, die Ablagerung und die Einbringung von Abfällen aus der Titandioxid-Produktion auf dem Gebiet der Wallonischen Region unterliegen einer Genehmigung.

§ 2. Abfälle aus der Titandioxid-Produktion, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region erzeugt worden sind, dürfen nur nach vorheriger Genehmigung ausserhalb der Wallonischen Region gelagert, abgelagert oder eingebracht werden.

Art. 42. § 1. Unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden das Verfahren für die Beantragung der Genehmigungen zur Ablagerung von Abfällen aus der Titandioxid-Produktion auf dem Gebiet der Wallonischen Region und die Bedingungen für deren Erteilung, zeitweilige Aufhebung und Entzug gemäss den durch den Erlass der Exekutive vom 23. Juli 1987 bezüglich der überwachten Deponien festgelegten entsprechenden Bestimmungen geregelt.

§ 2. Unbeschadet des Dekrets und der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses entsprechen das Verfahren für die Beantragung der Genehmigungen zur Lagerung und Einbringung von Abfällen aus der Titandioxid-Produktion auf dem Gebiet der Wallonischen Region und die Bedingungen für deren Erteilung, zeitweilige Aufhebung und Entzug dem Verfahren und den Bedingungen, die in den Kapiteln I und III des Titels I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung für die Betriebe der Klasse 1 vorgesehen sind.

§ 3. Der Minister entscheidet über den Antrag auf Genehmigung, die aufgrund von Artikel 41, § 2 erforderlich ist.

§ 4. Der Minister bestimmt die Einzelheiten des Verfahrens für die Beantragung dieser Genehmigung und die Bedingungen für deren Erteilung, zeitweilige Aufhebung und Entzug, die nicht in diesem Kapitel bestimmt sind.

Art. 43. Unbeschadet jeder anderen gesetzlichen oder ordnungsmässigen Bestimmung enthält der Genehmigungsantrag die aufgrund von Anlage 1 zu diesem Erlass verlangten Auskünfte.

Art. 44. Unbeschadet der Einhaltung anderer Vorschriften oder anderer allgemeiner bzw. Sonderbestimmungen kann die Genehmigung nur unter der Voraussetzung erteilt werden :

- a) dass die Abfälle nicht durch geeignetere Mittel beseitigt werden können;
- b) dass eine aufgrund der vorliegenden wissenschaftlichen und technischen Kenntnisse vorgenommene Beurteilung weder sofort noch später nachteilige Auswirkungen auf die unterirdischen Gewässer, den Boden oder die Atmosphäre erwarten lässt;
- c) dass sich daraus für die Erholung, die Rohstoffgewinnung, die Pflanzen, die Tiere die Gebiete von besonderer wissenschaftlicher Bedeutung und die übrigen rechtmässigen Arten der Nutzung der betreffenden Umweltmedien keine nachteiligen Auswirkungen ergeben.

Abschnitt 2. — Kontrolle der gelagerten, abgelagerten oder eingebrachten Abfälle sowie der betreffenden Umweltmedien

Art. 45. Im Sinne dieses Abschnitts versteht man unter :

1° betreffendem Umweltmedium :

a) das betroffene Medium, und zwar das Wasser, die Erdoberfläche und den Untergrund sowie die Luft, in die die Abfälle aus der Titandioxid-Produktion gelagert, abgelagert oder eingebracht werden;

b) ein als nicht beeinflusst geltendes benachbartes Gebiet;

2° Entnahmestelle : die Stelle, an der die Probe entnommen wird.

Art. 46. Die mit der Überwachung der Anwendung dieses Erlasses beauftragten Bediensteten müssen die gelagerten, abgelagerten und eingebrachten Abfälle aus der Titandioxid-Produktion sowie das betreffende Umweltmedium in regelmässigen Abständen kontrollieren, und zwar gemäss den in Anlage II zu diesem Erlass erwähnten Angaben sowie den anderen Bestimmungen dieses Abschnitts.

Art. 47. § 1. Die Behörde, die die aufgrund von Abschnitt 1 erforderliche Genehmigung erteilt hat, muss sie zeitweilig aufheben oder zurückziehen, wenn die in Anlage II Teil A dieses Erlasses erwähnte Kontrolle der Abfälle ergibt, dass die Voraussetzungen für die vorherige Genehmigung nicht erfüllt sind.

§ 2. Die Behörden, die in Artikel 27 des Dekrets bestimmt sind, müssen die darin angegebenen Massnahmen treffen, wenn die Kontrolle des betreffenden Umweltmediums auf Schäden schliessen lässt und, allgemein, wenn sich nachteilige Auswirkungen für die Erholung, die Rohstoffgewinnung, die Pflanzen, die Tiere, die Gebiete von besonderer wissenschaftlicher Bedeutung und die übrigen rechtmässigen Arten der Nutzung der betreffenden Umwelt ergeben.

Art. 48. Das betreffende Umweltmedium muss überwacht werden unter besonderer Berücksichtigung der lokalen Umweltfaktoren und der Bedingungen der Beseitigung der betreffenden Abfälle, ob intermittierend oder kontinuierlich.

Art. 49. Die Parameter für die Überwachung und die Kontrolle des betreffenden Umweltmediums sind in Anlage 3 zu diesem Erlass aufgeführt.

Wenn ein Parameter in der Spalte « Parameter, deren Bestimmung obligatorisch ist » von Anlage III aufgeführt ist, müssen die Probenahme und die Analyse der Proben für die angegebenen Bereiche durchgeführt werden.

Wenn ein Parameter in der Spalte « Parameter, deren Bestimmung fakultativ ist » von Anlage III aufgeführt ist, werden die Probenahme und die Analyse der Proben für die angegebenen Bereiche durchgeführt, sofern dies erforderlich ist.

Art. 50. Soweit in der Anlage III nichts anderes bestimmt ist, werden die genauen Probenahmestellen, ihre Entfernung von der nächsten gelegenen Schadstoff-Abteilungsstelle sowie die Tiefe oder die Höhe, in der die Proben entnommen werden müssen, von Fall zu Fall festgelegt.

Aufeinanderfolgende Probenahmen müssen am selben Ort und unter den gleichen Bedingungen durchgeführt werden.

Art. 51. § 1. Was die Überwachung und die Kontrolle des betroffenen Umweltmediums betrifft, so darf die Häufigkeit der Probenahmen und der Analysen in bezug auf die Parameter, deren Bestimmung obligatorisch ist, nicht unter derjenigen liegen, die in Anlage III zu diesem Erlass angegeben ist.

Wenn jedoch das Verhalten, der Verbleib und die Auswirkungen der Abfälle festgestellt worden sind und keine bedeutende Verschlechterung der Qualität der Umwelt vorliegt, kann diese Häufigkeit verringert werden.

Wird zu einem späteren Zeitpunkt eine bedeutende Verschlechterung der Qualität der Umwelt festgestellt, die entweder auf die Abfälle oder auf eine Änderung der Modalitäten bei der Beseitigung der Abfälle zurückzuführen ist, so wird die in Anlage III angegebene Häufigkeit erneut angewandt.

Es kann zwischen verschiedenen Parametern unterschieden werden, indem die Bestimmungen dieses Artikels auf die Parameter angewandt werden, für die keine bedeutende Verschlechterung der Umwelt festgestellt worden ist.

§ 2. Was die Überwachung und Kontrolle des als nicht beeinflusst geltenden benachbarten Gebietes angeht, so wird die Häufigkeit der Probenahmen und der Analysen frei festgelegt.

Art. 52. § 1. Die Referenz-Messmethoden für die Bestimmung der Parameterwerte sind in Anlage III aufgeführt. Laboratorien, die andere Messmethoden anwenden, müssen sich vergewissern, dass die erzielten Ergebnisse vergleichbar sind.

§ 2. Die Behälter, in die die Proben abgefüllt werden, die Reagenzien oder Verfahren zur Konservierung einer Teilprobe für die Analyse eines oder mehrerer Parameter, der Transport und die Aufbewahrung der Proben sowie die Aufbereitung der Proben zur Analyse dürfen keine mögliche Ursache für eine nennenswerte Änderung der Analysenergebnisse sein.

Art. 53. Die Angaben in bezug auf die Überwachung und die Kontrolle eines betroffenen Umweltmediums müssen folgendes umfassen :

- die Beschreibung der Entnahmestelle, hierzu gehören festliegende Faktoren, die durch einen Code dargestellt werden können, sowie eine Reihe weiterer administrativer oder geographischer Angaben. Diese Beschreibung wird nur ein einziges Mal bei der Festlegung der Entnahmestelle erstellt;
- die Beschreibung der verwendeten Entnahmestellen;
- die Messergebnisse der Parameter, deren Bestimmung obligatorisch ist, und die Messergebnisse der Parameter, deren Bestimmung fakultativ ist;
- die verwendeten Mess- und Analysemethoden und gegebenenfalls ihre Erfassungsgrenze, Richtigkeit und Genauigkeit;
- die gemäss Artikel 51, § 1, dieses Erlasses eingeführten Änderungen der Häufigkeit der Probenahmen und der Analysen.

Art. 54. Bei Überschwemmungen oder Naturkatastrophen oder bei aussergewöhnlichen meteorologischen Verhältnissen können Abweichungen von den Artikeln 48 bis 51 zugelassen werden.

Abschnitt 3.— Erforderliche Bedingungen für einen Betrieb, der Titandioxid erzeugt

Art. 55. Die aufgrund der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung erforderliche Genehmigung zur Betreibung einer Anlage, die Titandioxid erzeugt, darf nicht ohne vorherige Untersuchung über die Auswirkungen auf die Umwelt erteilt werden. Das Dekret vom 11. September 1985 über die Einführung eines Systems für die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt findet entsprechende Anwendung auf diese Untersuchung.

Art. 56. Eine Genehmigung im Sinne des vorangehenden Artikels darf nur erteilt werden, wenn der Betreiber nur die auf dem Markt verfügbaren Materialien, Verfahren und Technologien verwendet, die am wenigsten umweltschädlich sind.

KAPITEL VII. - Besondere Bestimmungen über Altöl

Art. 57. § 1. Est ist verboten :

- 1° Altöl in bzw. auf den Boden, in Oberflächenwasser, Grundwasser, Kanalisationen oder an irgendeinem Ort, wo sie die Umwelt verschmutzen können, zu lagern bzw. abzuleiten;
- 2° Altöl zu verbrennen; es sei denn, diese Verbrennung erfolgt gemäss den Bedingungen von Artikel 64 dieses Erlasses und in angemessenen Wärmeerzeugungsanlagen.

Der Minister kann ausführlichere Regeln in bezug auf die Feuerungswärmeleistung dieser Anlagen festlegen.

§ 2. Es ist verboten :

- 1° Altölen Wasser oder jeden Fremdstoff, wie z.B. Lösungsmittel, Reinigungsmittel, Detergenzien, Frostschutzmittel, andere Brennstoffe und andere Stoffe, vor oder während der Sammlung oder vor oder während der Lagerung hinzuzufügen oder beizumischen;
- 2° synthetisches Öl mit Mineralöl zu mischen.

§ 3. 1° Bei der Lagerung und beim Sammeln ist es verboten, Altöl mit PCB oder mit giftigen oder gefährlichen Abfällen zu mischen.

2° Altöl mit einem PCB-Gehalt von über 50ppm müssen von Unternehmen gesammelt und beseitigt werden, die für die Sammlung und Beseitigung von PCB zugelassen sind. Die Aufbereitung von PCB-haltigen Altölen kann jedoch zugelassen werden, wenn die PCB durch die Verfahren der Aufarbeitung entweder zerstört oder so vernichtet werden, dass die aufbereiteten Öle keinesfalls einen Höchstgehalt von 50ppm PCB überschreiten.

3° Die in Artikel 64 erwähnte Genehmigung kann nur erteilt werden, wenn technische Massnahmen getroffen werden, um sicherzustellen, dass PCB-haltige Altöle ohne vermeidbare Schäden für Mensch und Umwelt beseitigt werden.

4° Die durch giftige oder gefährliche Abfälle verunreinigten Altöle müssen von Unternehmen gesammelt und beseitigt werden, die für die Sammlung und Beseitigung dieser Abfälle zugelassen sind.

§ 4. Die Genehmigung darf dem Unternehmen, das Altöle aufbereitet oder Altöle als Brennstoff verwendet, nur dann erteilt werden, wenn die zuständige Behörde sich vergewissert hat, dass alle geeigneten Massnahmen zum Schutz der Umwelt und der Gesundheit getroffen worden sind, und zwar einschliesslich des Einsatzes der besten zur Verfügung stehenden technischen Mittel, soweit die Kosten nicht übermässig hoch sind.

Abschnitt 2.— Ablagerung der Altöle

Art. 58. Für jede Anlage mit einer Kapazität von mindestens 20m³ unterliegt die Ablagerung der Altöle einer Genehmigung.

Nur die zugelassenen Sammler oder die zugelassenen Entsorger dürfen einen Genehmigungsantrag zu diesem Zweck einreichen.

Art. 59. Unbeschadet des Dekrets und der Bestimmungen dieses Erlasses entsprechen das Verfahren für die Beantragung einer Ablagerungsgenehmigung und die Bedingungen für deren Erteilung, zeitweilige Aufhebung und Entzug dem Verfahren und den Bedingungen, die in den Kapiteln I und III von Titel I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung für die Betriebe der ersten Klasse vorgesehen sind.

Art. 60. Ausser den aufgrund von Artikel 81 erforderlichen Angaben fügt der Antragsteller alle Dokumente bei, in denen nachgewiesen wird :

1° dass er über genügend technische und finanzielle Mittel verfügt, um die Altöle ohne Beeinträchtigung der Umwelt abzulagern;

2° dass das Ablagern jeder Regelung über die Lagerung der feuergefährlichen Flüssigkeiten entspricht.

Art. 61. Die Genehmigung wird für eine festgelegte Frist von höchstens fünf Jahren festgelegt.

Art. 62. Der Inhaber einer Ablagerungsgenehmigung muss zugunsten der Dienststelle oder, bis zu deren Errichtung, zugunsten des Ministeriums der Wallonischen Region, Dienststelle für Abfallbehandlung, eine Bürgschaft von 200 Franken pro Kubikmeter zugelassener Lagerungskapazität bei der Hinterlegungs- und Konsignationszentrale leisten, damit die Durchführung des Dekrets und seiner Ausführungserlasse gewährleistet ist. Die durch die Bürgschaft eingebrachten Zinsen werden zu dem geleisteten Betrag geschlagen.

Die Genehmigung gilt erst ab dem Zeitpunkt, wo die Behörde, zu deren Gunsten die Bürgschaft zu leisten ist, feststellt, dass diese geleistet worden ist.

Die Bürgschaft und die Zinsen werden dem Inhaber der Genehmigung zurückerstattet, wenn der mit der Überwachung der Ablagerung beauftragte Beamte des Ministeriums der Wallonischen Region nach Ablauf dieser Genehmigung feststellt, dass die durch das Dekret und durch diesen Erlass auferlegten Verpflichtungen erfüllt sind. Die Dienststelle nimmt gegebenenfalls gemäss Artikels 39, § 1, Punkt 1 des Dekrets die Beseitigung vor, und die damit verbundenen Kosten werden durch die Bürgschaft gedeckt; wenn der Betrag der Bürgschaft unzureichend ist, treibt die Exekutive die getätigten zusätzlichen Ausgaben zu Lasten des Inhabers der Genehmigung ein.

Art. 63. In den Lagerungsbehältern oder in den Containern, die für Altöl vorgesehen sind, dürfen keine anderen Produkten aufbewahrt werden.

Abschnitt 3.— Verpflichtungen, die den zugelassenen Entsorgern von Altölen obliegen

Art. 64. Folgende Vorgänge unterliegen einer Genehmigung :

1° die Ansiedlung und die Betreibung einer Anlage für die Beseitigung oder die Behandlung von Altöl;

2° die Erweiterung und die Änderung einer in Punkt 1 erwähnten Anlage.

Art. 65. Unbeschadet des Dekrets und der Bestimmungen dieses Erlasses entsprechen das Verfahren für die Beantragung der in Artikel 64 erwähnten Genehmigung und die Bedingungen für deren Erteilung, zeitweilige Aufhebung und Entzug dem Verfahren und den Bedingungen, die in den Kapiteln I und III von Titel I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung — mit Ausnahme von Artikel 14 — für die Betriebe der ersten Klasse vorgesehen sind.

Art. 66. § 1. Die Altöle, die in anderen Anlagen als denjenigen, die aufgrund von Kapitel III dieses Erlasses zugelassen sind, als Brennstoff verwendet werden, müssen folgenden Bedingungen entsprechen :

Parameter	Untersuchungs- methode	Wert
Flammpunkt	NBN T. 52-110	min. 50° C
Sedimentgehalt	NBN T. 52-081	max. 1 %
Schwefelgehalt	NBN 52-046/NBN T.52-050	max. 1,0 % (m/m)
Gesamthalogen	ASTM D 808	max. 0,2 % (m/m)
Gesamtsulfat	NBN T. 52-120	max. 1,8 % (m/m)
PCB-Gehalt	—	max. 50 mg/Kg
Organische Lösungsmittel, deren Destillation bei höchstens 150° C erfolgt	—	max. 1 % (m/m)

Mit Ausnahme des Wassergehalts werden die angewandten Parameter nach der Probe ohne Wasser festgesetzt.

Die Beseitigung muss die für Entnahme von repräsentativen Proben notwendigen Anschlüsse vorsehen.

§ 2. Bei der Verbrennung der Öle in Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von höchstens 3 Megawatt, bezogen auf den spezifischen Heizwert, gelten nachstehende Emissionsgrenzwerte :

Schadstoff	Grenzwert mg/Nm ³ (1)
Cd	0,5
Ni	1
Cr + Cu + V	1,5
Pb	5
Cl (2)	100
F (3)	5

(1) Diese Grenzwerte, die bei der Verbrennung von Altölen nicht überschritten werden dürfen, geben die Massenkonzentration der Emissionen an den genannten Stoffen im Abgas an, bezogen auf das Abgasvolumen im Normzustand (273K, 1013 h Pa) nach Abzug des Feuchtgehaltes an Wasserdampf und bezogen auf einen Volumengehalt an Sauerstoff im Abgas von 3 %. Im Falle von Artikel 68 § 2 Punkt 1 Absatz 1 Satz 2 entspricht der Sauerstoffgehalt dem Sauerstoffgehalt der sich bei normalen Betriebsbedingungen in dem betreffenden besonderen Prozess ergibt.

(2) Gasförmige anorganische Chlorverbindungen, angegeben als Chlorwasserstoff.

(3) Gasförmige anorganische Fluorverbindungen, angegeben in Fluorwasserstoff.

Die Emissionsgrenzwerte für SO₂ und Staube werden in der in Artikel 64 erwähnten Genehmigung festgesetzt.

§ 3. Bei der Verbrennung der Öle in Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von mindestens 3 Megawatt, bezogen auf den spezifischen Heizwert, werden die Emissionsgrenzwerte für die nachstehenden Schadstoffe in der in Artikel 64 erwähnten Genehmigung festgesetzt : Cd, Ni, Cr, Cu, V, Pb, Cl, F, SO₂ und Staube.

Art. 67. Die Betreibung einer Anlage, in der Altöle aufbereitet werden, darf keine vermeidbaren Umweltschäden verursachen.

Die Gefahren, die mit der Menge der Aufbereitungsrückstände und mit ihren toxischen und schädlichen Eigenschaften verbunden sind, müssen auf ein Mindestmass beschränkt werden. Diese Rückstände müssen in einer Anlage beseitigt werden, in der giftige oder schädliche Abfälle beseitigt werden.

Die aus der Aufbereitung stammenden Basisöle dürfen keine giftigen oder gefährlichen Abfälle bilden und keine PCB in Konzentrationen enthalten, die 50 mg/Kg überschreiten.

Abschnitt 4. — Übergabebescheinigung und Nachweisbuch über die Altöle

Art. 68. § 1. Jede Person, welche eine jährliche Altölmenge von 500 Litern oder mehr erzeugt, führt ein Nachweisbuch, in dem folgendes angegeben wird :

a) die täglichen Mengen und die Qualität der erzeugten Altöle;

b) die Herkunft und den Standort dieser Öle;

c) die täglichen Mengen der abgegebenen Altöle und den Namen bzw. die Bezeichnung, die Adresse bzw. den Gesellschaftssitz der natürlichen bzw. juristischen Person, der sie übergeben worden sind.

§ 2. Alle drei Monate wird der Dienststelle für Abfallbehandlung ein Auszug aus dem in § 1 erwähnten Nachweisbuch zugeschickt.

Art. 69. § 1. Die zugelassenen Sammler händigen der Person, von der sie die Altöle erhalten haben, eine Bescheinigung aus, in der folgendes angegeben ist :

a) ihren Namen bzw. ihre Bezeichnung, ihre Adresse bzw. ihren Gesellschaftssitz;

b) den Namen bzw. die Bezeichnung, die Adresse bzw. den Gesellschaftssitz der natürlichen bzw. juristischen Person, die ihnen die Altöle übergeben hat;

c) das Datum und den Ort der Abgabe;

d) die Mengen und die Art der abgegebenen Altöle sowie den Preis.

§ 2. Die in § 1 erwähnte Bescheinigung wird in dreifacher Ausfertigung aufgestellt; die erste Ausfertigung ist für den Sammler, die zweite für die Person bestimmt, die die Altöle abgegeben hat, und die dritte Ausfertigung wird binnen einem Monat der Dienststelle für Abfallbehandlung übermittelt.

§ 3. Die zugelassenen Sammler führen ein Nachweisbuch, in dem folgendes angegeben ist :

a) die täglichen Mengen und die Qualität der eingesammelten Altöle;

b) das Datum des Eingangs dieser Öle;

c) die täglichen Mengen verkaufter Altöle sowie den Namen bzw. die Bezeichnung, die Adresse bzw. den Gesellschaftssitz der natürlichen bzw. juristischen Person, der sie übergeben worden sind.

§ 4. Alle drei Monate wird der Dienststelle für Abfallbehandlung ein Auszug aus dem in § 3 erwähnten Nachweisbuch zugeschickt.

§ 5. Der Minister kann ein Bescheinigungsmuster festlegen.

Art. 70. § 1. Die zugelassenen Entsorger händigen der Person, von der sie die Altöle erhalten haben, eine Bescheinigung aus, in der folgendes angegeben ist :

a) ihren Namen bzw. ihre Bezeichnung, ihre Adresse bzw. ihren Gesellschaftssitz;

b) den Namen bzw. die Bezeichnung, die Adresse bzw. den Gesellschaftssitz der natürlichen bzw. juristischen Person, die ihnen die Altöle übergeben hat;

c) das Datum und die Uhrzeit des Transports;

d) das Datum und den Ort der Abgabe;

e) die Menge und die Art der abgegebenen Altöle sowie den Preis.

§ 2. Die in § 1 erwähnte Bescheinigung wird in dreifacher Ausfertigung aufgestellt; die erste Ausfertigung ist für den Entsorger, die zweite für die Person bestimmt, die die Altöle abgegeben hat, und die dritte Ausfertigung wird binnen einem Monat der Dienststelle für Abfallbehandlung übermittelt.

§ 3. Die Entsorger führen ein Nachweisbuch, in dem folgendes angegeben ist :

a) die täglichen Mengen und die Qualität der erhaltenen Altöle;

b) das Datum des Eingangs dieser Öle;

- c) die Herkunft und den Standort dieser Öle;
 - d) die Mengen beseitigter Altöle pro Beseitigungsverfahren;
 - e) die Mengen der Altöle, die wieder zum Verkauf angeboten werden, den Preis und das Datum der Abgabe.
- § 4. Alle drei Monate wird der Dienststelle für Abfallbehandlung ein Auszug aus dem in § 3 erwähnten Nachweisbuch zugeschickt.
- § 5. Der Minister kann ein Bescheinigungsmuster festlegen.

KAPITEL VIII. — Schlussbestimmungen

Art. 71. Verstöße gegen die Bestimmungen dieses Erlasses werden gemäss dem Dekret ermittelt, festgestellt, verfolgt und bestraft. Dies gilt nicht für die giftigen Abfälle, die dem Gesetz vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle unterliegen: in bezug auf diese Abfälle werden die Verstöße gegen diesen Erlass gemäss diesem Gesetz ermittelt, festgestellt, verfolgt und bestraft.

Art. 72. Jeder, der die Bedingungen nicht einhält, die mit der Erteilung einer Genehmigung oder einer Zulassung, die aufgrund dieses Erlasses gewährt werden, verbunden sind, begeht einen strafbaren Verstoß.

Art. 73. Jeder, der eine der Verpflichtungen, die ihm aufgrund dieses Erlasses auferlegt werden und deren Verletzung keinen Verstoß gemäss Artikel 51 § 1 des Dekrets darstellt, wird mit einer Geldstrafe von hundert Franken bis zu tausend Franken belegt.

Art. 74. § 1. Dem Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 9. Februar 1976, der die allgemeine Ordnung über die giftigen Abfälle festlegt, wird folgender Absatz hinzugefügt:

« Was den Schutz der Umgebung und der Umwelt anbelangt, so findet jedoch vorliegender Erlass in der Wallonischen Region keine Anwendung auf das Angebot und den Verkauf, den Kauf und die entgeltliche oder unentgeltliche Abtretung, die Neutralisierung oder die Beseitigung der giftigen Abfälle. »

§ 2. Dem Königlichen Erlass vom 9. Februar 1976, der die allgemeine Ordnung über die giftigen Abfälle festlegt, wird ein Artikel 27 bis mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

« Artikel 27 bis. 1. Unter « Genehmigung zum Erwerb » in Sinne von Artikel 24 Punkt 2 und von Artikel 25 dieses Erlasses versteht man « Zulassung als Sammler »;

2. Die im vorliegenden Kapitel erwähnte Gebühr wird auf das Konto der Dienststelle oder, bis zu deren Errichtung, des Ministeriums der Wallonischen Region, Dienststelle für Abfallbehandlung, eingezahlt oder überwiesen. »

§ 3. Dem Artikel 33 des Königlichen Erlasses vom 9. Februar 1976, der die allgemeine Ordnung über die giftigen Abfälle festlegt, wird folgender Absatz hinzugefügt:

« Was den Schutz der Umgebung und der Umwelt sowie die Abfuhr und die Aufbereitung der Abfälle anbelangt, so versteht man in der Wallonischen Region unter « Zulassungskommission » die beratende Kommission in Sachen Abfälle im Sinne von Artikel 37 des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle. »

§ 4. Dem Königlichen Erlass vom 9. Februar 1976, der die allgemeine Ordnung über die giftigen Abfälle festlegt, wird ein Artikel 37 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

« Artikel 37. Die Artikel 3, 5 bis 23, 35 und 36 dieses Erlasses gelten nicht mehr in der Wallonischen Region, was den Schutz der Umgebung und der Umwelt sowie die Abfuhr und die Aufbereitung der Abfälle betrifft. »

§ 5. Jede vor Inkrafttreten dieses Erlasses ausgestellte Zulassung einer Vernichtungs-, Neutralisierungs- oder Beseitigungsanlage für giftige Abfälle gilt weiterhin bis zu dem Tag, an dem ein Beschluss über den Antrag auf Zulassung als Entsorger giftiger oder gefährlicher Abfälle, den der Betreffende innerhalb zwölf Monaten nach Inkrafttreten dieses Erlasses einreichen muss, gefasst wird.

§ 6. Jede vor Inkrafttreten dieses Erlasses ausgestellte Genehmigung zum Erwerb giftiger Abfälle gilt weiterhin bis zu dem Tag, an dem ein Beschluss über den Antrag auf Zulassung als Sammler giftiger oder gefährlicher Abfälle, den der Betreffende innerhalb zwölf Monaten nach Inkrafttreten dieses Erlasses einreichen muss, gefasst wird.

§ 7. Jede vor Inkrafttreten dieses Erlasses ausgestellte Zulassung einer für die Vernichtung, die Neutralisierung oder die Beseitigung giftiger Abfälle verantwortliche Person kann weiterhin bis zum Ablauf der festgesetzten Frist gelten.

Art. 75. Der Königliche Erlass vom 3. Oktober 1975 über die Verhütung der Verschmutzung des Oberflächenwassers durch Altöle findet nicht mehr Anwendung in der Wallonischen Region.

Jede vor Inkrafttreten dieses Erlasses ausgestellte Zulassung als Sammler von Altölen gilt weiterhin bis zu dem Tag, an dem ein Beschluss über den Antrag auf Zulassung als Sammler von Altölen im Sinne dieses Erlasses, den der Betreffende binnen zwölf Monaten nach Inkrafttreten dieses Erlasses einreichen muss, gefasst wird.

Art. 76. Unbeschadet der Beachtung des Dekrets, des Gesetzes vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle sowie sämtlicher internationaler Akten, die die Wallonische Region zu beachten hat, kann der Minister durch begründeten Beschluss:

1. Kategorien von Abfällen bestimmen, für die gewisse Bestimmungen dieses Erlasses, die er angibt, nicht gelten, weil diese Abfälle die Gesundheit des Menschen und die Umwelt kaum gefährden;

2. Bestimmungen dieses Erlasses in bezug auf die Vorgänge oder Tätigkeiten, die er angibt, anpassen, weil diese Vorgänge bzw. Tätigkeiten gelegentlich erfolgen oder nicht gefährlich sind.

Art. 77. Der Minister ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Art. 78. Vorliegender Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Brüssel, am 12. November 1987.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

D. DUCARME

Anlage I

Auskünfte im Hinblick auf die Erteilung der erforderlichen Genehmigung bei der Lagerung, der Ablagerung oder der Einbringung von Abfällen aus der Titandioxid-Produktion

- A. Eigenschaften und Zusammensetzung des Stoffes :**
1. Gesamtmenge und durchschnittliche Zusammensetzung des Stoffes (z.B. pro Jahr),
 2. Form (z.B. fest, schlammförmig, flüssig oder gasförmig),
 3. Eigenschaften : physikalische (z.B. Löslichkeit und Dichte), chemische und biochemische (z.B. Sauerstoffbedarf) und biologische,
 4. Giftigkeit,
 5. Beständigkeit : physikalische, chemische und biologische.
 6. Anreicherung und biologische Umwandlung in biologischen Stoffen und Sedimenten.
 7. Anfälligkeit für physikalische, chemische und biochemische Veränderungen und Wechselwirkung zwischen dem Stoff und anderen organischen und anorganischen Stoffen in der betroffenen Umwelt.
- B. Eigenschaften des Ortes der Ablagerung, der Lagerung oder der Einbringung und Arten der Beseitigung :**
1. Geographische Lage.
 2. Merkmale der angrenzenden Gebiete.
 3. gegebenenfalls Art der Verpackung und des Behälters.
 4. Merkmale der Arten der Ablagerung, der Lagerung oder der Einbringung, einschliesslich der Beurteilung der Vorsorgemassnahmen, die zur Verhütung der Wasser-, Boden- und Luftverschmutzung getroffen worden sind.
- Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. November 1987 über gewisse Kategorien von Abfällen beigefügt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

D. DUCARME

Anlage II

Überwachung und Kontrolle der Beseitigung der Abfälle aus der Titandioxid-Produktion

- A. Kontrolle der Abfälle :**
- Die Beseitigung erfolgt in Verbindung mit nachstehenden Massnahmen :
1. Kontrolle der Menge, der Zusammensetzung und der Giftigkeit der Abfälle, um festzustellen, ob die Voraussetzungen für die Lagerungs-, Ablagerungs- oder Einbringungsgenehmigung erfüllt sind.
 2. Untersuchungen über die akute Giftigkeit bei gewissen Arten von Weichtieren, Schalentieren, Fischen und Plankton und vorzugsweise bei Arten, die in den Einleitungsgebieten normalerweise vorkommen. Ausserdem werden Untersuchungen an Exemplaren der Art Salinenkrebs (*Artemia salina*) durchgeführt.
- Diese Untersuchungen dürfen innerhalb 36 Stunden und bei einer Verdünnung der Abfallstoffe von 1/5000 bei ausgewachsenen Exemplaren der untersuchten Arten keine höhere Mortalität als 20 %, und bei Larven keine höhere Mortalität als bei einer Kontrollgruppe ergeben.
- B. Überwachung und Kontrolle der betroffenen Umwelt :**
- Im Falle der Lagerung, Ablagerung oder der Einbringung schliesst die Kontrolle insbesondere folgendes ein :
1. Untersuchungen, um festzustellen, ob sich keine nachteiligen Folgen für Oberflächengewässer oder unterirdische Gewässer ergeben haben.
- Diese Untersuchungen müssen sich unter anderem auf folgendes beziehen :
- den Säuregehalt;
 - den Eisengehalt (gelöst oder schwebend);
 - den Kalziumgehalt;
 - gegebenenfalls die Konzentration von toxischen Metallen (gelöst oder schwebend).
2. gegebenenfalls Untersuchungen zur Feststellung des unter Umständen an der Struktur des Untergrunds entstandenen Schadens;
 3. allgemeine ökologische Beurteilung des Gebiets in der Nähe des Ortes der Ablagerung, der Lagerung oder der Einbringung.
- Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. November 1987 über gewisse Kategorien von Abfällen beigefügt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten, und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

D. DUCARME

Anlage III

 Art der Beseitigung von Abfällen aus der Titandioxid-Produktion :
 Einleitung in die Luft :

Bereiche	Parameter deren Bestimmung		Mindesthäufigkeit der Probenahmen und der Analysen/Jahr	Bemerkungen
	obligatorisch ist	fakultativ ist		
Luft	Schwefeldioxid (SO ₂) (1) Chlor (2)	Staub	fortlaufend	1. Gebiet mit einem bestehenden Netz zur Überwachung der Luftverschmutzung, das mindestens eine Meßstation in der Nähe des Standorts der Produktionsanlage umfaßt, die für die von diesem Standort ausgehende Verschmutzung repräsentativ ist.
			12 (*)	2. Gebiet ohne Überwachungsnetz. Messung der Gesamtmenge der gasförmigen Emissionen der Produktionsanlage. Im Falle mehrerer Emissionsquellen einer Anlage kann die aufeinanderfolgende Messung dieser Emissionen in Aussicht genommen werden. Die Referenzmeßmethode für Schwefeldioxid entspricht der Methode nach Anhang III der Richtlinie 80/779/EWG des Rates vom 15. Juli 1980 über Grenzwerte und Leitwerte der Luftqualität für Schwefeldioxid und Schwebestaub. (ABl. Nr. L 229 vom 30.8.1980, S 30).

- Soweit das Sulfatverfahren angewendet wird.
- Zu berücksichtigen, wenn der Stand der Meßtechnik eine geeignete Messung ermöglicht und soweit das Chlorverfahren angewendet wird.
- Die Angaben müssen ausreichend repräsentativ und aussagekräftig sein.

Art der Abfallbeseitigung : Bodenlagerung und Ablagerung auf dem Boden

Bereiche	Parameter, deren Bestimmung		Mindesthäufigkeit der Probenahmen und der Analysen/Jahr	Referenzmeßmethoden
	obligatorisch ist	fakultativ ist		
1. Ungefiltertes Oberflächenwasser um den Standort im Einflußbereich der Lagerung und an einem Punkt außerhalb dieser Zone (1) (2) (3)	pH (pH-Einheit)		1	Elektrometrie, Messung gleichzeitig mit der Probenahme
	SO ₄ (4) (mg/l)		1	— Gravimetrie — Komplexometrie mit Äthylendiamintetraessigsäure — Molekularabsorptionsspektrophotometrie
2. Ungefiltertes Grundwasser um den Standort, ggf. einschließlich der Grundwasserabflüsse (1) (2)	Ti (5) (mg/l)	V, Mn, Ni, Zn (mg/l)	1	Atomabsorptionsspektrometrie
	Fe (6) (mg/l)	Cr (mg/l)	1	— Atomabsorptionsspektrometrie — Molekularabsorptionsspektrophotometrie
	Ca (mg/l)		1	— Atomabsorptionsspektrometrie — Komplexometrie
		Cu, Pb (mg/l)	1	— Atomabsorptionsspektrometrie — Polarographie
	Cl (5) (mg/l)		1	Titrimetrie (Mohrsche Methode)

Bereiche	Parameter, deren Bestimmung		Mindesthäufigkeit der Probenahmen und der Analysen/Jahr	Referenzmeßmethoden
	obligatorisch ist	fakultativ ist		
Umfeld der Lagerung und Ablagerungsstelle	Visuelle Prüfung folgender Punkte : — Topographie und Bewirtschaftung des Standorts — Auswirkungen auf den Untergrund — Ökologie des Standorts		1	

- (1) Die Proben müssen in der gleichen Jahreszeit entnommen werden.
 (2) Bei der Kontrolle von Oberflächenwasser und Grundwasser wird etwaigen Einleitungen aus Wasser, das aus dem Bereich der Lagerung der Abfälle abfließt, besondere Beachtung geschenkt.
 (3) Die Proben müssen, wenn möglich, 50 cm unterhalb der Wasseroberfläche entnommen werden.
 (4) Bestimmung obligatorisch, wenn Abfälle gelagert oder abgelagert werden, die aus dem Sulfatverfahren stammen.
 (5) Bestimmung obligatorisch, wenn Abfälle gelagert oder abgelagert werden, die aus dem Chlorverfahren stammen.
 (6) Dazu gehört auch die Bestimmung des Fe auf dem Filtrat (Schwebstoffe).

Art der Abfallbeseitigung : Versenkung in den Untergrund

Bereiche	Parameter, deren Bestimmung		Mindesthäufigkeit der Probenahmen und der Analysen/Jahr	Referenzmeßmethoden
	obligatorisch ist	fakultativ ist		
1. Ungefiltertes Oberflächenwasser um den Standort im Einflußbereich der Einbringung	pH (pH-Einheit)		1	Electrometrie. Die Messung erfolgt gleichzeitig mit der Probenahme
	SO ₄ (1) (mg/l)		1	— Gravimetrie — Komplexometrie mit Aethylendiamintetraessigsäure — Molekularabsorptionsspektrophotometrie
2. Ungefiltertes Grundwasser unter dem und um den Standort einschließlich der Grundwasserabflüsse	Ti (2) (mg/l)	V, Mn, Ni, Zn (mg/l)	1	Atomabsorptionsspektrometrie
	Fe (3) (mg/l)	Cr (mg/l)	1	— Atomabsorptionsspektrometrie — Molekularabsorptionsspektrophotometrie
	Cu (mg/l)		1	— Atomabsorptionsspektrometrie — Komplexometrie
		Cu, Pb (mg/l)	1	— Atomabsorptionsspektrometrie — Polarographie
	Cl (2) (mg/l)		1	Titrimetrie (Mohrsche Methode)
Umwelt Topographie	Stabilität des Bodens		1	Photographische und topographische Kontrolle
	Durchlässigkeit Porosität		1	Pumpversuche Bohrdiagramme

- (1) Bestimmung obligatorisch, wenn in den Untergrund Abfälle eingebracht werden, die aus dem Sulfatverfahren stammen.
 (2) Bestimmung obligatorisch, wenn in den Untergrund Abfälle eingebracht werden, die aus dem Chlorverfahren stammen.
 (3) Dazu gehört auch die Bestimmung des Fe auf dem Filtrat (Schwebstoffe).

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. November 1987 beigelegt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M WATHELET

Der Minister der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

D. DUCARME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 88 — 804

12 NOVEMBER 1987

Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende bepaalde categorieën afvalstoffen

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de Richtlijn 75/439/EEG van 18 juni 1975 betreffende de verwijdering van afgewerkte olie, gewijzigd bij de Richtlijn 87/101/EEG van 22 december 1986; de Richtlijn 75/442/EEG van 15 juli 1975 betreffende afvalstoffen; de Richtlijn 76/403/EEG van 6 april 1976 betreffende de verwijdering van polychloorbifenylen en polychloorterfenylen; de Richtlijn 78/176/EEG van 20 februari 1978 betreffende de afval van de titaandioxyde-industrie, gewijzigd bij de Richtlijn 83/29/EEG van 24 januari 1983; de Richtlijn 78/319/EEG van 20 maart 1978 betreffende toxische en gevaarlijke afvalstoffen; de Richtlijn 82/883/EEG van 3 december 1982 betreffende de voorschriften voor het toezicht op en controle van de milieus betrokken bij lozingen van de titaandioxyde-industrie;

Gelet op het decreet van 5 juli 1985 met betrekking tot de afval, alsmede het besluit van de Executieve van 23 juli 1987 met betrekking tot de gecontroleerde stortplaatsen en het besluit van de Executieve van 9 juli 1987 betreffende het toezicht op de uitvoering van de bepalingen inzake afval en giftige afval;

Gelet op de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval, alsmede het koninklijk besluit van 9 februari 1976 houdende algemeen reglement op de giftige afval;

Gelet op het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming, goedgekeurd bij het besluit van de Regent van 11 februari 1946, inzonderheid op titel I;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 oktober 1975 betreffende de voorkoming van de oppervlaktewaterverontreiniging door afvalolie;

Gelet op het advies van de Afvalcommissie bekendgemaakt op 6 oktober 1987;

Overwegende de verslechting van de toestand in het Waalse Gewest inzake afval en de risico's dat die toestand aan het leefmilieu en aan de openbare gezondheid doet lopen;

Overwegende dat het geboden is maatregelen te nemen ten einde de wetgeving toepasselijk op de afval in het Waalse Gewest aan de Europese richtlijnen aan te passen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw en na beraadslaging erover,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden*

Artikel 1. § 1. In de zin van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

1° decreet : het decreet van de Waalse Regionale Raad van 5 juli 1985 met betrekking tot de afval;

2° afval : alle door het decreet bedoelde afval, met inbegrip van de giftige afval in de zin van de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval;

3° giftige afval : alle giftige afval in de zin van de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval;

4° gevaarlijke afval :

a) alle afval die vatbaar is gestort te worden in stortplaatsen van klasse 1 zoals bepaald bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 met betrekking tot de gecontroleerde stortplaatsen. De criteria inzake gevaar zijn die bepaald in artikel 723 bis, 3° van het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming; onverminderd deze bepaling worden eveneens als gevaarlijk afval beschouwd, de afvalhoudende stoffen vermeld in tabel 4 van bijlage 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 met betrekking tot de gecontroleerde stortplaatsen;

b) afgewerkte olie;

c) PCB's;

d) afvalstoffen van de titaandioxyde-industrie;

De huishoudelijke afvalstoffen bedoeld sub b) en c) worden, in de zin van artikel 3, 11° van het decreet, als bijzondere afval beschouwd.

5° afgewerkte olie : alle soorten smeer- of industriële olie op minerale basis die ongeschikt zijn geworden voor het gebruik waarvoor zij oorspronkelijk waren bestemd en in het bijzonder afgewerkte olie van verbrandingsmotoren en van transmissiesystemen, alsmede minerale olie voor machines, turbines en hydraulische systemen;

6° PCB's : polychloorbifenylen, polychloorterfenylen, of mengsels die polychloorbifenylen en/of polychloorterfenylen bevatten voor zover zij gebruikt zijn of zich in niet meer gebruikte voorwerpen of apparaten bevinden;

7° inzameling : het inzamelen en het vervoer van afvalstoffen tot aan hun stortplaats;

8° erkende ophaler : degene die tot de inzameling van afvalstoffen overgaat en die daartoe de door dit besluit voorziene erkenning gekregen heeft;

9° verwijdering : de operaties inzake inzameling, vervoer, opslag, sorteren en behandeling van afvalstoffen, hetzij met het oog op het terugwinnen van herbruikbare elementen en materialen en van de energie die zij bevatten, hetzij met het oog op het afstoten ervan in het natuurlijke milieu onder omstandigheden die ertoe geëigend zijn de gezondheid van de mens en de bewaring van het leefmilieu te verzekeren;

10° erkend vernietiger : degene die tot de wegwerking van afvalstoffen overgaat en die daartoe de door dit besluit voorziene erkenning gekregen heeft; wat de wegwerking van giftige afvalstoffen betreft, is voor de toepassing van dit besluit in de zin van het koninklijk besluit van 22 juli 1974, een centrum erkend voor de vernietiging, de neutralisering of de wegwerking van giftige afval, een centrum geëxploiteerd door een erkend vernietiger;

11° minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de bescherming van het Leefmilieu en de wegruiming en de behandeling van afval behoren;

12° dienst afvalbeheer : de dienst afvalbeheer van het Ministerie van het Waalse Gewest;

13° dienst : de Waalse Gewestelijke Dienst van niet uit de huishouding afkomstig afval;

14° afvalcommissie : de commissie van advies inzake afval opgericht krachtens artikel 37 van het decreet;

15° technisch ambtenaar : de directeur-generaal van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest of zijn afgevaardigde.

§ 2. In de zin van dit besluit, wat de bepalingen over afgewerkte olie betreft, dient te worden verstaan onder :

1° behandeling : de handelingen die dienen om hergebruik, dat wil zeggen regeneratie en verbranding van afgewerkte olie, mogelijk te maken;

2° regeneratie : elk procédé dat door middel van zuivering van afgewerkte olie, met name door afscheiding van verontreinigingen, oxidatieproducten en additieven, basisolie oplevert;

3° verbranding : het gebruik van afgewerkte olie als brandstof onder adequate terugwinning van de geproduceerde warmte;

4° garagehouders : exploitanten van etablissementen die met het kopen, het onderhoud en de herstelling van voertuigen voorzien van een interne verbrandingsmotor belast zijn.

Art. 2. § 1. Het is verboden giftige of gevaarlijke afvalstoffen af te staan, behalve :

1° indien de houder van dergelijke afvalstoffen voor de verwijdering ervan zelf zorgt overeenkomstig het decreet en zijn uitvoeringsbesluiten;

2° indien de houder die afvalstoffen aan een ophaler of aan een bedrijf erkend overeenkomstig de bepalingen van dit besluit om afvalstoffen te verzamelen of te verwijderen afgeeft;

3° indien de houder die afvalstoffen aan een buiten het Waalse Gewest gelegen inrichting afgeeft en waarvan de afgever ervoor zorgt dat zij behoorlijk gemachtigd is afvalstoffen te verwijderen.

§ 2. De garagehouders die olie vervangen en de openbare besturen die containers gebruiken mogen afgewerkte olie ontstaan door de normale werking van een huishouden en die hen werd toevertrouwd, aannemen.

Afvalolie ontstaat door de normale werking van een huishouden of van een kleine gebruiker kan afgegeven worden aan garagehouders of gedeponneerd worden in voor dit doel voorziene afvaloliecontainers voor selectieve inzameling. De zo opgehaalde afvalolie dient aan een erkende ophaler of aan een erkend bedrijf belast met de verwijdering van afgewerkte olie te worden afgegeven.

Art. 3. De kosten van de inzameling en de kosten van de verwijdering van giftige en gevaarlijke afvalstoffen afgegeven aan een derde, dienen te worden gedragen door de persoon die die afval afgeeft met inachtneming van de berekeningsregelen vastgesteld tot dit einde in de erkenningsakte als ophaler of vernietiger van giftige of gevaarlijke afvalstoffen.

HOOFDSTUK II. — Erkennen van ophalers van giftige of gevaarlijke afvalstoffen

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 4. Voor het ophalen van giftige of gevaarlijke afval is vooraf een erkenning als ophaler vereist.

Eenieder die giftige of gevaarlijke afval verwerft en die die afval door een derde laat verzamelen, aanvaardt de verantwoordelijkheid van die inzameling en dient vooraf te worden erkend als ophaler.

Art. 5. § 1. De erkenning als ophaler van giftige of gevaarlijke afval kan slechts verleend worden aan de personen die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° indien het gaat om een natuurlijk persoon :

a) Belgisch staatsburger zijn of van elke andere lid-Staat van de Europese Gemeenschappen;

b) in het bezit zijn van zijn burgerlijke en politieke rechten;

c) niet veroordeeld zijn wegens een ernstige overtreding op titel 1 van het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming, op de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval, op de wet van 9 juli 1984 betreffende de invoer, de uitvoer en de doorvoer van afvalstoffen, op het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen of op elke gelijkwaardige wetgeving in een lid-Staat van de Europese Gemeenschappen;

d) beschikken over de technische middelen en geldelijke waarborgen die de exploitatie van giftige of gevaarlijke afvalstoffen mogelijk maken overeenkomstig de bepalingen van het decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan, alsmede de voorschriften inzake vervoer van gevaarlijke stoffen of van brandbare vloeistoffen;

e) zich formeel verplichten tot de ondertekening van een verzekeringscontract voor de burgerlijke aansprakelijkheid die het gevolg is van verrichtingen met betrekking tot het verzamelen van afval en een afschrift van dit contract afgeven aan de Minister voor de toepassing van de erkenningsakte, waarbij in het contract wordt vastgesteld, voor de giftige afval :

— dat geen enkele nietigheid, exceptie of verval ingebracht zal worden tegen benadeelde derden;

— dat de opschorting of de opzegging van het contract slechts van kracht worden na het verstrijken van een periode van drie maanden na de dag waarop de reden van de opschorting of de opzegging werd betekend aan de Minister;

2° indien het gaat om een rechtspersoon in de vorm van een vennootschap :

a) opgericht zijn overeenkomstig de Belgische wetgeving of die van een andere lid-Staat van de Europese Gemeenschappen en haar maatschappelijke zetel, haar hoofdkantoor en haar directie- of administratiekantoren in deze Gemeenschappen gevestigd hebben;

b) minstens over de helft van het kapitaal beschikken, rechtstreeks of onrechtstreeks in handen van één of meer natuurlijke personen die gevestigd zijn in België in een andere lid-Staat van de Europese Gemeenschappen, of van één of meer Belgische publiekrechtelijke rechtspersonen, of van één of meer rechtspersonen die zijn opgericht overeenkomstig de Belgische wetgeving of die van een andere lid-Staat van de Europese Gemeenschappen;

c) onder de beheerders, bedrijfsleiders of andere personen die de maatschappij kunnen verbinden, slechts personen tellen die voldoen aan de voorwaarden die bepaald zijn in punt 1°, a) tot c) van dit artikel;

d) voldoen aan de voorwaarden bepaald onder de punten 1°, d) en e) van dit artikel, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks door middel van een borg gegeven door één of meer personen die voldoen aan de voorwaarden bepaald onder de punten 1°, a) tot c) van dit artikel;

3° indien het gaat om een publiekrechtelijk rechtspersoon niet opgericht in de vorm van een vennootschap :

a) onder de leden van het uitvoerend college en de leden van het personeel dat verantwoordelijk is voor het beheer van de inzameling slechts personen tellen die voldoen aan de voorwaarden die bepaald zijn onder de punten 1, a) tot c) van dit artikel;

b) voldoen aan de voorwaarden bedoeld onder de punten 1, d) en e) van dit artikel.

§ 2. De Minister kan de technische middelen bepalen waarover de aanvrager moet kunnen beschikken om als ophaler van giftige of gevaarlijk afval erkend te worden.

Art. 6. § 1. De aanvraag om erkenning wordt ingediend bij de Minister.

§ 2. De aanvraag gaat vergezeld van de volgende documenten :

1° indien het gaat om een natuurlijk persoon :

- a) de naam en woonplaats van de aanvrager;
- b) de aanwijzing van de afvalstoffen die zullen opgehaald worden vastgesteld op basis van bijlage 1 van het besluit van 23 juli 1987 met betrekking tot de gecontroleerde stortplaatsen;
- c) een nota waarin de ophalingscapaciteit wordt beschreven;
- d) de bestemming van de opgehaalde afvalstoffen;
- e) een nota waarin worden beschreven de maatregelen bestemd om ieder gevaar voor de gezondheid van de mens en iedere schade voor het leefmilieu te vermijden;
- f) een bewijs van goed gedrag en zeden;
- g) een nota betreffende de technische middelen en de geldelijke waarborgen waarover de aanvrager in eigendom of in uitvoering van contracten gesloten met derden beschikt, met het oog op het ophalen van giftige of gevaarlijke afvalstoffen, volgens de bepalingen van het decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan, alsmede de bepalingen inzake vervoer en alle bewijsstukken hieromtrent;

h) de formele verbintenis het in artikel 5 bedoelde verzekeringscontract te ondertekenen en een afschrift van dit contract af te geven aan de Minister voor de toepassing van de erkenningsakte;

2° indien het gaat om een rechtspersoon opgericht in de vorm van een maatschappij :

- a) een afschrift van de oprichtingsakte van de maatschappij en de eventuele wijzigingen die er in werden aangebracht;
 - b) het juiste adres van de maatschappelijke zetel, het hoofdkantoor en de kantoren van de directie of van de administratie van de maatschappij;
 - c) alle documenten die staven dat aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 5, 2°, a) en b) wordt voldaan;
 - d) de nominatieve lijst van de bestuurders, bedrijfsleiders en andere personen die de maatschappij kunnen verbinden;
 - e) een bewijs van goed gedrag en zeden van elk van deze personen;
 - f) de aanwijzingen en documenten vereist onder de punten b) tot e), g) en h) van 1° van die paragraaf;
- 3° indien het gaat om een publiekrechtelijk rechtspersoon niet opgericht in de vorm van een maatschappij :
- a) de identiteit van de rechtspersoon;
 - b) de nominatieve lijst van de leden van het uitvoerend college en van de personeelsleden die verantwoordelijk zijn voor het ophalen;
 - c) een bewijs van goed gedrag en zeden van elk van die personen;
 - d) de documenten vereist onder de punten b) tot e), g) en h) van 1° van die paragraaf.

§ 3. De Minister kan alle aanvullende documenten eisen om vast te stellen of de aanvrager over voldoende technische middelen en geldelijke waarborgen beschikt.

§ 4. De Minister doet uitspraak over de aanvraag om erkenning en legt de vereiste bijzondere voorwaarden voor. De beslissing is met redenen omkleed en wordt genomen binnen een termijn van zes maanden na indiening van de aanvraag. Wanneer de aanvraag giftige afvalstoffen betreft, wordt het advies van de Afvalcommissie vereist.

Art. 7. Onverminderd alle andere voorwaarden die van aard zijn de objectieven van het decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan te verwezenlijken, wordt de beslissing inzake erkenning van een ophaler van giftige of gevaarlijke afval afhankelijk gesteld van :

1° het vormen bij de Deposito- en Consignatiekas van een borgsom ten gunste van de Dienst of, in afwachting van de oprichting hiervan, ten gunste van het Ministerie van het Waalse Gewest, Dienst Afvalbeheer, ten einde de tenuitvoerlegging van het decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan te waarborgen: voor ophalers van afvalolie bedraagt die borgsom minimum 200 F per m³ van de voorziene vervoer- en/of opslagcapaciteit;

2° het in acht nemen van de berekeningsregelen van de prijs wat de afvalinzameling betreft.

Art. 8. De beslissing wordt in een ter post aangetekende brief bericht aan de erkenningsaanvrager.

Iedere uitspraak om erkenning wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. Dit uittreksel vermeldt de identiteit van de ophaler en de aard van de afvalstoffen die opgehaald kunnen worden.

Art. 9. De Minister kan op ieder ogenblik, bij een gemotiveerde beslissing, nieuwe verbintenissen voorleggen, de erkenning opschorsen of intrekken wanneer de inzameling voor de gezondheid van de mens en voor het leefmilieu gevaarlijk is.

Art. 10. Op basis van een proces-verbaal dat een overtreding van de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval, van het decreet, van de uitvoeringsbesluiten ervan of van de erkenningsvoorwaarden vaststelt, kan de erkenning, bij een gemotiveerde beslissing, opgeschorpt of ingetrokken worden nadat de houder ervan in de mogelijkheid werd gesteld zijn verweermiddelen voor te leggen en de toestand binnen een bepaalde termijn in orde te brengen; bij bijzonder verantwoorde noodzakelijkheid kan die erkenning, zonder dat de houder ervan wordt gehoord, onmiddellijk opgeschorpt of ingetrokken worden.

Art. 11. Iedere uitspraak genomen krachtens de artikelen 9 en 10 is met redenen omkleed en wordt aan de betrokkene betekend.

Iedere erkenningsintrekking wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Afdeling 2. — Erkenning van ophalers van bijzondere categorieën afvalstoffen

Art. 12. Die afdeling is van toepassing op de inzameling van afgewerkte olie en van gebruikte PCB's of op PCB's die zich in niet meer gebruikte voorwerpen of apparaten bevinden.

Art. 13. § 1. Onverminderd de aan iedere erkende ophaler opgelegde verbintenissen brengt de erkenning als ophaler van afgewerkte olie of van PCB's voor anderzamen rekening met zich mee de verplichting alle afgewerkte olie of PCB's, waarvan de minimumhoeveelheid in de akte van erkenning is bepaald, binnen een maximum termijn van vijftien dagen met ingang van de dag waarop de aanvraag om inzameling werd ingediend, en binnen het gehele gebied dat in de akte van erkenning is bepaald, op te halen.

§ 2. Een erkenning kan slechts verleend worden voor een gebied dat ten minste een provincie omvat of voor het arrondissement Nijvel.

Art. 14. Het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte uittreksel van de beslissing tot erkenning als ophaler van afgewerkte olie of van PCB's vermeldt, naast de aanwijzingen vereist voor iedere beslissing tot erkenning als ophaler van afval, het gebied waarvoor die erkenning wordt verleend en de op te halen minimumhoeveelheid in geval van inzamelingsaanvraag.

Art. 15. Iedere erkende ophaler die, op het gebied bepaald in de akte van erkenning, afgewerkte olie of PCB's geheel of gedeeltelijk stopt op te halen, brengt de Minister er op de hoogte van, die het acht. Het opgeven heeft uitwerking met ingang van de 90e dag na de betekening ervan.

De beslissing die het opgeven van de erkenning acht, wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning van ophalers van giftige of gevaarlijke afvalstoffen*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 16. De vergunning voor de vestiging of de exploitatie van een gecontroleerde stortplaats of van een inrichting voor de verwerking van giftige of gevaarlijke afvalstoffen kan slechts verleend worden aan een ophaler die, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, erkend is om afvalstoffen van dezelfde aard als die vermeld in de aanvraag om vergunning te verwijderen.

Art. 17. § 1. De beslissing om erkenning van een exploitant met het oog op de exploitatie van een gecontroleerde stortplaats van giftige of gevaarlijke afvalstoffen vervangt de beslissing om erkenning als ophaler van die afval wanneer het storten in een gecontroleerde stortplaats de door de ophaler enige gebruikte verwijderingswijze is.

§ 2. De procedure en de voorwaarden inzake toekenning, opschorsing en intrekking van de erkenning als exploitant van een gecontroleerde stortplaats worden geregeld overeenkomstig de procedure en de voorwaarden inzake toekenning, opschorsing en intrekking van de erkenning als exploitant van een gecontroleerde stortplaats zoals vermeld in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 met betrekking tot de gecontroleerde stortplaatsen; bovendien moet bij de erkenningsaanvraag een nota die het of de voorziene verwijderingsprocédés beschrijft, gevoegd worden.

§ 3. De Minister kan de technische middelen bepalen waarover de aanvrager moet kunnen beschikken om erkend te worden als vernietiger van giftige of gevaarlijke afvalstoffen.

§ 4. Wat giftige afvalstoffen betreft, wordt iedere uitspraak die over de aanvraag om erkenning bestit, genomen op advies van de Afvalcommissie.

§ 5. Onverminderd alle andere voorwaarden die van aard zijn de objectieven van het decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan te verwezenlijken, wordt de uitspraak over de erkenning van een vernietiger van giftige afval afhankelijk gesteld van :

1° het opleggen bij de Deposito- en Consignatiekas van een borgsom ten gunste van de Dienst of, in afwachting van de oprichting hiervan, ten gunste van het Ministerie van het Waalse Gewest, Dienst Afvalbeheer, ten einde de tenuitvoerlegging van het decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan te waarborgen;

2° het in acht nemen van de berekeningsregelen van de prijs wat de afvalinzameling betreft.

Art. 18. Iedere erkenningsuitspraak wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. Dit uittreksel vermeldt de identiteit van de vernietiger en het of de toegelaten verwijderingsprocédés.

Iedere erkenningsintrekking wordt ook bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Afdeling 2. — De persoon die voor de verwijderingsverrichtingen verantwoordelijk is

Art. 19. Alle verrichtingen met betrekking tot de verwijdering van giftige of gevaarlijke afvalstoffen en die door een erkende vernietiger worden uitgevoerd, worden uitgevoerd onder het gezag van een verantwoordelijke bediende hierna genoemd « verantwoordelijk persoon » aangewezen door de werkgever en die onder arbeid-verevenkomst voltijds tewerkgesteld is.

De verantwoordelijke persoon moet, overeenkomstig de bepalingen van die afdeling, vooraf door de Minister erkend worden.

Art. 20. De verantwoordelijke persoon heeft als opdracht voortdurend te zorgen voor de inachtneming en de toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen en van de erkenningsvoorwaarden die aan de vernietiger worden opgelegd. Die persoon beveelt en houdt toezicht op de uitvoering van iedere maatregel die om de gezondheid van de mens en de bescherming van het leefmilieu te verzekeren, nodig is.

Art. 21. De verantwoordelijke persoon kan niet ontheven worden van de opdracht die hem krachtens het vorige artikel werd toevertrouwd zolang hij houder is van de erkenning.

Art. 22. § 1. De verantwoordelijke persoon kan alleen ontslagen worden voor gewichtige reden of voor economische of technische redenen vooraf erkend door het bevoegde paritair comité.

Het paritair comité wordt ertoe gehouden binnen twee maanden na ontvangst van de door de werkgever ingediende aanvraag zich uit te spreken over de verantwoording van de economische of technische redenen.

Voor de toepassing van die paragraaf wordt beschouwd als ontslag :

1° iedere contractbreuk door de werkgever, met of zonder betaling van een vergoeding voor ontslag, zonder of met opzegging betekend gedurende de in § 2 vastgestelde periode;

2° iedere contractbreuk door de werknemer voor handelingen die voor hem een grond uitmaken tot verbreking van het contract zonder opzegging of vóór het verschijnen van de vervaltijd.

§ 2. De verantwoordelijke persoon geniet van de bepalingen van § 1 tot het vervallen van een periode, die de intrekking van zijn erkenning volgt, waarvan de duur bedraagt :

- 2 jaar wanneer hij minder dan 10 dienstjaren heeft;
- 3 jaar wanneer hij 10 tot minder dan 20 dienstjaren heeft;
- 4 jaar wanneer hij 20 dienstjaren of meer in de maatschappij heeft.

De bepalingen van die paragraaf zijn niet meer van toepassing op de persoon die de leeftijd van het rustpensioen bereikt, behalve wanneer het regelmatig in die maatschappij de gewoonte is de categorie werknemers, waaruit hij deel uitmaakt, in dienst te stellen.

§ 3. Wanneer de werkgever de bepalingen van §§ 1 en 2 niet in acht neemt, wordt hij ertoe gehouden aan de ontslagen persoon, onverminderd het recht op hogere vergoedingen betaald krachtens het contract of gewoonten, of onverminderd alle andere schadevergoedingen voor materiële of immateriële schade, een vergoeding te betalen die gelijk is aan de lopende bezoldiging die met de duur van de in § 2 vastgestelde periode overeenstemt.

Art. 23. De erkenning als verantwoordelijke persoon kan slechts verleend worden aan personen die aan de in artikel 5, 1^o, a) tot c) van dit besluit bedoelde bepalingen, alsmede aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1^o een voldoende ervaring inzake giftige of gevaarlijke afvalstoffen hebben;
- 2^o houder zijn van een diploma van burgerlijk scheikundig ingenieur of van licentiaat in de scheikunde of ingenieur in de scheikunde en de landbouwindustrieën.

Art. 24. § 1. De aanvraag om erkenning wordt bij de Minister ingediend.

§ 2. De aanvraag wordt vergezeld van de volgende documenten :

- 1^o de naam en woonplaats van de aanvrager;
- 2^o een getuigschrift van de erkende vernietiger die de aanvrager als verantwoordelijke persoon aanwijst;
- 3^o alle documenten waarmee het mogelijk is te staven dat aan de voorwaarden vastgesteld in het vorige artikel wordt voldaan;

4^o een curriculum vitae;

5^o een uittreksel van het strafregister van de aanvrager.

De Minister kan alle nodige aanvullende documenten eisen.

Art. 25. De erkenning wordt verleend voor de door de Minister vastgestelde termijn.

Die erkenning wordt door de Minister ingetrokken wanneer de verantwoordelijke persoon zijn opdracht overeenkomstig zijn objectieven niet meer kan uitvoeren, de betrokkene wordt vooraf gehoord.

Afdeling 3. — Erkenning van vernietigers van bijzondere categorieën afvalstoffen

Art. 26. Die afdeling is van toepassing op het verwijderen, voor andermans rekening, van afgewerkte olie en van PCB's die zich in niet meer gebruikte voorwerpen of apparaten bevinden.

Art. 27. § 1. Onverminderd de aan iedere erkende vernietiger opgelegde verplichtingen, brengt de erkenning als vernietiger van afgewerkte olie of van PCB's voor andermans rekening met zich mee de verplichting alle afgewerkte olie of PCB's, die hem door een houder of een erkende ophaler worden afgegeven en waarvan de minimum hoeveelheid in de akte van erkenning is bepaald, aan te nemen en te verwijderen. Een erkende vernietiger kan niet afgewerkte olie of PCB's aannemen indien hij die stoffen in een inrichting waarvan de vestiging en de exploitatie worden gemachtigd, niet kan verwijderen.

§ 2. Voor zover mogelijk en wat afgewerkte olie betreft, moet ieder beslissing om erkenning ervoor zorgen dat de verwijdering door het regenereren of de verbranding wordt uitgevoerd.

Art. 28. Het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte uittreksel van een beslissing tot erkenning als vernietiger van afgewerkte olie of van PCB's vermeldt, naast de aanwijzingen vereist voor iedere beslissing tot erkenning als vernietiger van afval, de minimumhoeveelheid die de vernietiger moet aannemen in geval van inzamelingsaanvraag.

Art. 29. Iedere erkende vernietiger die afgewerkte olie PCB's geheel of gedeeltelijk stopt te verwijderen, brengt de Minister er op de hoogte van, die het acht. Het opgeven heeft uitwerking met ingang van de 90e dag na betekening ervan.

De beslissing die het opgeven van de erkenning acht, wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

HOOFDSTUK IV

Informaties betreffende het bezit en de afgifte van giftige en gevaarlijke afvalstoffen

Afdeling 1. — Melding van bezit van giftige en gevaarlijke afvalstoffen

Art. 30. § 1. Iedereen die giftige of gevaarlijke afvalstoffen, met uitsluiting van afgewerkte olie, in bezit heeft, hetzij omdat hij die afval voortgebracht heeft, hetzij omdat die afval aan hem werd afgegeven, verklaart dit bezit aan de dienst afvalbeheer aan de hand van een formulier dat de volgende gegevens omvat :

- 1^o hoeveelheid, aard en natuurkundige en scheikundige kenmerken van de afvalstoffen die hij bezit;
- 2^o herkomst en localisatie van de afvalstoffen;
- 3^o verwijderingsmethoden en -plaats van die afvalstoffen;
- 4^o in voorkomend geval, de datum van ontvangst van die afvalstoffen met vermelding van de naam of benaming, van het adres of van de maatschappelijke zetel van de natuurlijke persoon of van de rechtspersoon die die afval heeft afgegeven.

De technische ambtenaar kan opleggen dat een analyseverslag van de afvalstof bij het meldingsformulier wordt gevoegd ter verduidelijking van de aard of samenstelling van die afval.

§ 2. Ingeval zich wijzigingen voordoen in aard of samenstelling van afval die reeds gemeld werden en ingeval wanneer er nieuwe afval bij de afvalvoortbrenger ontstaat, dient die afval aan de dienst afvalbeheer te worden gemeld vooraleer tot afgifte kan worden overgegaan.

§ 3. De Minister stelt het model van het meldingsformulier vast, alsmede de modaliteiten waarvolgens dit formulier ter beschikking van de betrokkenen gesteld wordt. Hij gebruikt voor het opmaken van het formulier de gegevens vermeld in bijlage 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 met betrekking tot de gecontroleerde stortplaatsen.

Art. 31. De door de afvalvoortbrenger zelf opgestelde verklaring van bezit van afval moet binnen de tien eerste dagen van de tweede maand van elk jaar worden afgelegd; die melding omvat gegevens met betrekking tot het verstreken jaar, alsmede een raming voor het lopende jaar.

De eerste verklaring wordt afgelegd binnen zes maanden met ingang van de bekendmaking van dit besluit. Zij omvat de beschikbare gegevens voor het jaar 1987 en een raming voor het jaar 1988.

Art. 32. De door een andere persoon dan de afvalvoortbrenger opgestelde verklaring wordt afgelegd iedere maand, binnen tien dagen na het vervallen van de referentiemaand.

Afdeling 2. — Informaties betreffende de afgifte van giftige of gevaarlijke afvalstoffen

Art. 33. § 1. Bij iedere afvalafgifte wordt iedere voortbrenger, ophaler en vernietiger van afval andere dan uit de huishouding afkomstige afvalstoffen, met uitsluiting van afgewerkte olie, ertoe gehouden, overeenkomstig de bepalingen van die afdeling, formulieren in te vullen waarvan de Minister het model vaststelt.

§ 2. De Minister kan iedere bepaling treffen om het gebruik van de informatica toe te laten ten einde de bepalingen van die afdeling in acht te nemen.

§ 3. Elk formulier omvat de volgende gegevens :

- 1° hoeveelheid, aard, natuurkundige en scheikundige kenmerken van de afgegeven afvalstoffen;
- 2° plaats waarop die afval wordt geproduceerd en naam van de producent van die afval;
- 3° verwijderingsmethoden en -plaatsen van die afvalstoffen;
- 4° naam of benaming, adres of maatschappelijke zetel van de natuurlijke persoon die die afvalstoffen afgeeft;
- 5° naam of benaming, adres of maatschappelijke zetel van de natuurlijke of rechtspersoon aan wie die afvalstoffen worden afgegeven;
- 6° datum, uur en plaats van de afgifte;
- 7° datum, uur en plaats van de afvalontvangst;
- 8° wat het vervoer van de afvalstoffen betreft : datum van het vervoer, nauwkeurige eenzijdigheid van de vervoerder en van het gebruikte vervoermiddel, alsmede de eventuele tussenopslagplaatsen indien het vervoer niet in een ruk wordt verricht;
- 9° prijs waartegen de afvalstoffen worden afgegeven indien de Minister daartoe prijsberekeningsregelen heeft vastgesteld.

De technische ambtenaar kan opleggen dat een analyseverslag van de afvalstof bij het afgifteformulier wordt gevoegd ter verduidelijking van de aard en samenstelling van die afval.

De bepalingen van die afdeling zijn niet van toepassing indien de afvalvoortbrenger ook erkende vernietiger is, en indien de verwijdering van die afvalstoffen in een inrichting gelokaliseerd binnen de exploitatiezetel gebeurt.

Art. 34. § 1. Er zijn drie formulieren : een groen formulier A, een geel formulier B en een rood formulier C; elk formulier bestaat uit twee delen.

§ 2. Het groen formulier A blijft, op het ogenblik van de afgifte, in het bezit van de voortbrenger. Het geel formulier B, het rood formulier C en, indien het nodig is, het analyseverslag begeleiden de afvalstoffen tot bij de verwijderingsplaats.

De ophaler maakt het formulier C over aan de vernietiger en behoudt het formulier B.

§ 3. De groene luiken A1, gele luiken B1 en rode luiken C1 worden respectievelijk bewaard door de afvalvoortbrenger, de ophaler en de vernietiger gedurende een duur van vijf jaar. De technische ambtenaar of de, krachtens artikel 2 van het besluit van de Executieve van 9 juli 1987 betreffende het toezicht op de uitvoering van de bepalingen inzake afval en giftige afval, aangewezen ambtenaren kunnen op aanvraag onverwijld van die stukken kennis nemen.

De groene luiken A2, gele luiken B2 en rode luiken C2 worden binnen drie maanden aan de Dienst Afvalbeheer gestuurd.

Art. 35. § 1. De afvalvoortbrenger verstrekt, op ieder formulier dat hij moet invullen, de in artikel 33, § 2, eerste lid, 1° tot 3° van dit besluit vermelde gegevens en ondertekent het formulier.

§ 2. Degene die afvalstoffen afgeeft, verstrekt, op ieder formulier dat hij moet invullen, de in artikel 33, § 2, eerste lid, 1°, 4°, 6°, 8° (behalve indien het om de voortbrenger gaat) en 9° van dit besluit vermelde gegevens en ondertekent het formulier.

§ 3. Degene aan wie afvalstoffen worden afgegeven, verstrekt, op ieder formulier dat hij moet invullen, de in artikel 33, § 2, eerste lid, 1°, 5°, 7°, 8° (behalve indien het om de vernietiger gaat) en 9° van dit besluit vermelde gegevens en ondertekent het formulier.

§ 4. De aan de bepalingen van die afdeling onderworpen voortbrengers, ophalers en vernietigers kunnen, voor wat hun handtekening betreft, delegatie verlenen.

Art. 36. Het in die afdeling bedoelde formulier vervangt de in de artikelen 53 tot 55, 84 tot 86 en 112 tot 114 van het besluit van de Executieve van 23 juli 1987 met betrekking tot de gecontroleerde stortplaatsen bedoelde erkende transportbrief.

HOOFDSTUK V

Verskillende bepalingen betreffende de ophaling en de verwijdering van giftige en gevaarlijke afvalstoffen

Art. 37. Giftige en gevaarlijke afvalstoffen worden, bij het ophalen of storten ervan, zo nodig, van andere stoffen en residuen gescheiden.

Art. 38. De giftige of gevaarlijke afvalstoffen moeten op zulke wijze vervoerd en, in voorkomend geval, verpakt worden dat elk gevaar en elke verontreiniging onder invloed van het vervoer worden vermeden.

Iedere verpakking houdende giftige of gevaarlijke afval wordt gesloten en op zulke wijze geconditioneerd dat elk verlies van de inhoud wordt belet. Elke verpakking is voorzien van een aanduiding die toelaat de aard, de samenstelling en de hoeveelheid afval van de inhoud te identificeren.

Art. 39. Ten laatste één jaar na de inwerkingtreding van dit besluit moet iedere exploitant of eigenaar van plaatsen waarin giftige of gevaarlijke afvalstoffen worden of werden gestort, geloosd of opgeslagen, alle inlichtingen aan de Dienst Afvalbeheer verstrekken waarmee die afvalstoffen geïnventariseerd en geïdentificeerd kunnen worden. De Minister bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van dit besluit.

Art. 40. Een ieder die gevaarlijke maar ongiftige afvalstoffen in zijn bezit heeft en die geen vergunning verkregen heeft om een opslagplaats, een erkende stortplaats of een afvalverwerkingsinstallatie te exploiteren, moet die stoffen, ten laatste tien maanden na de inwerkingtreding van dit besluit, aan een erkende vernietiger afgeven.

HOOFDSTUK VI

Bijzondere bepalingen betreffende afvalstoffen afkomstig van de titaandioxyde-industrie

Afdeling 1. — De vergunning vereist voor het opslaan, het storten of de injectie van afvalstoffen afkomstig van de titaandioxyde-industrie

Art. 41. § 1. Het opslaan, het storten en de injectie van afvalstoffen, afkomstig van de titaandioxyde-industrie op het grondgebied van het Waalse Gewest zijn onderworpen aan een vergunning.

§ 2. Het opslaan, het storten en de injectie van afvalstoffen afkomstig van de titaandioxyde-industrie buiten het grondgebied van het Waalse Gewest zijn onderworpen aan een vergunning.

Art. 42. § 1. Onverminderd de bepalingen van dit besluit worden de aanvraagprocedure en de voorwaarden inzake toekenning, opschorsing en intrekking van de vergunning tot storting van afvalstoffen afkomstig van de titaandioxyde-industrie op het grondgebied van het Waalse Gewest, geregeld overeenkomstig de gelijkgestelde bepalingen vastgesteld door het besluit van de Executieve van 23 juli 1987 met betrekking tot de gecontroleerde stortplaatsen.

§ 2. Onverminderd het decreet en de bepalingen van dit besluit, zijn de aanvraagprocedure en voorwaarden inzake toekenning, opschorsing en intrekking van vergunningen inzake opslaan, storten en injectie van afvalstoffen afkomstig van de titaandioxyde-industrie op het grondgebied van het Waalse Gewest, de procedure en voorwaarden voorzien voor de inrichtingen van eerste klasse in hoofdstukken I en III en titel I van het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming.

§ 3. De Minister doet uitspraak over de krachtens artikel 41, § 2, vereiste aanvraag om vergunning.

§ 4. De Minister bepaalt de elementen van de aanvraagprocedure en van de voorwaarden inzake toekenning, opschorsing en intrekking van die vergunning die in deze hoofdstukken niet bepaald zijn.

Art. 43. Onverminderd iedere andere wettelijke of reglementaire bepaling omvat de aanvraag om vergunning de krachtens bijlage I van dit besluit vereiste inlichtingen.

Art. 44. Onverminderd het nakomen van andere voorschriften of algemene of bijzondere voorwaarden mag de vergunning slechts worden verleend op voorwaarde dat :

- a) de verwijdering van de afvalstoffen niet via geschiktere middelen kan geschieden;
- b) op grond van een beoordeling op basis van de beschikbare wetenschappelijke en technische kennis geen onmiddellijke of latere schadelijke gevolgen voor de grondwateren, de grond en de atmosfeer zijn te verwachten;
- c) geen schade wordt berokkend aan de recreatie, de winning van grondstoffen, de flora, de fauna, de streken van bijzonder wetenschappelijk belang en ander rechtmatig gebruik van de betrokken milieus.

Afdeling 2. — Controle van de opgeslagen, gestorte of geïnjecteerde afvalstoffen, alsmede controle van de betrokken milieus

Art. 45. In de zin van die afdeling dient te worden verstaan onder :

1^o betrokken milieu :

a) het beïnvloede milieu, dat wil zeggen het water, het aardoppervlak, de ondergrond en de lucht waarin afvalstoffen van de titaandioxyde-industrie worden opgeslagen, gestort of geïnjecteerd;

b) een niet-beïnvloed geachte naburige zone;

2^o plaats van monsterneming : het karakteristieke punt van de monsterning.

Art. 46. De beambten belast met het toezicht op de toepassing van dit besluit moeten, overeenkomstig de in bijlage II van dit besluit vermelde aanduidingen, alsmede de andere bepalingen van die afdeling, de afvalstoffen afkomstig van de titaandioxyde-industrie die worden opgeslagen, gestort of geïnjecteerd, alsmede het betrokken milieu periodiek controleren.

Art. 47. § 1. De autoriteit die krachtens afdeling I een vergunning heeft verleend, moet die vergunning opschorsen of intrekken indien uit de resultaten van de controle op de afvalstoffen bedoeld in bijlage II, deel A van dit besluit blijkt dat aan de voorwaarden van de voorafgaande vergunning niet meer langer wordt voldaan.

§ 2. De in artikel 27 van het decreet vermelde autoriteiten moeten de erin vermelde maatregelen nemen, indien uit de resultaten van de controle op het betrokken milieu blijkt dat betrokken milieu is verslechterd, alsmede het in het algemeen blijkt dat er schade wordt berokkend aan de recreatie, de winning van grondstoffen, de flora, de fauna, de streken van bijzonder wetenschappelijk belang en ander rechtmatig gebruik van de betrokken milieus.

Art. 48. Het betrokken milieu moet bewaakt worden rekening houdend met de plaatselijke milieuomstandigheden en de wijze van verwijdering, al dan niet continu, van de betrokken afvalstoffen.

Art. 49. De parameters voor toezicht en controle die op het betrokken milieu van toepassing zijn worden opgenomen in bijlage III van dit besluit.

Wanneer een parameter is opgenomen in de kolom « Bepaling verplicht » van bijlage III, moeten monsterneming en -analyse plaatsvinden voor de aangegeven milieuonderdelen.

Wanneer een parameter is opgenomen in de kolom « Bepaling facultatief » van bijlage III, moeten monsterneming en -analyse plaatsvinden, indien zulks noodzakelijk is voor de aangegeven milieuonderdelen.

Art. 50. Behoudens andersluidende bepalingen in bijlage III, worden vastgesteld van geval tot geval : de nauwkeurige plaatsen van monsterneming, de afstand van die plaatsen tot het dichtstbij gelegen punt waarop de verontreinigende stof wordt verwijderd, alsmede de diepte of de hoogte waarop die monsters worden genomen.

De monsters moeten tijdens de op elkaar volgende monsternemingen op dezelfde plaatsen en onder dezelfde omstandigheden worden genomen.

Art. 51. § 1. Voor het toezicht en de controle op een beïnvloed milieu, voor parameters waarvan de bepaling verplicht is, mag de frequentie van bemonstering en analyse niet lager liggen dan die in bijlage III van dit besluit vermelde frequenties. Wanneer evenwel is bepaald hoe de afvalstoffen zich gedragen, wat er verder mee gebeurt en welke uitwerkingen zij hebben en voor zover er geen significante verslechtering van de kwaliteit van het milieu is, kunnen die frequenties van bemonstering en van analyse worden verminderd. Indien later een significante verslechtering van de kwaliteit van het milieu wordt waargenomen die aan de afvalstoffen dan wel aan een verandering in de wijze van verwijdering van die stoffen te wijten is, worden de in bijlage III aangegeven frequenties opnieuw van toepassing.

Een onderscheid kan gemaakt worden tussen verschillende parameters waarbij de bepalingen van deze alinea worden toegepast op die parameters waarvoor geen significante verslechtering van de kwaliteit van het milieu is waargenomen.

§ 2. Voor het toezicht en de controle op een niet-beïnvloed geachte naburige zone, wordt de frequentie van bemonstering en van analyse vrij.

Art. 52. § 1. De referentiemethoden voor de vaststelling van de waarde van de parameters zijn in bijlage III vermeld. De laboratoria die andere methoden gebruiken, moeten zich ervan vergewissen dat de verkregen resultaten vergelijkbaar zijn.

§ 2. De recipiënten waarin de monsters worden bewaard, de middelen of methoden ter conservering van een deel van een monster voor de analyse van één of meer parameters, het vervoer en de bewaring van de monsters, alsmede de voorbehandeling daarvan met het oog op de analyse, mogen geen significante verandering van de analyseresultaten kunnen veroorzaken.

Art. 53. De gegevens over het toezicht en de controle op een beïnvloed milieu moeten omvatten :

— de beschrijving van de plaats van monsterneming; deze beschrijving omvat vaste gegevens die in code kunnen worden weergegeven en verschillende andere administratieve en geografische gegevens. Deze beschrijving wordt eenmaal verricht bij de vaststelling van het karakteristieke punt;

— de beschrijving van de gebruikte bemonsteringsmethoden;

- de resultaten van de metingen van de parameters waarvan de bepaling verplicht is, alsmede de resultaten van de metingen van de parameters waarvan de bepaling facultatief is;
- de meet- en analysemethoden en, in voorkomend geval, de waarnemingsdrempel, nauwkeurigheid en precisie daarvan;
- de overeenkomstig artikel 51, § 1, van dit besluit aangebrachte wijzigingen in de frequentie van bemonstering en analyse.

Art. 54. Het is mogelijk van de artikelen 48 tot 51 van dit besluit af te wijken in geval van overstromingen of natuurrampen of wegens buitengewone weersomstandigheden.

Afdeling 3. — Voorwaarden vereist van een vestiging die titaandioxyde produceert

Art. 55. De vergunning tot exploitatie vereist, krachtens het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming, voor een inrichting die titaandioxyde produceert, kan niet verleend worden wanneer zij aan een studie over de weerslagen op het milieu niet wordt voorafgegaan. Het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het leefmilieu in het Waalse Gewest is van toepassing op dit onderzoek.

Art. 56. De in het vorige artikel bedoelde vergunning kan alleen worden verleend aan de exploitant die verklaart alleen gebruik te maken van de vanuit milieu-oogpunt minst schadelijke materialen, procédés en technieken die op de markt beschikbaar zijn.

HOOFDSTUK VII. — Bijzondere bepalingen betreffende afvalolie

Afdeling 1. — In het algemeen

Art. 57. § 1. Het is verboden :

1° afvalolie te deponeren of te laten lopen in of op de bodem, in de oppervlaktewateren, in de onderaardse wateren, in de riolen en leidingen, in collectoren of op om het even welke plaats waar ze milieuverontreiniging kan veroorzaken;

2° afvalolie te verbranden, tenzij voldaan wordt aan de voorwaarden bepaald in artikel 64 van dit besluit en tenzij dit gebeurt in aangepaste installaties voor warmteopwekking.

De Minister kan nadere regelen bepalen inzake het thermisch vermogen van deze installaties.

§ 2. Het is verboden :

1° vóór of tijdens de ophaling of de opslag, aan afvalolie, water of enig andere vreemde stof zoals oplosmiddelen, reinigingsmiddelen, detergenten, antivriesmiddel, andere brandstoffen en andere stoffen toe te voegen;

2° synthetische olie met minerale olie te vermengen;

§ 3. 1° Bij de opslag of de ophaling is het verboden afvalolie met PCB's of met giftige of gevaarlijke afvalstoffen te vermengen.

2° Afgewerkte olie die meer dan 50 ppm PCB's bevatten moeten worden opgehaald en verwijderd door bevoegde bedrijven welke gemachtigd zijn tot het ophalen en het verwijderen van PCB's. De regeneratie van afgewerkte olie die PCB's bevat, kan echter worden toegestaan indien de regeneratieprocedures van zodanige aard zijn, dat de PCB's worden afgebroken of de gehaltes aan deze stof zodanig worden verminderd dat de geregeneerde olie niet meer PCB's bevat dan een maximum dat nooit meer dan 50 ppm mag bedragen.

3° De in artikel 64 bedoelde vergunning wordt slechts verleend indien de nodige technische maatregelen worden genomen om ervoor te zorgen dat afgewerkte olie die PCB's bevat, wordt verwijderd zonder vermijdbare schadelijke gevolgen voor mens en leefmilieu.

4° Afgewerkte olie die stoffen bevat welke vallen onder de definitie van giftige of gevaarlijke afvalstoffen, dienen te worden opgehaald en verwijderd door bevoegde bedrijven welke gemachtigd zijn tot het inzamelen en het verwijderen van die afvalstoffen.

§ 4. Een vergunning mag slechts verleend worden aan een bedrijf dat afgewerkte olie regeneert of als brandstof gebruikt nadat de bevoegde autoriteit zich ervan heeft vergewist dat alle passende maatregelen zijn genomen ter bescherming van gezondheid en leefmilieu, waaronder gebruikmaking van de best beschikbare technologie die geen overmatige kosten met zich brengt.

Afdeling 2. — Opslaan van afgewerkte olie

Art. 58. Voor iedere installatie met een capaciteit die groter dan of gelijk aan 20 m³ is, is het opslaan onderworpen aan een vergunning.

Alleen erkende ophalers en vernietigers kunnen daartoe een vergunning tot exploitatie indienen.

Art. 59. Onverminderd het decreet en de bepalingen van dit besluit zijn de aanvraagprocedure en de voorwaarden inzake toekenning, opschorsing en intrekking van een vergunning tot opslaan, de procedure en voorwaarden voorzien voor de inrichtingen van eerste klasse in hoofdstukken I en III van titel I van het Algemeen Reglement voor arbeidsbescherming.

Art. 60. Behalve de krachtens artikel 61 vereiste inlichtingen, dient de aanvrager documenten te voegen die het bewijs leveren :

1° dat hij over voldoende technische en financiële middelen beschikt om afvalolie op te slaan zonder verontreiniging van het leefmilieu te veroorzaken;

2° dat de opslag voldoet aan de reglementering voor het opslaan van ontvlambare vloeistoffen.

Art. 61. De vergunning wordt verleend voor een bepaalde duur; deze duur mag niet vijf jaar overschrijden.

Art. 62. Ten einde de uitvoering van het decreet en van zijn besluiten tot uitvoering te waarborgen, moet de houder van een vergunning tot opslaan een borgsom ten gunste van de Dienst of, in afwachting van de oprichting ervan, ten gunste van het Ministerie van het Waalse Gewest, Dienst Afvalbeheer, bij de Deposito- en Consignatiekas in consignatie geven. Het bedrag van de borgsom wordt vastgesteld op 200 F per kubieke meter vergunde opslagcapaciteit; de door de borgsom opgeleverde interesten worden eraan toegevoegd.

De vergunning wordt slechts van kracht vanaf het ogenblik waarop de autoriteit, waarvoor die borgsom moet gegeven worden, erkent dat de vereiste borgstelling werd gedaan.

De borgsom en de interesten worden aan de vergunningshouder terugbetaald wanneer, na het verstrijken van de termijn van die vergunning, de ambtenaar van het Ministerie van het Waalse Gewest, belast met het toezicht op de opslag, vaststelt dat aan de door het decreet en dit besluit opgelegde verplichtingen werd voldaan. In voorkomend geval, gaat de Dienst, overeenkomstig artikel 39, § 1, 1° van het decreet, tot het verwijderen van afvalolie ten laste van de borgstelling over; de Executieve verhaalt op de vergunningshouder de gedragen bijkomende kosten.

Art. 63. Het is verboden in de voor afvalolie vergunde opslagtanks of houders andere produkten te bewaren.

Afdeling 3. — Verplichtingen die aan de erkende vernietigers van afvalolie toekomen

Art. 64. Zijn aan toestemming onderworpen :

- 1° de vestiging en de exploitatie van een installatie voor het verwijderen of het verwerken van afvalolie;
- 2° de uitbreiding en de wijziging van een in 1° bedoelde installatie.

Art. 65. Onverminderd het decreet en de bepalingen van dit decreet zijn de in artikel 64 bedoelde aanvraag-procedure en voorwaarden inzake vergunningstoekenning, -opschorsing of -intrekking, de procedure en voorwaarden die van toepassing zijn op de inrichtingen van eerste klasse bedoeld in de hoofdstukken I en III, titel I, van het Algemeen Reglement voor arbeidsbescherming, met uitsluiting van artikel 14.

Art. 66. § 1er. De afvalolie die in andere installaties dan die erkend krachtens hoofdstuk III van dit besluit als brandstof wordt gebruikt, dient aan de volgende voorwaarden te voldoen :

Parameters	Testmethode	Waarde
Vlampunt	NBN T 52-110	min. 55 °C
Sedimentgehalte	NBN T 52-081	max. 1 %
Zwavelgehalte	NBN T 52-046/NBN T52-050	max. 1,0 % (m/m)
Totaal halogeen	ASTM D 808	max. 0,2 % (m/m)
Totaal sulfaat	NBN T 52-120	max. 1,8 % (m/m)
PCB-gehalte	—	max. 50 mg/kg
Organische solventen die maximum op 150 °C afdroppelen	—	max. 1 % (m/m)

Deze opgelegde parameterwaarden dienen, het watergehalte uitgezonderd, bepaald op het monster zonder vrij water.

De persoon belast met het verwijderen dient de nodige aansluitingen voor representatieve monsterneming te voorzien.

§ 2. Wanneer afgewerkte olie in installaties met een thermisch vermogen van of minder dan 3 MW, gebaseerd op de onderste verbrandingswaarde wordt verbrand, kunnen de hierna gegeven emissiegrenswaarden niet worden overschreden :

Verontreinigende stof	Grenswaarde (mg/Mm ³) (1)
Cd	0,5
Ni	1
Cr + Cu + V	1,5
Pb	5
Cl (2)	100
F (3)	5

(1) Deze grenswaarden, die niet mogen worden overschreden wanneer afgewerkte olie wordt verbrand, geven de massaconcentratie aan van de emissies van de genoemde stoffen in het uitlaatgas, herleid tot het volume van het uitlaatgas in genormaliseerde omstandigheden (273K, 1013 hPa), na aftrek van het vochtgehalte aan waterdamp en van een zuurstofgehalte in het uitlaatgas van 3 volumepercent.

In het geval bedoeld in artikel 68, § 2, 1°, eerste alinea, tweede zin, is het zuurstofgehalte dat wat overeenkomt met de normale bedrijfsomstandigheden in het betrokken proces.

(2) Gasvormige anorganische chloorverbindingen, uitgedrukt in waterstofchloride.

(3) Gasvormige anorganische fluorverbindingen, uitgedrukt in waterstoffluoride.

De emissiewaarden in SO₂ en in stof worden in de in artikel 64 bedoelde akte tot machtiging vastgesteld.

§ 3. Wanneer afgewerkte olie in installatie met een thermisch vermogen van meer dan 3 MW, gebaseerd op de onderste verbrandingswaarde wordt verbrand, worden de emissiegrenswaarden van de hierna vermelde verontreinigende stoffen vastgesteld in de in artikel 64 bedoelde akte tot machtiging : Cd, Ni, Cr, Cu, V, Pb, Cl, F en stof.

Art. 67. De exploitatie van een installatie waar afgewerkte olie wordt geregenereerd, mag geen vermijdbare milieuschade veroorzaken.

De risico's in verband met de hoeveelheid residuen afkomstig van de regeneratie en hun toxische en gevaarlijke eigenschappen moeten tot een minimum worden beperkt.

Die residuen dienen te worden verwijderd in een installatie waar giftige of gevaarlijke afvalstoffen kunnen verwijderd worden.

De uit de regeneratie voortgekomen basisolie kan noch toxische of gevaarlijke afvalstof vormen, noch PCB's en PCT's bevatten in concentraties die 50 mg/kg overschrijden.

Afdeling 4. — Afgiftcattest en afvalolieregister

Art. 68. § 1. Elke persoon die jaarlijks 500 liter of meer afvalolie voortbrengt, moet een register aanleggen dat de volgende gegevens vermeldt :

- a) de dagelijkse hoeveelheden en de kwaliteit van de geproduceerde afvalolie;
- b) de herkomst en de lokalisatie van die afvalolie;
- c) de dagelijkse hoeveelheden overgedragen afvalolie met vermelding van de naam of van de benaming, van het adres of van de maatschappelijke zetel van de natuurlijke of rechtspersoon aan wie zij werd overgedragen.

§ 2. Een uittreksel van het in § 1 vermelde register wordt driemaandelijks aan de Dienst Afvalbeheer toegezonden.

Art. 69. § 1. De erkende ophalers overhandigen aan de persoon van wie zij afvalolie hebben ontvangen een attest waarop wordt vermeld :

- a) de naam of benaming, het adres of de maatschappelijke zetel van de ophaler;
- b) de naam of benaming, het adres of de maatschappelijke zetel van de natuurlijke of rechtspersoon die hen afvalolie heeft afgegeven;
- c) de datum en de plaats van de afgifte;
- d) de hoeveelheden en soort afgegeven afvalolie alsmede de prijs.

§ 2. Het in § 1 bedoelde attest wordt drievoudig opgemaakt, het eerste exemplaar is voor de ophaler, het tweede exemplaar is voor de persoon die afvalolie heeft afgegeven en het derde exemplaar wordt binnen de maand aan de Dienst Afvalbeheer gestuurd.

§ 3. De erkende ophalers dienen een register bij te houden dat vermeldt :

- a) de dagelijkse hoeveelheden en de kwaliteit van de opgehaalde afvalolie;
- b) de datum waarop die afvalolie werd ontvangen;
- c) de herkomst en de lokalisatie van die afvalolie;
- d) de dagelijkse hoeveelheden afvalolie die werden verkocht met vermelding van de naam of van de benaming, van het adres of van de maatschappelijke zetel van de natuurlijke of rechtspersoon aan wie zij werd afgegeven.

§ 4. Een uittreksel van het in § 3 bedoelde register wordt driemaandelijks aan de Dienst Afvalbeheer gestuurd.

§ 5. De Minister kan een attestmodel opmaken.

Art. 70. § 1. De erkende vernietigers overhandigen aan de persoon van wie zij afvalolie hebben ontvangen een attest waarop wordt vermeld :

- a) de naam of benaming, het adres of de maatschappelijke zetel van de vernietiger;
- b) de naam of benaming, het adres of de maatschappelijke zetel van de natuurlijke of rechtspersoon die hen afvalolie heeft afgegeven;
- c) de datum en het uur van aanvoer;
- d) de datum en de plaats van afgifte;
- e) de hoeveelheden en soort afgegeven afvalolie alsmede de prijs.

§ 2. Het in § 1 bedoelde attest wordt drievoudig opgemaakt; het eerste exemplaar is voor de vernietiger, het tweede exemplaar is voor de persoon die afvalolie heeft afgegeven en het derde exemplaar wordt binnen de maand aan de Dienst Afvalbeheer gestuurd.

§ 3. De erkende vernietigers dienen een register bij te houden dat vermeldt :

- a) de dagelijkse hoeveelheden en de kwaliteit van de ontvangen afvalolie;
- b) de datum waarop die afvalolie werd ontvangen;
- c) de herkomst en de lokalisatie van die afvalolie;
- d) de hoeveelheden afvalolie verwijderd per verwijderingsprocédé;
- e) de hoeveelheden afvalolie die opnieuw werden verkocht, de prijs en de datum van de afgifte.

§ 4. Een uittreksel van het in § 3 bedoelde register wordt driemaandelijks aan de Dienst Afvalbeheer gestuurd.

§ 5. De Minister kan een attestmodel opmaken.

HOOFDSTUK VIII. — Slotbepalingen

Art. 71. Overtredingen van het in dit besluit bepaalde, worden overeenkomstig het decreet opgespoord, geconstateerd, vervolgd en bestraft. Overtredingen van de bepalingen van dit besluit die verband hebben met giftige afval onderworpen aan de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval worden opgespoord, geconstateerd, vervolgd en bestraft overeenkomstig die wet.

Art. 72. Alles wat in strijd is met de voorwaarden die gepaard zijn met de verlening van een vergunning of herkenning krachtens dit besluit, vormt een overtreding die strafrechtelijk mag worden vervolgd.

Art. 73. Wort gestraft met een boete van honderd tot honderdduizend frank, alles wat in strijd is met de verplichtingen die krachtens dit besluit worden opgelegd en waarvan de inbreuk geen overtreding vormt hoofdens dit artikel 51, § 1 van het decreet.

Art. 74. § 1. Bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 februari 1976 houdende algemeen reglement op de giftige afval wordt de volgende alinea toegevoegd :

« Wat de bescherming van de omgeving en van het leefmilieu betreft, alsmede de ophaling en de verwerking van afvalstoffen, is echter dit besluit niet van toepassing, in het Waalse Gewest, op het te koop stellen en de verkoop, de verwerving en de afstand onder bezwarende of kosteloze titel, de neutralisering en de verwijdering van giftige afval. »

§ 2. Een artikel 27bis, luidend als volgt, wordt bij het koninklijk besluit van 9 februari 1976 houdende algemeen reglement op de giftige afval gevoegd :

« Artikel 27bis. In het Waalse Gewest, wat de bescherming van de omgeving en van het leefmilieu betreft alsmede de ophaling en de verwerking van afvalstoffen :

1^o dient te worden verstaan onder « vergunning voor verwerving » in de zin van de artikelen 24, 2^o en 25 van dit besluit « erkenning als ophaler »;

2^o de in dit hoofdstuk bedoelde retributie wordt gestort of overgeschreven op de rekening van de Dienst of, in afwachting van de oprichting ervan, op de rekening van het Ministerie van het Waalse Gewest, Dienst Afvalbeheer. »

§ 3. Bij artikel 33 van het koninklijk besluit van 9 februari 1976 houdende algemeen reglement op de giftige afval wordt de volgende alinea toegevoegd :

« In het Waalse Gewest, wat de bescherming van de omgeving en van het leefmilieu betreft, alsmede de ophaling en de verwerking van afvalstoffen, dient te worden verstaan onder « erkenningscommissie », de raadcommissie inzake afvalstoffen in de zin van artikel 37 van het decreet van 5 juli 1985 met betrekking tot de afvalstoffen. »

§ 4. Een artikel 37, luidend als volgt, wordt bij het koninklijk besluit van 9 februari 1976 houdende algemeen reglement op de giftige afval toegevoegd :

« Artikel 37. De artikelen 3, 5 tot 23, 35 en 36 van dit besluit zijn, wat de bescherming van de omgeving en van het leefmilieu, alsmede de ophaling en de verwerking van afvalstoffen, niet meer van toepassing in het Waalse Gewest. »

§ 5. Iedere voor de inwerkingtreding van dit besluit verleende erkenning van een center voor vernietiging, neutralisering of verwijdering van giftige afval, heeft uitwerking tot de dag waarop een beslissing over de erkenningsaanvraag als vernietiger van giftige of gevaarlijke afval, die de betrokkene binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van dit besluit moet indienen, wordt genomen.

§ 6. Iedere voor de inwerkingtreding van dit besluit verleende vergunning voor de verwerving van giftige afval, heeft uitwerking tot de dag waarop een beslissing over de erkenningsaanvraag als ophaler van giftige of gevaarlijke afval, die de betrokkene binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van dit besluit moet indienen, wordt genomen.

§ 7. Iedere voor de inwerkingtreding van dit besluit verleende erkenning van een persoon die verantwoordelijk is voor de verrichtingen voor de vernietiging, neutralisering of verwijdering van giftige afval, kan uitwerking hebben tot het vervallen van de vastgestelde termijn.

Art. 75. Het koninklijk besluit van 3 oktober 1975 betreffende de voorkoming van de oppervlaktewaterverontreiniging door afvalolie is niet meer van toepassing in het Waalse Gewest.

Iedere voor de inwerkingtreding van dit besluit verleende erkenning als ophaler van afvalolie, blijft uitwerking te hebben tot de dag waarop, overeenkomstig dit besluit, een beslissing over de erkenningsaanvraag als ophaler van afvalolie, die de betrokkene binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van dit besluit moet indienen, wordt genomen.

Art. 76. Onverminderd het naleven van het decreet, van de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval, alsmede alle internationale akten die het Waalse Gewest in acht moet nemen, kan de Minister bij een met redenen omklede beslissing :

1^o de afvalcategorieën bepalen waarop de bepalingen van dit besluit, die hij vaststelt, niet van toepassing zijn wegens de geringe risico's die die afval voor de gezondheid van de mens en het leefmilieu kunnen veroorzaken;

2^o de bepalingen van dit besluit aan te passen wat de verrichtingen of activiteiten betreft die hij bepaalt, wegens toevallig of ongevaarlijk karakter van die verrichtingen of activiteiten.

Art. 77. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 78. Dit besluit treedt in werking de dag waarop hij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 12 november 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,
M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,
D. DUCARME

Bijlage I.

Inlichtingen die dienen te worden verstrekt met het oog op het verlenen van de vergunning vereist in geval van opslag, storting of injectie van afvalstoffen afkomstig van de titaandioxyde-industrie

A. Kenmerken en samenstelling van de stof :

1. Totale hoeveelheid en gemiddelde samenstelling van de stof (bij voorbeeld per jaar).
2. Vorm (bij voorbeeld vast, modderig, vloeibaar of gasvormig).
3. Fysische eigenschappen (zoals oplosbaarheid en soortelijk gewicht), chemische en biochemische eigenschappen (zoals zuurstofverbruik) en biologische eigenschappen.
4. Toxiciteit.
5. Persistentie : fysische, chemische en biologische.
6. Accumulatie en biologische omzetting in biologische stoffen en sedimenten.
7. Gevoeligheid voor fysische, chemische en biochemische omzettingen en wisselwerking in het betrokken milieu met andere organische en anorganische stoffen.

B. Kenmerken van de plaats van storting, opslag of injectie en wijze van verwijdering :

1. Aardrijkskundige ligging.
2. Kenmerken van de aangrenzende zones.
3. Verpakkingswijze, indien relevant.
4. Kenmerken van de wijze van storting, opslag en injectie, inclusief een beoordeling van de voorzorgsmaatregelen ter voorkoming van verontreiniging van het water, van de bodem en van de atmosfeer.

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987 betreffende bepaalde categorieën afvalstoffen gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,
M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,
D. DUCARME

Bijlage II

Controle en toezicht op de verwijdering van afvalstoffen afkomstig van de titaandioxyde-industrie

A. Controle van de afvalstoffen.

De verwijdering gaat gepaard met :

1. Een controle op de hoeveelheid, de samenstelling en de toxiciteit van de afvalstoffen om na te gaan of aan de in de artikelen 4, 5 en 6 bedoelde voorwaarden voor de voorafgaande vergunning is voldaan.
2. Proeven inzake acute toxiciteit op bepaalde soorten weekdieren, schaaldieren, vissen en plankton en bij voorkeur op soorten die normaal voorkomen in de lozingsgebieden. Bovendien moeten proeven worden genomen op exemplaren van de pekelkreeft (*artemia salina*).

Bij deze proeven mag gedurende een periode van 36 uur en bij een verdunningsgraad van het afval van 1/5000 :

- geen sterfte voorkomen van meer dan 20 % onder de volwassen exemplaren van de geteste soorten;
- geen grotere sterfte onder de larven voorkomen dan in een controlegroep.

B. Controle en bewaking van het betrokken milieu.

In geval van opslag, storting of injectie omvat de controle met name :

1. Proeven om na te gaan of er geen schadelijke gevolgen zijn geweest voor de oppervlaktewateren of de grondwateren. Deze proeven moeten onder meer betrekking hebben op :

- de zuurgraad;
- het ijzergehalte (opgelost en in suspensie);
- het calciumgehalte;
- eventueel de concentratie van toxische metalen (opgelost en in suspensie).

2. Eventueel proeven om de eventuele schade na te gaan die aan de structuur van de ondergrond is aangericht.

3. Een beoordeling van de algemene ecologische situatie van de omgeving van de plaats van storting, opslag of injectie.

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987 betreffende bepaalde categorieën afvalstoffen gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,

D. DUCARME

Bijlage III

Wijze van verwijdering van afvalstoffen afkomstig van de titaandioxyde-industrie : lozing in de lucht

Te onderzoeken	Parameters		Minimumaantal monsternemingen en analyses per jaar	Opmerkingen
	bepaling verplicht	bepaling facultatief		
Lucht	Zwavel-dioxyde (SO ₂) (1) Chloor (2)	Stofdeeltjes	Continu	1. Gebied dat onder toezicht staat van een luchtverontreinigingsobservatienet met minimaal één meetstation in de nabijheid van het produktieterrein en dat representatief is voor de van het terrein afkomstige verontreiniging.
			12 (3)	2. Gebied zonder observatienet. Meting van de totale hoeveelheid vanaf het produktieterrein uitgestoten gasvormige lozingen. Bij meerdere lozingspunten op een zelfde terrein kan sequentiële meting van deze lozingen worden overwogen. De referentiemeetmethode voor zwavel-dioxyde is die van bijlage III bij Richtlijn 80/779/EEG van de Raad van 15 juli 1980 betreffende grenswaarden en richtwaarden van de luchtkwaliteit voor zwavel-dioxyde en zwevende deeltjes (P.B. nr. L 229 van 30.8.1980, blz. 30).

(1) Indien bij de produktie het sulfaatprocédé wordt gebruikt.

(2) Wanneer dankzij de stand van de meettechnieken een passende meting mogelijk is, en indien bij de produktie het chloorprocédé wordt gebruikt.

(3) De gegevens moeten voldoende representatief en significant zijn.

Wijze van verwijdering van afvalstoffen : opslag en storting op de bodem

Te onderzoeken	Parameters		Minimumaantal monsternemingen en analyses per jaar	Referentiemethoden
	bepaling verplicht	bepaling facultatief		
1. Ongefiltreerd oppervlaktewater rondom de plaats van opslag in de beïnvloede zone van de opslag en op een punt buiten deze zone (1) (2) (3)	pH (pH-eenheid)		1	Elektrometrie. De meting wordt uitgevoerd bij de monsterneming
	SO ₄ (4) (mg/l)		1	— Gravimetrie — EDTA-complexometrie — Moleculaire absorptiespectrofotometrie
2. Ongefiltreerd grondwater rondom de plaats van opslag, eventueel met inbegrip van de afvloeiingsplaatsen van de grondwaterlagen (1) (2)	Ti (5) (mg/l)	V, Mn, Ni, Zn (mg/l)	1	Atomaire absorptiespectrometrie
	Fe (6) (mg/l)	Cr (mg/l)	1	— Atomaire absorptiespectrometrie — Moleculaire absorptiespectrofotometrie
	Ca (mg/l)		1	— Atomaire absorptiespectrometrie — Complexometrie
		Cu, Pb (mg/l)	1	— Atomaire absorptiespectrometrie — Polarografie
	Ce (5) (mg/l)		1	Titrimetrie (volgens Mohr)
Omgeving van opslag- en stortterrein	Keuring met het oog op : — topografie en beheer van de plaats van opslag — effect op de ondergrond — ecologie van de plaats van opslag		1	Methode te kiezen door de Lid-Staat

(1) De monsters moeten in dezelfde periode van het jaar worden genomen.

(2) In het kader van de controle van het oppervlaktewater en het grondwater zal bijzondere aandacht worden geschonken aan de eventuele toevoer afkomstig van afvloeiend oppervlaktewater van het opslagterrein van de afvalstoffen.

(3) Monsters moeten, indien mogelijk, 50 cm onder het wateroppervlak worden genomen.

(4) Verplichte bepaling indien de opgeslagen of gestorte produkten afvalstoffen van het sulfaatprocédé bevatten.

(5) Verplichte bepaling indien de opgeslagen of gestorte produkten afvalstoffen van het chloorprocédé bevatten.

(6) Omvat ook de bepaling van Fe op het filtraat (zwevende stof).

Wijze van verwijdering van afvalstoffen : injectering in de bodem

Te onderzoeken	Parameters		Minimumaantal monsternemingen en analyses per jaar	Referentiemethoden
	bepaling verplicht	bepaling facultatief		
1. Ongefiltreerd oppervlaktewater rondom de plaats van opslag in de invloedzone van de injectie	pH (pH-eenheid)		1	Elektrometrie. De meting wordt uitgevoerd bij de monsterneming
	SO ₄ (1) (mg/l)		1	— Gravimetrie — EDTA-complexometrie — Moleculaire absorptiespectrofotometrie

Te onderzoeken	Parameters		Minimumaantal monsternemingen en analyses per jaar	Referentiemethoden
	bepaling verplicht	bepaling facultatief		
2. Ongefilterd grondwater onder en rondom de plaats van opslag, met inbegrip van de afvloeiingsplaatsen van de grondwaterlagen	Tl (2) (mg/l)	V, Mn, Ni, Zn (mg/l)	1	Atomaire absorptiespectrometrie
	Fe (3) (mg/l)	Cr (mg/l)	1	— Atomaire absorptiespectrometrie — Moleculaire absorptiespectrofotometrie
	Ca (mg/l)		1	— Atomaire absorptiespectrometrie — Complexometrie
		Cu, Pb (mg/l)	1	— Atomaire absorptiespectrometrie — Polarografie
	Cl (2) (mg/l)		1	Titrimetrie (volgens Mohr)
Omgeving Topografie	Stabiliteit van de grond		1	Fotografische en topografische controle
	Permeabiliteit Porositeit		1	Pompproeven Boordiagrammen

- (1) Verplichte bepaling indien afvalstoffen van het sulfaatprocédé in de ondergrond worden geïnjecteerd.
 (2) Verplichte bepaling indien afvalstoffen van het chloorprocédé in de ondergrond worden geïnjecteerd.
 (3) Omvat ook de bepaling van Fe op het filtraat (zwevend stof).

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987 betreffende bepaalde categorieën afvalstoffen gevraagd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
 belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen,
 de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,
 D. DUCARME

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Hoofdbestuur. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 6 november 1987 is, op datum van 30 april 1988, ontslag uit zijn functies verleend aan de heer Arcq, Willy, bestuursdirecteur.

Het is hem vergund zijn rechten op pensioen te doen gelden en hij is ertoe gemachtigd de titel van zijn ambt eershulve te voeren.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Afstand van de toelating door een verzekeringsonderneming

Bij koninklijk besluit van 13 april 1988, wordt de afstand van de toelating vastgesteld van de onderneming « Compagnie d'Assurances médicale et chirurgicale », in 't kort : « C.A.M.C. », (administratief codenummer : 795), naamloze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is rue des Minières 67, te 4800 Verviers, voor de takken :

- « Ongevallen » (tak 1);
- « Ziekte » (tak 2);
- « Andere schade aan goederen » (tak 9).

Dit besluit treedt in werking vanaf de onderhavige bekendmaking.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Administration centrale. — Démission

Par arrêté royal du 6 novembre 1987, démission de ses fonctions est accordée, à la date du 30 avril 1988, à M. Arcq, Willy, directeur d'administration.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Renonciation à l'agrément par une entreprise d'assurances

Par arrêté royal du 13 avril 1988, est constatée la renonciation à l'agrément par l'entreprise « Compagnie d'Assurances médicale et chirurgicale », en abrégé : « C.A.M.C. », (code administratif : 795), société anonyme dont le siège social est situé rue des Minières 67, à 4800 Verviers, pour les branches :

- « Accidents » (branche 1);
- « Maladie » (branche 2);
- « Autres dommages aux biens » (branche 9).

Cet arrêté entre en vigueur le jour de la présente publication.